

# cahiers

## LEON TROTSKY



1939 - 1945

**LA RÉVOLUTION N'A PAS EU LIEU !**  
Une si longue attente...

**65**  
*mars 1999*

Revue trimestrielle □ Institut Léon Trotsky

# CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

---

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

---

## BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,  
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

### Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

---

## ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

### Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

### Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

### Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

**Pour l'étranger** les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

**Réglement** à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

---

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

# cahiers

## LEON TROTSKY

---

n° 65

Mars 1999

---

1939 - 1945

**Pierre Broué** — La révolution n'a pas eu lieu ! Une si longue attente... ..... 5

**Contributions de Jean van Heijenoort**

*Marc Loris*

- Perspectives pour l'Europe (juin 1941) ..... 13
- France : baromètre tempête (octobre 1941) ..... 23
- L'Europe sous le talon de fer (28 janvier 1942) ..... 27
- Le procès de Riom : la vérité sur la « démocratie » française (8 avril 1942) ..... 43
- Tâches révolutionnaires sous la botte nazie (novembre 1942) ..... 53
- L'Afrique du Nord : une leçon de démocratie (décembre 1942) ..... 69
- Darlan et les libéraux (décembre 1942) ..... 81
- Le conflit entre de Gaulle et Giraud (juillet 1943) ..... 89
- Mésaventures politiques de la bourgeoisie française (décembre 1943) ..... 99

*Daniel Logan*

- Où va la France ? (17 septembre 1944) ..... 109

**George Breitman** — La situation réelle en France..... 119

## **LES DÉPARTS**

— Jaime Fernandez Rodriguez ..... 127

### **Numéros, articles et documents consacrés à la Deuxième Guerre Mondiale**

N° 25, septembre 1985, **Trotsky et les trotskystes devant la seconde guerre mondiale** (104 pages)

- **J.P. Joubert**, Le défaitisme révolutionnaire.
- **K. Kostal**, Munich : l'envers tchécoslovaque du mythe.
- **P. Broué**, Trotsky et les trotskystes face à la deuxième guerre mondiale.
- **ILT**, L'ancien "trotskyste" du groupe Manouchian.
- **Marc Loris**, La question nationale en Europe (1942) .
- **CN du SWP**, La question nationale et l'Europe (1942).
- **CEI, IVe Internationale**, La question nationale durant la guerre impérialiste (1946).

N° 39, septembre 1989

- **P. Broué**, La Deuxième Guerre mondiale : questions de méthode.
- **Ernst Rayner**, Les internationalistes du "troisième camp" pendant la guerre.
- **G.R. Horn**, Le Trotskysme et l'Europe pendant la guerre.
- **Charles W. Erwin**, Le Trotskysme en Inde pendant la guerre.

N° 43, septembre 1990, **Les Trotskystes devant la Seconde Guerre Mondiale** (120 pages)

- **N.K. Dahl**, Avec Trotsky en Norvège
- **P. Broué**, Un trotskyste à New York pendant la guerre: van Heijenoort.
- **Sam Levy**, A nouveau sur la politique militaire prolétarienne.
- **Wim Bot**, Généraux sans troupes: les trotskystes néerlandais sous l'occupation.
- **Serge Lambert**, Immigrés et PC sous la Résistance en Italie

N° 49, janvier 1993, (113 pages)

- **Richard Moyon**, Barta et l'Union communiste pendant la guerre.

N° 63, juillet 1998, **Le Trotskysme aux Etats-Unis**

- **Frank Lovell**, Le Cataclysme: le trotskysme américain et la 2ème Guerre mondiale.
- **Felix Morrow**, De la Guerre à la Révolution (1943).
- **Daniel Logan**, Le mot d'ordre de République en Italie et la discussion dans le SWP (1945).
- **Felix Morrow**, Lettre au Secrétariat européen (1945).

Photo de couverture : Août 1944, Paris se soulève.

**Pierre Broué**

## **La révolution n'a pas eu lieu !**

### **Une si longue attente...**

Ce numéro des *Cahiers* comporte une partie consacrée aux trotskystes dans la Deuxième Guerre mondiale. Il n'est pas le premier. Quatre numéros presque pleins et le plus gros d'un autre ont déjà été consacrés par nous à ce même thème, soit plus de 600 pages, plus de onze articles et autant de documents d'importance.

C'est notre façon de répondre aux critiques qu'on formule souvent contre nous, à savoir que nous ne voulons pas nous engager dans l'étude de l'histoire de la IVe Internationale. Nous souhaitons seulement pour le moment préparer cette étude dans la mesure de nos moyens. Les publications mentionnées ci-dessus et dont nous donnons le détail ci-après ont été faites avec l'espoir de déclencher une discussion entre groupes — qui ne racontent pas la même tranche d'histoire de façon identique, ou l'interprètent différemment — et entre individus pensant et réfléchissant sur le passé.

Ce ne doit pas être le cas de la majorité des groupes qui se réclament du trotskysme et dans lesquels les remarques, privées et publiques, critiques, voire agressives, n'ont pas manqué à notre égard. Nos publications sont-elles tombées dans l'oubli ? Ou au contraire sont-elles mises en réserve pour quelque livre

bâclé du genre de travail grotesque de M. Daniel Coquema ? Impossible de répondre à cette question. Donc, on continue !

Nous n'avons pas adopté le système de la publication chronologique des textes, qui n'aurait guère de sens dans le cas présent où nous avons publié des premiers textes importants depuis déjà une quinzaine d'années. Mes recherches sur Trotsky m'ont amené à rencontrer et à connaître Jean van Heijenoort <sup>1</sup> qui fut son plus précieux collaborateur en exil. Des années de fréquentation et de travail en commun m'ont permis non seulement de le bien connaître, mais de comprendre ce qui s'était passé pour lui et pour la IVe Internationale dans ces années de grande coupure que fut la Deuxième Guerre mondiale et où il sentait peser sur lui, à un poste-clé, l'énorme responsabilité d'avoir à mettre en œuvre tout ce que « *le Vieux* » lui avait appris. On trouvera dans ce numéro ses contributions, à savoir les textes sur la France qu'il a rédigés pour la revue du SWP, *Fourth International*, puis son Bulletin intérieur, signés d'abord **Marc Loris**, puis **Daniel Logan**. Nous avons ainsi le sentiment de lui rendre justice et de lui redonner la place qui fut la sienne dans une histoire dont il fut l'un des principaux acteurs.

Il y a, nous a-t-il semblé, un grand intérêt à retrouver, à travers Van, qui lui servit sept ans de secrétaire, la « *patte* » de Trotsky. Comme lui et comme le fils de Trotsky, Lev Sedov <sup>2</sup>, il accumule les informations, même minuscules, de toute origine, lettres privées, correspondances de presse, récits de voyages. Il brasse le tout, certes, mais surtout compare, confronte, recoupe, arrive à donner à chaque information un degré de véracité qu'il indique à son lecteur, directement ou non. Un réseau clandestin — une véritable marquetterie — permet des contacts avec l'Europe : mais un savon contenant un message tombe aux mains de la police vichyste et provoque des arrestations et à terme, plusieurs victimes.

Ainsi furent fabriquées devant lui et avec sa participation, et surtout mises en forme, pendant des années, les informations venues de l'URSS stalinienne.

---

1. **Jean van Heijenoort** (1912-1986), étudiant en mathématiques, membre de la Ligue communiste internationaliste en France, avait gagné Prinkipo pour y être secrétaire de Trotsky et le fut de façon intermittente en France puis de façon permanente en Norvège et au Mexique ; il s'établit aux Etats-Unis en 1939, y prenant la responsabilité du secrétariat international de la IVe Internationale.

2. **Lev Sedov** (1906-1937), fils de Trotsky et son principal collaborateur en exil, assassiné par les agents de Staline.

Ainsi le sont, à New York et par lui, les informations sur l’Europe occupée dont on pourra très souvent vérifier l’exactitude. A cet égard, les articles de Van constituent une chronique de la France occupée mais aussi des conflits interalliés autour d’Alger, qui n’a rien perdu de sa couleur et de sa pugnacité. Ce devait être pénible pour ses adversaires dans le parti américain et le SI de New York, malgré sa discrétion bien connue : Van avait appris la politique auprès de Trotsky et cela se sent à tout instant. Il semble pourtant parfois près de s’emporter, particulièrement contre ceux que j’appellerais, pour ne blesser personne, les « *sectaires autoritaires* » et qu’il en vient à considérer, avec la modération de langage qui l’a toujours caractérisé, comme des camarades « *difficiles à supporter* ».

Nous avons également choisi de publier quelques-uns des textes venus d’Europe, et qu’il a réussi, avec quelle passion et quelle joie, à faire publier à New York. Un texte d’un militant américain les accompagne, Paris au lendemain de l’insurrection d’août 1944, signé d’un correspondant, en réalité un militant du SWP sous l’uniforme de G.I. de l’armée des EU, **George Breitman**.

La fin de sa vie d’adolescent, sa vie d’homme jeune, Van, Jean van Heijenoort les a tout entières passées près de Trotsky, l’aidant, apprenant de lui. Il a laissé sa compagne Gaby repartir du Mexique en Europe. Il a avec lui son petit Jeannot, né pendant le séjour à Domène, que sa mère, qui milite en clandestinité dangereuse, lui a envoyé de France par précaution. Il est certainement, avec Jan Frankel <sup>1</sup>, jusqu’en 1940 où il disparaît du mouvement, et seul ensuite, l’homme qui connaît le mieux son histoire, ses dirigeants, l’opinion de Trotsky sur les hommes et les choses, sa méthode de travail. Il en a une claire conscience. D’autres, dont il dépend en partie, le savent et n’apprécient guère leur propre infériorité ; pendant des années, Van va se battre contre le mépris de certains camarades et la misère que lui inflige la société : il fait même une semaine de prison dans un état du Middle West, pour « *vagabondage* ».

Quand il réussit enfin à trouver à New York un emploi à l’école Berlitz qui lui permet de consacrer le gros de son temps au travail international, il n’apaise pas pour autant l’agressivité du « *grand chef* », qui ne voit aucun inconvénient,

---

1. **Jan Frankel** (1906- ?), citoyen de Tchécoslovaquie, secrétaire de Trotsky à Prinkipo, puis en Norvège et au Mexique. Il s’établit aux EU fin 1937 et se heurte à Cannon. Il quitte le mouvement en 1940.

lui qui est un permanent « *full time* », à placer des réunions dont Van est responsable aux heures de sa présence obligatoire au travail. Recherché par les autorités militaires, il « *plonge* » et adopte désormais des pseudonymes féminins, sous lesquels il tiendra jusqu'au bout grâce à beaucoup de sérieux et de technique de clandestinité. Il tient presque cinq ans dans l'attente, scrutant l'Europe, et n'ayant pas renoncé à l'espoir d'y revenir clandestinement. Mais la direction du SWP ne veut pas qu'il regagne ce continent qu'il avait quitté en 1932 pour aller se placer au côté du dirigeant de la révolution mondiale dans son île de Prinkipo. En fait, il est au poste, le Secrétariat de la IVe Internationale, où il devrait être le plus utile et où il ne devrait pas – lui qui fut « *les yeux et les oreilles* » du « *Vieux* » de Coyoacán qu'il vénère – gêner les dirigeants américains. Mais il les gêne.

Deux organismes internationaux s'efforcent à cette époque de tracer une ligne. Aux Etats-Unis, le Secrétariat international, qui a été constitué en 1940, a vu ses membres le quitter l'un après l'autre, mobilisés ou affectés à des responsabilités de parti. En 1943, il n'a plus que deux membres, l'Américain **Bert Cochran**, dit **E.R. Frank**<sup>1</sup> et **Jean van Heijenoort** lui-même, dit **Marc Loris**. Selon ses confidences amères, le SWP souhaitait que le SI se contente d'un minimum d'activité et E. R. Frank, qui recevait ses directives de Cannon<sup>2</sup>, le dirigeant du SWP, avait de toute façon pour consigne d'empêcher toute initiative de son camarade. En terre américaine, le premier et le dernier mot en matière politique revenait à Cannon et à ses « *boys* », lesquels n'ont rien élaboré en dehors de la formule « *guerre révolutionnaire* » en 1941, et de la ligne qui conduira les trotskystes français, en janvier 1944, à écrire en première page de *La Vérité*, « *Les drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges* »<sup>3</sup>. Van assurait avec amertume qu'il n'avait jamais obtenu de Cannon

---

1. **Bert Cochran**, dit **E.R. Frank** (1915-1984), étudiant, gagné au trotskysme en 1939, il travaille en usine d'automobiles et, pendant la guerre, est chargé par Cannon de « *marquer* » van Heijenoort au secrétariat, ainsi totalement paralysé.

2. **James P. Cannon** (1885-1973), ancien militant socialiste, un des fondateurs du PC, il fonda l'Opposition de gauche aux EU et dirigea ensuite toutes les organisations qui lui succédèrent dont le SWP et se montra toujours très jaloux de son autorité.

3. *La Vérité*, n°58, 15 février 1944.



plus que des grognements inarticulés quand il le consultait sur ses plans et projets pour l'Europe, y compris ce retour clandestin en France dont il rêvait.

En Europe, où la vieille génération des dirigeants avait disparu au début de la guerre, un secrétariat provisoire européen avait été mis sur pied en été 1943. Il comprenait le Français **Marcel Hic**<sup>1</sup>, ancien dirigeant jeune, leader du POI, son véritable créateur, le Grec **Michel Raptis**, dit **Gabriel**, puis **Michel Pablo**<sup>2</sup> qui lui a succédé, après son arrestation en octobre, le Roumain **Neli Grinberg** dit **Marcoux** ou **N. Marc**<sup>3</sup>, le Belge **Abram Wajnsztock** dit **A.Léon**<sup>4</sup>, l'Allemand Martin Monat dit **Widelin**<sup>5</sup>, et intègra peu après l'Espagnol **Rafael Font y Ferran**<sup>6</sup>, dit **Adrien** et **Rudolf Prager**<sup>7</sup>, **Auguste**, qui représentait le CCI (ex PCI).

L'été 1943 marque le début d'une crise qui se développe parallèlement et sans contacts sur les deux continents. Une minorité du SWP s'en prend à la politique, qu'elle juge « sectaire », préconisée par son parti pour l'Italie et notamment son refus de lancer le mot d'ordre d'Assemblée constituante. Ses

1. **Marcel Hic** (1912-1944), dirigeant des Jeunesses puis du parti français, un des organisateurs du « travail allemand ». Il met sur pied un secrétariat provisoire européen, mais est arrêté en octobre ; torturé, il meurt à Dora.

2. **Mikhailis Raptis**, dit Gabriel, Jérôme, Pilar, Molitor, J.P. Martin, etc. (1911-1996). D'abord membre de l'organisation archiomarxiste grecque en 1929, il en est exclu en 1931. En 1933, il est opposé au tournant vers la IVE, veut lutter pour le « redressement » des PC puis dénonce le « tournant français ». Arrêté et déporté en 1936, libéré, il vient se soigner en France, commence à travailler avec le SPE et Hic qu'il remplace après son arrestation. Le SWP lui confie plus tard le SI.

3. **Neli Grunberg** (1914- ?), né en Roumanie, un des fondateurs avec Barta-Korner du groupe b.l. de Roumanie, émigre en France en 1934 et milite dans le POI puis au SI. Après la guerre, il émigre aux EU ; abandonne la vie politique et devient professeur d'université.

4. **Abram Wajnsztock** dit **A. Léon** (1918-1944), d'abord sioniste de gauche, trotskyste en 1940, dirigeant de la section belge et du SPE, arrêté en juillet 1944 et gazé à Auschwitz peu après.

5. **Martin Monat**, dit **Widelin**, dit **Paul Wentley** (1913-1944), d'abord sioniste il rejoint la section belge en 1938, est chargé du TA (travail allemand) ; il s'installe en France, est arrêté et abattu en janvier 1944.

6. **Rafael Font y Ferran**, dit **Adrien**, **Roura** (1912- ? ), d'abord catalaniste, secrétaire de Companys, il passe au POUM puis en 1939 au BL de Nuevo Curso, sous l'occupation il est avec la minorité du PCI, placé au SPE puis au SI.

7. **Rudolf Prager** (1918- ), ancien Faucon rouge, gagné au CCI, représentait ce parti au SPE et au SI.

dirigeants sont **Felix Morrow** dit *Cassidy*<sup>1</sup>, **Albert Goldman** dit *Morrison*<sup>2</sup>, et van Heijenoort/ **Marc Loris** lui-même. Leur trois signatures se font rares à partir de la fin de 1943 laissant un vide dans la production de grande qualité jusque là de *Fourth International*, la revue mensuelle du SWP.

La bataille interne est très dure face à Cannon qui se cramponne à toutes les formules anciennes et il y a des chocs verbaux au plénum du comité central d'octobre 1943 et au congrès de 1944 où deux textes contradictoires, l'un que présente E.R. Frank, l'autre Marc Loris, s'affrontent sur les tâches en Europe. En fait, Morrow, Goldman et **Daniel Logan** (nouveau pseudonyme de van Heijenoort en 1944), mènent désormais une bataille perdue d'avance dans un parti dont les membres n'ont jamais connu à temps leurs positions qu'ils défendaient, et dont il semble que les historiens n'aient jamais pris la peine de les relire. Voire de les lire tout simplement.

Rodolphe Prager, dans son recueil de documents de la IVe Internationale sur cette période, reprend intégralement et sans le moindre argument, les explications données par Cannon et les siens présentant Morrow, Goldman et Van comme des militants usés et démoralisés — ce qu'ils deviendront inévitablement au bout du compte devant de tels obstacles dans l'organisation qui devait être pour eux le levier de l'avenir. Il assure benoîtement qu'« *en dehors de la question de l'Assemblée constituante* » (*sic*), les divergences n'étaient pas considérables. Mais il ne reproduit que le plus bref des textes de Morrow rédigé au cours d'une polémique secondaire.

Cannon avait donné dans une lettre du 16 janvier 1945 une explication un peu plus satisfaisante, bien que nullement convaincante, des divergences. Il écrivait :

« Les divergences proviennent des perspectives de lutte. Allons-nous présupposer la victoire du stalinisme en Europe ou celle de l'alliance Roosevelt-Churchill-Staline et "*nous préparer à des défaites*" ? Ou allons-nous maintenir notre conviction que la puissance des masses est plus grande et préparer la lutte avec la

---

1. **Felix Morrow** ps de Felix Mayorwitz, dit **Cassidy** (1906-1988) militant des JS en 1922, du PC en 1931, de l'Opposition de gauche en 1933, fut l'homme de confiance de Cannon dans la presse du parti avant de s'opposer à lui en 1943.

2. **Albert Goldman**, dit **Morrison** (1897-1960), ouvrier devenu avocat, membre du PC passé à l'Opposition, il fut l'avocat de Trotsky et des dirigeants du SWP.

perspective de la victoire ? S'il y a un terrain pour un conflit réel entre nous, c'est là qu'il est. C'est le sens de l'"*optimisme*" et du "*pessimisme*" ».

Mais il ajoute et on nous permettra de dire que, ce faisant, il se contredit et montre qu'il n'a lu attentivement ni Logan, ni Morrow : « Ce n'est pas une question de rythme, mais de perspectives ».

Au lendemain de la chute de Mussolini un texte rédigé par Marcel Hic sur la ligne de Van et Morrow, un manifeste aux travailleurs italiens, daté du 30 juillet 1943, lance le mot d'ordre de Convention (Constituante). Il est désavoué par le Secrétariat provisoire européen (SPE) et interdit de diffusion. Le conflit n'ira pas plus loin. Marcel Hic et ses collaborateurs sont arrêtés par la Gestapo en octobre dans le désastre qui frappe le « *travail de fraternisation* » avec des soldats allemands et **Michel Raptis**, dit **Gabriel**, plus tard **Michel Pablo**, impose son autorité sur le SPE sur une ligne dont les dirigeants européens vont découvrir, ou tout au moins assurer, qu'en ce qui concerne l'Europe, elle coïncide avec celle de Cannon et de la majorité du SWP.

Publiant, dans le n° 11/12/13 de septembre/novembre 1944, la résolution du plénum du Comité national du SWP de novembre 1943, la rédaction (Pablo-Raptis) la faisait précéder de ce commentaire :

« Les membres des sections européennes de la IVe Internationale ne manqueront pas de remarquer la coïncidence frappante de la ligne générale de ce texte avec celle des résolutions de la Conférence européenne de février 1944. C'est une preuve de plus de la solidité du programme de la IVe Internationale et des liens organiques qui unissent toutes ses sections dans leur pensée et dans leur action ».

Publiant de son côté en 1945 la résolution de la Conférence européenne de février 1944, la rédaction de *Fourth International*, organe du Socialist Workers Party, citant la phrase précitée, assurait : « *Nos camarades européens ont eux aussi conscience de cette unanimité idéologique* ». Il est impossible de ne pas relever ce mépris de la minorité et des minoritaires, donc de la démocratie, surtout quand on sait que les dirigeants américains censurèrent dans un premier temps les passages de leurs textes critiqués par la minorité sur lesquels celle-ci avait eu manifestement raison et que les textes de leur minorité ne connurent une publication, même interne, que trop tard pour changer éventuellement le cours de leur parti.

Ce n'est pas là l'une des moindres découvertes auxquelles conduit cette étude de deux années de guerre, riche en enseignements sur ce qu'on a appelé la « crise » et qui a peut-être été « *la grande crise* » — certains disent « *la crise finale* » — de la IV<sup>e</sup> Internationale, que cette alliance, dès l'approche de la fin de la guerre, entre ce que nous appellerons, pour simplifier, Cannon et Pablo. Nous y reviendrons.

Nous publions ci-dessous les textes consacrés à la France. Et d'abord ceux de van Heijenoort. On y trouvera des commentaires sur la situation intérieure de la France, qui supportent l'épreuve du temps, malgré la difficulté des communications. Le reste concerne les relations entre les Alliés et les différentes fractions françaises. L'affaire Darlan<sup>1</sup> est étudiée avec un soin particulier. Elle est pour Van un signe prémonitoire. Le soutien du maréchal Badoglio<sup>2</sup> en sera la répétition dans un autre pays, cette fois sur le continent européen. Van pressent que cette politique se heurte à une impossibilité. Il indique que, pour la France, la solution de Gaulle peut être un échappatoire. Il n'y croit pas vraiment. Mais Staline et le PCF assureront son succès.

Nous publions également un texte venu de France, un de ceux dans lesquels il puisait son inspiration, le rapport du jeune militant George Breitman sur la situation à Paris à l'été 1944.

Nous souhaitons que nos lecteurs concluent avec nous que l'ampleur des textes réunis dans ce numéro dépasse de très loin l'horizon d'une étude sur les trotskystes pendant la Première Guerre mondiale.

Un dernier mot, mais essentiel.

La longue attente de Jean van Heijenoort et de quelques autres, c'est celle de la révolution... en France et en Europe. Et les sourires sceptiques de fleurir

---

1. **François Darlan**, (1881-1942), Amiral de la Flotte, ayant une réputation « de gauche », soutint Pétain et devint l'homme fort de son gouvernement et son dauphin après la chute de Laval. Surpris en Algérie par le débarquement américain, il traita avec eux au nom de Pétain et vit reconnaître son autorité, une situation qui leur convenait mais était pleine de risques. Elle fut réglée par son assassinat, à l'instigation d'un groupe royaliste.

2. **Pietro Badoglio** (1871-1956), officier italien, « conquérant » de la Lybie puis de l'Ethiopie, général en 1926, maréchal en 1936. Il prit position contre Mussolini en 1943 et lui succéda avec l'appui du roi. Reconnu par les gouvernements alliés après la signature de l'armistice, il ne put se maintenir longtemps.

tant chez les grands universitaires que sur le penseur politique du Café du Commerce. Les trotskystes étaient d’incorrigibles utopistes croyant « *encore* » à la révolution. Le lecteur sérieux qui nous soupçonne d’être complice de ces hommes dont nous parlons pourra facilement vérifier dans un livre qui devrait être aujourd’hui considéré comme indiscutable, *La France de Vichy* du professeur américain Robert Paxton. Il trouvera bien d’autres personnages dont l’esprit n’a pas été ébranlé par la théorie de la « *révolution permanente* », mais dont la révolution — dans leur cas, la peur de la révolution en France — explique un comportement à bien des égards erratique s’il ne résulte pas de la peur, la peur de la révolution.

Nous nous contenterons de références indiscutables sans faire appel aux clameurs hystériques du général Weygand qui voyait en 1940 Maurice Thorez entrant à l’Elysée. Le général français Huntziger<sup>1</sup> assure au général allemand von Stülpnagel<sup>2</sup>, le 7 août 1940 : « *Le maréchal<sup>3</sup> a [...] accepté, pour sauver son pays de la révolution et de la ruine, de signer l’armistice et de présider ce gouvernement* ». Le chapitre de Paxton sur la collaboration entre 1942 et 1944 commence ainsi : « *Pour éviter la révolution, le mieux est de tenir la France en dehors de la mêlée* ». A la fin de 1942 encore, le thème se maintient. Résumant un document des archives allemandes, Robert Paxton écrit :

« Le maréchal assure le 10 décembre à von Rundstedt<sup>4</sup> qu’il est prêt à “*une contribution positive de la France dans la guerre contre le bolchevisme*” à condition que “*sa souveraineté pleine et entière*” soit reconnue et **qu’elle ait une armée capable de maintenir l’ordre à l’intérieur** ».

---

1. **Charles Huntziger** (1880-1941), général français, chef de la délégation française à la signature de l’armistice, puis commandant de l’« *armée* » sous Pétain. Mort accidentellement.

2. **Karl Heinrich von Stülpnagel** (1886-1944), général allemand, président de la commission franco-allemande d’armistice, gouverneur militaire de Paris de 1942 à 1944. Engagé dans la conspiration contre Hitler, il manque son suicide et est pendu.

3. **Philippe Pétain** (1856-1951), colonel à la retraite en 1914, général en 1915, chef de la défense de Verdun et maréchal de France en 1918. Ministre, ambassadeur chez Franco, il devient « chef de l’état » à Vichy en 1940. Condamné à mort en 1945, il vit sa sentence commuée.

4. **Gerd von Rundstedt** (1875-1953), général allemand, commandant en chef de l’armée à l’ouest à deux reprises.

Rendant compte dans cette même revue des *Carnets de Captivité* de Paul Reynaud <sup>1</sup> j'ai constaté la même peur de la révolution, chez les détenus « *politiques* » arrêtés et gardés au chaud par leur ennemi Pétain, Paul Reynaud lui-même écrivant en 1943 que la « *révolution commence en Europe* ».

Ceci dit, cette révolution que beaucoup craignaient, et que plus nombreux étaient ceux qui l'appelaient de leur vœux, n'a pas eu lieu. C'est là notre souci : essayer d'expliquer pourquoi, cette fois non pas à partir de ses adversaires, mais à partir de ses partisans.

---

1. **Paul Reynaud** (1878-1966), homme politique français, à la tête du gouvernement en 1940 entre Daladier et Pétain, protecteur de de Gaulle, un des accusés du procès de Riom.

## ***Contributions de Jean van Heijenoort***

*Manifeste du CEI de la IVe Internationale*

*La France sous Hitler et Pétain*

par **Marc Loris**

(cf. R. Prager, *Les Congrès de la IVe Internationale*. T. II *L'Internationale dans la Guerre*, pp. 35-44)



**Marc Loris**

## **Perspectives pour l'Europe<sup>1</sup>** **(juin 1941)**

Pendant la première guerre mondiale impérialiste, les troupes allemandes occupaient à l'ouest la Belgique et un sixième du territoire français, outre un certain nombre de pays d'Europe centrale et des Balkans. Mais l'existence d'un front et ses continuels changements de tracés donnaient aux conquêtes allemandes un caractère précaire. Une grande partie de la population civile avait été évacuée et il n'y avait guère d'activité agricole ou industrielle dans les pays envahis.

---

1. « Perspectives for Europe », *Fourth International*, juillet 1941, pp. 179-182.

Dans la deuxième guerre impérialiste, l'effondrement militaire de la France a donné une situation nettement différente. La domination hitlérienne s'étend maintenant plus ou moins directement sur plus de deux cents millions de non-Allemands. Malgré les profondes différences d'un pays occupé à l'autre, l'oppression commune contraint les rapports dans les classes et entre elles à suivre des lignes parallèles dans tous les pays occupés.

### **L'effondrement des fascistes indigènes**

A son arrivée dans chacun des pays envahis, Hitler a trouvé des partis fascistes à l'image du sien. C'était l'un des éléments caractéristiques de la décomposition de la « *démocratie* » bourgeoise. Pendant son avance, l'armée allemande a été capable d'utiliser judicieusement ces groupes à ses propres fins militaires et politiques. Après un an de contrôle hitlérien en Europe, cependant, l'évolution de ces différents fascismes nationaux est un facteur important dans la détermination de nos futures perspectives.

Ce fut en Norvège que l'état-major allemand reçut l'assistance la plus active et la plus immédiate de la « *Cinquième colonne* ». C'était le seul pays dans lequel le parti fasciste se trouvait placé directement au pouvoir après l'invasion. Et c'est aussi le pays dans lequel la domination allemande a incontestablement rencontré le plus de difficultés. Le chef de la Gestapo Himmler<sup>1</sup>, s'est récemment aperçu que le parti de Quisling<sup>2</sup>, du fait de son impopularité grandissante, était loin d'être un instrument de la flexibilité nécessaire pour la domination allemande, et il a réduit ses pouvoirs.

On peut observer le même processus dans tous les pays envahis : la stagnation ou la désintégration des groupes fascistes nationaux. Le parti pro-allemand des Sudètes tombe en pièces. En Bohême, ceux qui ont applaudi à l'arrivée d'Hitler se tiennent loin maintenant de tout ce qui est allemand. Le parti national-socialiste au Danemark a scissionné en un grand nombre de cliques se

---

1. **Heinrich Himmler** (1900-1945) adhérant très jeune au parti nazi, chef des SS puis de la Gestapo, il était le policier en chef du IIIe Reich.

2. **Vidkun Quisling** (1887-1945), officier ayant servi en Russie avec les Blancs, fondateur d'un parti nationaliste, premier ministre norvégien en 1942.



disputant les faveurs des autorités allemandes. Le parti fasciste de Mussert <sup>1</sup> en Hollande stagne et les envahisseurs ne lui font aucune confiance. Les intellectuels flamands, en qui Hitler avait placé des espoirs, l'ont déçu. En France, Doriot<sup>2</sup> a réuni autour de lui un certain nombre d'anciens chefs staliniens, mais son parti ne progresse pas.

La Roumanie est l'un des exemples les plus frappants. Pendant des années il y a eu là un puissant parti antinazi, sauvagement antibritannique. L'entrée des troupes allemandes dans ce pays semi-allié, semi-conquis, a été immédiatement suivie d'une désintégration violente du parti fasciste. Son aile la plus extrémiste a publié un manifeste proclamant que seule une victoire britannique pourrait libérer la Roumanie. Le parti a été noyé dans le sang. L'actuel gouvernement du général Antonescu<sup>3</sup> ne repose pas sur un fascisme indigène, mais est simplement un bonapartisme soutenu par l'armée allemande.

Il existe des signes de courants dans la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. Dans tous les pays envahis, Hitler a, bien entendu, trouvé des gens pour chanter ses chœurs. A leur arrivée, les généraux allemands ont exigé un certain nombre de chevaux, de têtes de bétail, de porcs, de politiciens et de journalistes. Mais comme mouvements de masse, les fascistes nationaux sont voués au déclin. Tous les jours l'Ordre nouveau d'Hitler révèle plus clairement ce qu'il est : le vieux désordre capitaliste avec son oppression, sa misère, sa faim. La petite-bourgeoisie va maintenant dans l'autre sens : le pendule est en train de changer de direction. Ce phénomène très important et qui n'en est qu'à son début crée des conditions très favorables pour le naufrage de l'impérialisme allemand mais ne peut conduire à rien par lui-même, sans intervention des ouvriers.

Dans son ensemble, la grande bourgeoisie va dans le sens inverse de la petite. Elle organise et systématise de plus en plus la « *collaboration* ». Partout où elle le peut, elle essaie de sauver ses profits et ses privilèges et saisit la plus

---

1. **Anton Mussert** (1894-1946), ingénieur, fondateur du parti nazi néerlandais, nommé « chef » du peuple néerlandais par le Haut-commissaire allemand en 1942.

2. **Jacques Doriot** (1898-1945), ouvrier français, membre des JC, puis de la direction du PC, exclu en 1934, passe au fascisme et fonde le PPF qui sera l'un des partis de la collaboration en France.

3. **Ion Antonescu** (1892-1946), officier roumain, maréchal, dictateur (*conducator*) en Roumanie de 1940 à 1944.

petite occasion pour la collaboration qu'Hitler semble se complaire à lui proposer. Avec la poursuite de la guerre, Hitler devra de plus en plus utiliser le parc des machines-outils des pays envahis. Les capitalistes de ces pays ne souhaitent rien tant que l'amitié des généraux allemands afin de travailler pour la machine de guerre du IIIe Reich. Ils peuvent bien sûr rêver de conditions meilleures mais cela ne les empêche pas de profiter le plus possible de la situation actuelle. Quelle leçon pour les ouvriers dont les luttes sont toujours paralysées par la bourgeoisie et ses agents au nom de « *la guerre nationale* » !

L'exemple le plus typique du comportement de la bourgeoisie est celui de la France. La bourgeoisie française, l'une des plus faibles et des plus décrépites, a déjà utilisé la défaite pour plonger le pays dans la plus noire réaction et trouver ainsi plus facilement un langage commun avec le conquérant. Pour les humiliations qui lui ont été infligées, la bourgeoisie française cherche des compensations dans la répression de son propre peuple. De l'Allemagne, elle ne cherche, par les moyens d'une servilité toujours plus abjecte, que le pardon pour l'alliance qu'elle a conclu avec la Grande-Bretagne afin de sauver ce qu'elle pouvait de son droit à exploiter les ouvriers français et les peuples coloniaux. La collaboration a été étendue aux domaines économique, militaire et politique. L'industrie française travaille dans une large mesure pour la machine de guerre allemande. Les gens de Vichy parient aujourd'hui sur la victoire allemande et la défaite de leur ancienne alliée.

En outre, cette politique a fait que le bonapartisme de Pétain repose sur un nouveau point d'appui, la flotte française. La soudaineté de la défaite française a laissé intacte la flotte, dans tout son prestige et toute sa puissance. Elle a conservé sa cohésion et sa stabilité infiniment plus que l'armée, ce qui explique la montée au pouvoir de l'amiral Darlan. En fait, la flotte française était l'un des principaux atouts aux mains des gens de Vichy. Aidons l'Allemagne avec notre flotte, dont elle a besoin, se disait Darlan et nous pourrions retrouver une partie des positions de la France en Europe. La traditionnelle hostilité des officiers de marine à l'égard de l'Angleterre a rendu l'opération facile. Tout cela a permis au régime Pétain d'acquérir une complexion nouvelle, et fait de lui, en un certains sens, un « *bonapartisme naval* ».

La bourgeoisie française n'offre que l'exemple le plus clair de ce vers quoi tendent les sommets de la bourgeoisie dans les divers pays occupés. Devant

autant de servilité, les nazis sont déjà en train de rêver d'« *unifier* » l'Europe et de l'opposer en tant que continent au reste du monde, afin d'atteindre leurs objectifs impérialistes. Le nazisme a réussi (avec l'aide non négligeable des dirigeants social-démocrates et staliniens !) à dresser l'Allemagne à des fins impérialistes avec l'idée nationale.

### **Hitler ne peut pas unifier l'Europe**

Est-il possible de croire qu'Hitler va réussir à écraser l'opposition intérieure dans les pays conquis d'Europe comme il a successivement vaincu, en Allemagne, l'aile extrémiste de son propre parti, les sommets de la Reichswehr et finalement les diverses oppositions religieuses ? On peut répondre à cette question par un catégorique NON. En Allemagne, il a été servi par le sentiment national, mais, dans les pays d'Europe, maintenant, ce sentiment se retourne contre lui avec une force décuplée.

A l'époque de sa montée historique, la bourgeoisie a pu construire de grandes nations modernes et dissiper tous les particularismes provinciaux, mais elle n'en fut capable que parce que sa domination signifiait aussi une formidable expansion économique et une vaste accumulation de richesses nouvelles. Même en tant que conquérant, Hitler ne peut amener aux peuples autre chose que la stagnation et la pauvreté. Tous les rêves sur l'unification du continent doivent se dissiper face à la réalité. Le nationalisme impérialiste exacerbé des nazis exacerbe et exacerbera de plus en plus tous les nationalismes étouffés qui l'entourent. Il est chimérique d'imaginer une hégémonie stable de l'impérialisme allemand sur une Europe unifiée, même en cas de victoire militaire.

### **La Révolution européenne qui vient**

Que la lutte commence en Allemagne ou ailleurs, les coups décisifs contre Hitler ne peuvent venir que des travailleurs. Le premier jour de la rebellion, ce sont eux qui constitueront l'avant-garde la plus déterminée. A partir du premier pas dans l'effondrement du système nazi, ils créeront les instruments de leur bataille, les comités d'action, la première forme des soviets.

La bourgeoisie nationale n'hésitera pas à collaborer avec les nazis afin de tenter de rétablir « *l'ordre* ». La petite-bourgeoisie sera ce qu'elle a toujours été dans les révolutions contemporaines, une force auxiliaire. Elle donnera sans

aucun doute un soutien particulièrement enthousiaste aux ouvriers, en tout cas pendant la première phase, mais elle est fondamentalement incapable de maintenir la direction de la lutte ou même de la partager sur un pied d'égalité avec le prolétariat.

Pour en finir avec Hitler, il faut une base ouvrière. C'est la révolution prolétarienne qui est à l'ordre du jour en Europe. Tous les espoirs d'une « *révolte nationale* » particulière dans laquelle le prolétariat et la petite bourgeoisie se partageraient la direction, sont futiles. Plus absurde encore l'idée d'une lutte victorieuse de la petite-bourgeoisie « *soutenue* » par le prolétariat.

La primauté des travailleurs dans la lutte et l'apparition d'embryons de soviets dès les premières phases, n'implique nullement, bien entendu, que la révolution prolétarienne sera achevée du jour au lendemain. Il y aura une période plus ou moins longue de dualité de pouvoirs. Les soviets prendront conscience de leur pouvoir et de leur rôle, celui de nouveau gouvernement. Avant tout, le parti révolutionnaire aura besoin de temps pour consolider ses rangs et gagner la majorité de la classe ouvrière avant d'en finir avec le régime bourgeois.

### **Emancipation nationale et révolution prolétarienne**

Cette perspective stratégique générale ne résoud pas encore les problèmes tactiques posés par l'occupation nazie en Europe. La bourgeoisie nationale, dans les différents pays, ne pense qu'à mériter à force de servilité la bienveillance du conquérant. Devant la violence et le pillage des nazis grandit de mois en mois une haine sauvage de l'opresseur dans toutes les autres couches de la population. Sous peine de se suicider, le parti révolutionnaire ne peut pas négliger ce fait fondamental qui domine maintenant la vie de l'Europe entière. Nous reconnaissons pleinement le droit à l'auto-détermination nationale et sommes prêts à le défendre comme un droit démocratique élémentaire.

Cette reconnaissance n'a cependant aucun effet sur le fait que ce droit est foulé aux pieds par les deux camps dans cette guerre et ne serait guère respecté au cas d'une « paix » impérialiste. Le capitalisme agonisant ne peut que de moins en moins satisfaire cette revendication démocratique. Seul le socialisme peut donner aux nations le droit intégral à l'indépendance et mettre un terme à toute oppression nationale. Parler du droit à l'auto-détermination nationale et garder le silence sur l'unique moyen de la réaliser, à savoir la révolution

prolétarienne, c'est répéter une phrase creuse, semer des illusions et tromper les travailleurs.

La paix de Versailles a donné naissance à un certain nombre d'Etats indépendants, mais ils n'étaient en réalité que des satellites des grandes puissances impérialistes victorieuses. A l'exploitation de leur propre prolétariat, ils ajoutaient l'oppression des minorités nationales (Slovaques en Tchécoslovaquie, Ukrainiens et Biélorusses en Pologne, Croates en Yougoslavie, etc.). Il ne fait aucun doute qu'une paix impérialiste, quel qu'en soit le vainqueur, réalisera de façon encore plus caricaturale le droit d'indépendance nationale. Dans l'Europe actuelle, le parti révolutionnaire ne peut pas ne pas soutenir toutes les manifestations de résistance nationale à l'oppression nazie, mais sa participation active à la lutte ne signifie nullement qu'il doit renforcer les tendances chauvines et tolérer quelque illusion que ce soit sur la réalité de demain.

C'est une erreur particulièrement grave que d'imaginer que la lutte contre l'oppression nationale crée des conditions spéciales dans lesquelles le prolétariat peut abandonner ses propres objectifs et les confondre avec ceux de la petite-bourgeoisie (et parfois de la grande aussi), dans l'unité de la « nation ». L'émancipation nationale n'est nullement une « spécialité » de la petite bourgeoisie. Au contraire, cette dernière ne peut offrir que des solutions utopiques, surtout à notre époque (pacifisme, SDN améliorée, etc.).

Si le prolétariat prend en mains les tâches de l'émancipation nationale, comme il doit le faire à présent dans nombre de pays d'Europe, c'est seulement afin de les résoudre par ses propres méthodes, les seules capables d'assurer le succès, et d'intégrer la résistance nationale dans sa perspective générale du renversement complet de la société bourgeoise.

L'opposition nationale des peuples d'Europe donne un caractère profondément instable à la domination de l'impérialisme allemand. Mais, en même temps, elle constitue un écran devant les tâches fondamentales de notre époque : la transformation socialiste de la société, seule capable de mettre un terme à l'oppression nationale. Ce double caractère est ce qui conditionne l'activité des marxistes. Ils doivent soutenir toute résistance nationale, dans la mesure où elle représente une lutte réelle, mais ils peuvent et doivent le faire sans employer aucune phraséologie chauvine dans leur propagande, sans

engendrer d'illusions concernant la réalisation de l'indépendance nationale, sans jamais perdre de vue les objectifs généraux de leur lutte.

En outre, la bataille est sans espoir quand elle est limitée à un seul pays. La tâche du parti révolutionnaire ne consiste pas à confiner la lutte contre l'impérialisme allemand avec d'étroites frontières nationales, mais à l'intégrer dans la résistance de tous les peuples européens à l'esclavage commun. Hitler a déjà plongé les travailleurs allemands dans cet esclavage. Les marxistes doivent avoir des mots d'ordre tendant constamment à élargir l'arène de la lutte, à la généraliser, à la répandre dans toute l'Europe, y compris l'Allemagne, et pas à la limiter, la diviser, la partager, sous des drapeaux nationaux différents. Leur cri de ralliement, c'est : A bas le régime nazi ! Vivent les Etats-Unis socialistes d'Europe !

Les masses européennes doivent lutter dans des conditions terriblement difficiles et brutalement dégradées. Pendant des années, les réformistes et leurs alliés ont ri des trotskystes qui essayaient de transplanter en Europe occidentale les méthodes du bolchevisme russe. Quelle dure leçon ils ont reçue là ! La Russie tsariste semble, sinon un paradis, du moins un purgatoire en comparaison de l'enfer qu'est devenue l'Europe. La famine ravage le continent qui, hier encore, dirigeait le monde. Les ouvriers arrêtent le travail pour revendiquer des rations alimentaires plus importantes. C'est une nouvelle forme de lutte dans l'Europe dégradée. Les manifestations de mères de familles affamées ne peuvent que se multiplier. Au milieu de la misère et de l'oppression, toute lutte « *économique* » assume d'emblée un caractère politique. La tâche des marxistes n'est pas d'imposer aux masses une forme particulière de lutte, qu'ils pourraient « *préférer* », mais en réalité, d'approfondir, d'élargir et de systématiser toutes les manifestations de résistance, de leur apporter un esprit d'organisation et de leur ouvrir une large perspective.

### **La petite-bourgeoisie et le prolétariat**

L'oppression nationale oblige de larges couches de la petite bourgeoisie à entrer dans l'arène politique. Laissée à elle-même, la petite-bourgeoisie est parfaitement incapable d'assurer le renversement du régime nazi. Sa grande majorité est en train de passer aujourd'hui du côté de l'impérialisme britannique.

En France, ce mouvement soutient le général de Gaulle<sup>1</sup>, qui n'a pas d'autre programme que la lutte militaire contre l'Allemagne aux côtés de l'Angleterre. L'activité des siens en France consiste avant tout dans l'espionnage au profit de l'Angleterre et le recrutement de jeunes gens pour les Forces françaises « *libres* ». Le parti marxiste n'a rien de commun avec un tel programme et de telles méthodes. Pour nous, le succès de la révolution ne dépend pas de la victoire ou de la défaite d'un des camps impérialistes, mais de l'entraînement révolutionnaire de combattants éprouvés et de la formation des cadres d'un parti intransigeant. C'est là la tâche fondamentale. La sympathie pour l'Angleterre se répand dans les pays occupés comme la forme initiale élémentaire de la résistance à l'oppression nazie (et en France, à la bourgeoisie aussi). La tâche des marxistes n'est pas de s'adapter à ce sentiment tout à fait stérile, mais de prévoir les formes de lutte qui viennent et de s'y préparer.

La petite bourgeoisie entre en scène avec ses propres armes spécifiques. Des cas de terrorisme individuel se sont déjà produits en Europe occupée. En Pologne, en Norvège, en France, on a déjà réglé le compte de certains partisans trop cyniques de l'entente avec Hitler. Il n'a pas manqué non plus d'assassinats d'officiers allemands. Tout cela ne peut que se multiplier. Le parti révolutionnaire ne peut que répéter les arguments classiques du marxisme contre le terrorisme individuel – car ils gardent toute leur valeur. Très symptomatiques de l'état d'esprit des masses petites-bourgeoises, quelquefois extraordinairement héroïques, des tentatives individuelles d'assassinat ne peuvent conduire qu'au sacrifice de vies qui seraient d'une valeur incalculable si on devait leur trouver un meilleur usage. Le devoir des marxistes est de diriger les partisans de la terreur dans la voie de la préparation à la lutte de masse. En attendant, la lutte physique peut même revêtir d'autres formes que les actes terroristes individuels. En Norvège, par exemple, les échauffourées entre des groupes de fascistes locaux et la population ne sont pas rares. Une situation analogue peut se créer ailleurs. Dans ces cas, les marxistes doivent d'abord organiser et systématiser les formes spontanées de lutte, constituer des détachements de milice, lier leur activité à la population, etc.

---

1. **Charles de Gaulle** (1890-1970), officier français, membre du gouvernement Pétain lance de Londres en juin 1940 l'appel à continuer la guerre.

En même temps que le terrorisme, le sabotage est apparu aussi dans l'Europe asservie et dégradée. Le sabotage n'est pas une forme spécifiquement prolétarienne, mais plutôt propre à la petite-bourgeoisie. Tous les arguments marxistes touchant à l'inefficacité du terrorisme individuel s'appliquent aussi à la destruction de tel ou tel objectif militaire ou économique par un individu ou un petit groupe isolé. On peut cependant trouver certaines formes de sabotage combinées à la résistance populaire. Dans les usines, le ralentissement de la production et la dégradation de la qualité peuvent apparaître quand l'oppression nazie se fait trop brutale. Le parti révolutionnaire ne peut pas ne pas soutenir et élargir toute forme de lutte intimement liée aux masses.

Après ce qui fera bientôt deux ans de guerre, après de sensationnelles victoires, aucune perspective de solution sur le plan strictement militaire n'est apparue. Les généraux ne peuvent qu'ouvrir à l'humanité des théâtres de guerre toujours plus vastes. Plus directement encore que pour la dernière guerre, c'est le facteur social qui décidera. C'est en suivant cette ligne qu'il faut tracer notre perspective et c'est sur cette perspective qu'il nous faut aligner nos tâches. Dans l'Europe entière, le prolétariat est aujourd'hui submergé dans les eaux troubles du chauvinisme. Mais la solution socialiste, si éloignée aujourd'hui, obscurcie par les nationalismes de toutes nuances, sera tout de suite mise à l'ordre du jour. Il faut expliquer patiemment aux ouvriers avancés les leçons d'hier, la situation d'aujourd'hui, les tâches de demain. Il faut réunir les cadres du parti de la révolution. Mais cette préparation n'est ni possible ni valable si l'on ne participe pas à toutes les formes de résistance de masse à la misère et à l'oppression, si l'on ne travaille pas à l'organisation de cette résistance, sa coordination et son élargissement. C'est une tâche qui exige les plus grands efforts.

Mais ils en valent la peine, car, demain, ils porteront leurs fruits mille fois.



Marc Loris

## France : baromètre tempête<sup>1</sup> (octobre 1941)

De toute évidence, la vie politique française est entrée dans une nouvelle phase. Le gouvernement Pétain a abandonné l'espoir de rassembler le pays autour de lui par son paternalisme bienveillant ; il essaie maintenant d'une main tremblante de faire claquer son fouet. Le caractère bonapartiste de ce gouvernement a été notablement accentué dans la dernière période. Dans son discours du 12 août, Pétain a reconnu que tout le pays était contre lui et qu'avec les baïonnettes allemandes, le seul soutien du régime était la police. Son régime repose sur une base si mince qu'il est secoué par les plus minimes changements.

En prenant le pouvoir, Pétain a prétendu qu'il mettrait fin à la traditionnelle instabilité du régime parlementaire français. En fait, jamais l'appareil gouvernemental n'a eu à subir tant de cahots qu'aujourd'hui. Toute l'administration, y compris la police, est régulièrement épurée. « *Qui n'est pas avec moi est contre moi* », a proclamé Pétain. Pour consolider la structure croulante de son régime, Pétain exige un serment de fidélité de ses collaborateurs. Il essaie maintenant de se créer une base de masse avec la Légion française<sup>2</sup>. Il a déjà essayé de réaliser cette même tâche il y a quelques mois avec l'Assemblée nationale. L'organisation de cette entreprise est maintenant arrêtée. La nouvelle tentative aura certainement le même succès.

---

1. « France : First Signs of the Storm », *Fourth International*, octobre 1941, pp. 179-182.

2. La Légion française des combattants, vite devenue la Légion française des combattants et des Volontaires de la Révolution nationale était en quelque sorte le « *parti* » (unique) du Maréchal. Son service d'ordre (SOL) devint la Milice de sinistre mémoire.

Plus Pétain est isolé du pays par la méfiance et la haine, plus il est obligé de se lier lui-même par de nouvelles chaînes au char du conquérant. Il a promis à Hitler « *une collaboration loyale* » et l'essentiel de sa collaboration consiste à écraser son propre peuple par une répression toujours plus sévère.

### **Le rôle de la terreur individuelle**

C'est dans cette atmosphère qu'a retenti le coup de revolver tiré contre Laval <sup>1</sup>. Cet attentat ne relève évidemment pas du hasard et les motifs de l'assassin ont rarement été plus clairs. C'est toute la petite bourgeoisie française, écrasée par la misère, étranglée par la répression, offensée dans son patriotisme, qui a appuyé sur la gâchette pour affirmer sa rancœur. Cet attentat contre Laval nous permet de mesurer la tension grandissante des antagonismes qui s'accumulent en France — et dans toute l'Europe.

Dans le duel entre les oppresseurs et les terroristes, nous sommes évidemment du côté de ceux qui n'hésitent pas à sacrifier leur vie pour la liberté mais cela ne signifie pas que nous approuvions leurs méthodes. Il s'en faut. La terreur individuelle est l'arme spécifique de la petite-bourgeoisie quand elle est acculée. Ce n'est pas nouveau. On en a déjà eu une longue expérience dans nombre de pays. Les marxistes ont eu souvent l'occasion de critiquer la tactique de la « *terreur individuelle* » — bien entendu pas au nom de la moralité mais du point de vue de l'efficacité révolutionnaire. Il ne s'agit pas de « *vengeance* » mais de trouver la meilleure méthode de lutte. Pour un Laval assassiné, il se présentera des dizaines d'autres collaborateurs zélés. Pour un seul officier allemand assassiné, il viendra une centaine d'autres, plus hautains encore et brutaux. Quant à l'effet des attentats individuels sur les masses, s'il en a, on peut dire que c'est de les jeter dans la passivité. Si le salut peut venir de quelques héros qui vengent nos misères et nous libèrent de l'opresseur au moyen d'un revolver, à quoi sert de s'organiser et de préparer la lutte ? Si on peut compter sur un « *sauveur* », pourquoi perdre du temps à former un parti révolutionnaire ?

---

1. **Pierre Laval** (1883-1945) fut aux commandes avec Pétain de juillet à décembre 1940, puis à partir de décembre 1942. Le 26 août 1941, il s'était rendu à la caserne de Versailles pour assister la cérémonie du départ pour le front russe du premier contingent de volontaires français dans la LVF (Légion des Volontaires français contre le bolchevisme). Un des jeunes engagés, anticollabo, du nom de Paul Collette, agissant seul, tira sur lui cinq balles de revolver: à bout portant.

Stériles en eux-mêmes, les attentats individuels sont néanmoins des signes manifestes de la profonde crise qui mûrit en France et dans toute l'Europe. L'« *Ordre nouveau* » d'Hitler ne peut apporter au peuple que misère et oppression. Dans leur argot, les soldats allemands utilisent le mot « *organiser* » avec le sens de piller. S'ils ont volé un poulet ou un rouleau de beurre, ils disent qu'ils se sont « *organisés* ». Ils ont très bien saisi ce que signifient toutes les grandes phrases d'Hitler sur l'« *organisation* » de l'Europe : la concentration de toutes les ressources dans les mains de l'impérialisme allemand pour la poursuite de son travail de conquête. Les peuples opprimés et dépouillés grondent dans leur révolte.

### L'effet de la lutte soviétique

A cette cause générale de la crise s'ajoute maintenant la guerre contre l'URSS. C'est là qu'il faut voir la source de la vague de sabotage qui a tout d'un coup balayé la France. Dans quelle mesure les actes de sabotage sont-ils le produit d'une action organisée concertée ? C'est difficile à dire. Il apparaît que les staliniens ont conservé une capacité d'organisation tout à fait considérable, mais en même temps, l'ampleur du mouvement de sabotage et la variété de ses formes montrent qu'il a manifestement dépassé les noyaux illégaux d'un parti organisé. Dans cette vague de sabotage qui cherche à paralyser la machine militaire allemande, nous soutenons sans réserve l'initiative des masses qui sert les intérêts de la défense de l'URSS aussi bien que de leur propre libération. Les staliniens participent-ils aux attentats individuels avec leurs cadres responsables ? C'est difficile à dire, mais il semble qu'ils n'y soient pas étrangers. La presse américaine a annoncé que, dans un tract, les staliniens menaçaient d'exterminer dix Allemands pour chacun d'entre eux qui serait condamné et exécuté. L'attentat contre Marcel Gitton<sup>1</sup>, un vieux dirigeant stalinien, passé au fascisme au début de la guerre entre la France et l'Allemagne, renforce l'hypothèse de la participation des staliniens à la lutte terroriste. Il n'est évidemment pas exclu que Gitton ait été assassiné à la suite de conflits internes dans le camp fasciste mais, dans la situation actuelle, l'autre possibilité, celle d'une action des staliniens, est infiniment plus probable<sup>2</sup>. Il n'y a là rien

---

1. **Marcel Giroux**, dit **Gitton** (1903-1941), ouvrier du bâtiment, député et secrétaire à l'organisation avait fait défection en novembre 1939 et désavoué "le Pacte".

2. Effectivement, Gitton avait été descendu par le groupe Valmy, sous la direction du PC.

d'étonnant. Les staliniens ne sont retenus par aucun principe marxiste ; depuis très longtemps, ces choses-là ne comptent pas pour eux. Par ailleurs bureaucratisme et terrorisme individuel vont de pair. L'un et l'autre ont leur origine dans le manque de confiance en des masses supposées « incapables », que l'individu doit sortir de leurs difficultés. Nous le répétons : rien ne peut être réalisé par des attentats individuels. Ces derniers sacrifient inutilement le précieux dévouement des masses et paralyse leur action<sup>1</sup>.

### **La tempête approche**

L'impérialisme allemand a encore, bien entendu, de grandes réserves de force et il serait illusoire de compter sur la proximité de sa chute. Mais, dans les dernières semaines, la situation s'est manifestement aggravée. Il semble qu'Hitler ne puisse terminer son aventure à l'Est avant l'hiver. Cela signifie d'énormes dépenses de forces dans les prochains mois, une perte de prestige en Allemagne même. Les généraux allemands vont mettre les pays à sac avec plus de fureur encore. Mais si les premières ripostes — attentats ou sabotages — sont réprimées dans le sang et écrasées pour un temps, elles redoubleront bientôt de force et sous des formes plus efficaces. La résistance de l'adversaire aura été atteinte. Après bien des assauts, l'explosion est inévitable.

C'est une terrible tempête qui se dirige vers l'Europe. Ce que nous sentons maintenant, ce sont les premières rafales de vent. Toutes les nations sont secouées jusqu'à leurs fondations. Les classes dirigeantes sont discréditées. Bien sûr, les tourbillons nationalistes ne manquent pas dans les masses petites-bourgeoises qui ont perdu leur équilibre, mais le pouvoir ira à ceux qui savent clairement ce qu'ils veulent. Et nous le savons : la fin de tout le système capitaliste, le pouvoir aux ouvriers, la révolution socialiste.

Notre arme à nous, c'est un parti révolutionnaire courageux. Tous nos efforts, nos soins constants doivent être consacrés à la préparation de cette arme. Il faut concentrer toute notre volonté sur son rôle pour préparer les organisations qui pourront demain mener la lutte jusqu'au bout.

---

1. Au même moment en Europe, l'appareil stalinien lançait une grande offensive pour convaincre ses militants de multiplier les attentats individuels contre les militaires occupants. Il devait assez bien réussir en France à surmonter les résistances, mais se heurta en Belgique à celle du Bulgare Angelov, chef de la MOI, qui se refusait à prendre le risque de tuer un communiste allemand.

**Marc Loris**

## **L'Europe sous le talon de fer<sup>1</sup>** **(28 janvier 1942)**

Cet article se propose avant tout de donner des informations pour le lecteur non-européen sur la situation existant maintenant sur le continent qui fut pendant des siècles le guide de l'humanité. Nous réservons pour un autre article l'examen des perspectives et de nos tâches politiques. Les informations utilisées ici proviennent de bulletins et de revues spéciales, de conversations de l'auteur avec des personnes venant d'Europe et finalement de communications privées reçues d'Europe par des canaux clandestins.

Laissons pour l'instant l'URSS de côté. L'Europe a environ 380 millions d'habitants, l'Allemagne avec l'Autriche 77. Ses alliés (Italie, Hongrie, Finlande, Bulgarie) en ont 60 millions. Les pays neutres (Suède, Suisse, Espagne, Portugal) en ont 42 millions et les Iles britanniques 51 millions. Il reste 150 millions d'êtres humains opprimés par l'Allemagne. Ces pays sont la Norvège, le Danemark, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce. La partie la plus importante de la France est occupée — et le reste directement contrôlé. Quant à

---

1. « Europe under the Iron Heel », *Fourth International*, février 1942, pp. 52-57.

la Roumanie, mi-conquête, mi-alliée, elle est de par sa situation interne dans la situation d'un pays occupé.

Pendant la Première Guerre impérialiste de 1914-18, l'Allemagne occupait aussi des territoires en Europe (Belgique, Nord de la France, pays du centre de l'Europe). La différence quantitative entre les deux guerres est évidente. Mais il existe une autre différence : pendant la Première Guerre mondiale, les territoires occupés étaient presque complètement dépourvus d'hommes d'âge militaire. Il restait les vieillards, les femmes et les enfants. De plus, les fronts de l'ouest et de l'Europe centrale ne cessaient de bouger et la production industrielle et agricole avait pratiquement cessé. L'occupation actuelle n'est pas seulement beaucoup plus étendue, mais elle comporte aussi la masse de la population (sauf pour les prisonniers de guerre en Allemagne) et il n'y a pas de front de l'ouest et du centre. Mais ces avantages pour les nazis ont aussi provoqué une résistance des populations dans les territoires conquis, bien au-delà de ce qui s'était passé pendant la Première Guerre.

Toutes les forces de résistance que nous voyons maintenant existaient avant la guerre (particulièrement en Belgique), mais elles ont pris maintenant des proportions bien plus grandes. Un journal belge publié illégalement à Bruxelles, *La Libre Belgique*, indiqua en août dernier que plus de Belges avaient été emprisonnés en une année d'occupation par les Allemands que durant les quatre ans de 1914-1918.

### **Violence et exécutions.**

Pour donner une idée de la situation en France occupée, nous reproduisons d'après *France Speaks*, certains passages d'une lettre datée de novembre 1941 :

« Les assassinats et les sabotages commis maintenant en zone occupée et la répression qui a suivi, ont créé en France, dans toute la France, une grande tension. Cette large publicité officielle est entièrement nouvelle. Les assassinats et les sabotages sont une vieille histoire à côté. Quiconque a vécu à Paris et en zone occupée en 1940 et 1941 sait que, dans la capitale, les relations avec les forces d'occupation étaient pacifiques et on peut dire la même chose pour la province. C'est à partir de la banlieue parisienne qu'il est apparu des signes de relations en train de se gâter. Beaucoup de soldats allemands ont été poussés dans le canal près de Saint-Denis. Plus on s'éloignait de Paris, plus les rapports manquaient de cette fameuse "correction" tant vantée dans la presse officielle. Des dizaines de villes

grandes ou petites, des villages et des hameaux ont vu leurs murs couverts d'affiches rouges annonçant des exécutions de Français pour "*assassinats*" et "*attaques*" perpétrées contre les forces d'occupation. Presque toutes les villes de la zone occupée ont eu à payer des amendes allant jusqu'à plusieurs millions de francs, ont eu à passer par toute la gamme des punitions, depuis l'avance du couvre-feu jusqu'à la fermeture des cafés, les interdictions de circuler le dimanche, etc. Les actes pour lesquels elles ont été punies vont des attentats individuels à la destruction des lignes téléphoniques — qui arrive souvent. Camps et prisons sont bondés. Ceux qui reçoivent des peines légères de deux à trois mois ont eu à "attendre leur tour". Ils vont dans un camp ou à la prison où on les envoie quand il y a de la place. Une fois enfermés, ils courent le danger de se voir infliger une "*sentence supplémentaire*" sous divers prétextes. Le plus fréquent, c'est d'avoir proféré "*une insulte à Hitler*", un crime dont les geôliers sont les seuls juges. »

Ce n'est qu'après juillet-août 1941, quelques semaines après l'ouverture des hostilités entre la Russie et l'Allemagne et surtout depuis qu'a été démontrée la résistance russe, que les attentats et actes de sabotage ont reçu une grosse publicité et que les mesures de répression se sont aggravées jusqu'à leur sommet, les exécutions de masse de Nantes et de Bordeaux qui ont bénéficié d'une grande publicité dans le monde entier. Pourquoi ? Sabotage et attentats ont-ils été plus nombreux et plus graves qu'auparavant ? Ils ont certainement été plus spectaculaires — il y a parmi les victimes deux officiers supérieurs allemands l'un d'entre eux, Hotz, à Nantes, était particulièrement odieux à la population). Elles ont ainsi une signification politique large et publique. Les actes de sabotage se sont également multipliés. Nombre d'entre eux ont été détaillés par la presse et la radio, mais la majorité d'entre eux et les plus importants n'ont pas fait l'objet de publicité.

« Il apparaît que la violence de la répression a eu comme premier objectif d'empêcher la généralisation et l'aggravation des actes d'hostilité contre les forces d'occupation. Plus, et peut-être surtout, Paris et Vichy se sont inquiétés de la diffusion de l'état d'esprit qui leur a donné naissance et les a nourris. Le premier coup de feu et le premier déraillement de train ont mis devant le public une hostilité qui était dissimulée auparavant. L'opinion a commencé à se diviser après la prise d'otages et les premières exécutions de masse. Mais on entend rarement une condamnation de principe des saboteurs. On croit encore moins la thèse suivant laquelle "*le sabotage n'est pas français*", avancée dans certains communiqués et quelques grandes affiches qui montrent, derrière le tireur, l'ombre sinistre de Staline — la dernière édition de l'homme au couteau entre les dents. En

dépit de toutes les récompenses offertes aux informateurs, personne n'est venu donner des informations sur les diverses attaques. Si ceux qui ont abattu un officier allemand dans le métro de Paris ont pu "s'évanouir" dans la foule<sup>1</sup>, c'est que la foule voulait qu'il en soit ainsi ».

Ce qui caractérise ces attaques dont il est rendu compte dans les grands journaux, c'est avant tout l'extrême audace dans leur exécution, le plus souvent en plein jour dans la rue. Il faut aussi relever qu'elles sont très souvent couronnées de succès. Finalement, leurs auteurs demeurent impunis. Pour toutes les attaques « sérieuses » qui ont atteint en France des officiers supérieurs de l'armée allemande, aucun coupable n'a été pris. De nombreux otages ont été arrêtés et fusillés mais les autorités ont été incapables de mettre les mains sur un prétendu « malfaiteur ». Pourtant les efforts en ce sens n'ont pas manqué : Pucheu<sup>2</sup>, le ministre de l'intérieur de Pétain, est venu en personne à Paris diriger les enquêtes. Un tel état de choses ne peut s'expliquer que par l'attitude de la population, la tiédeur de l'enthousiasme dans les rangs de la police française et les difficultés de la Gestapo à opérer en milieu étranger.

Les attaques sont en général l'œuvre non d'un individu mais d'un groupe. L'attentat au revolver contre Laval et Déat<sup>3</sup> est à cet égard une exception. Qui sont ces groupes ? Au moins en France, il faut placer au premier rang les staliniens. Dans leur presse et leurs tracts, ils défendent les actes terroristes. Une preuve supplémentaire de leur participation organisée est le meurtre de Marcel Gitton et l'attentat qui a grièvement blessé Henri Soupé<sup>4</sup>, d'anciens dirigeants

1. L'homme qui abattit l'aspirant de marine allemande Moser au métro Barbès le 21 août 1941, était un ancien dirigeant des JC et combattant d'Espagne, **Pierre Georges** (1919-1944), dit Fredo, plus tard colonel Fabien, des FTP.

2. **Pierre Pucheu** (1899-1944), PDG de Japy, ancien doriotiste, fut appelé par Darlan au ministère de l'Intérieur et prit la responsabilité de désigner des otages qui furent fusillés par l'armée allemande. Plus tard il rejoignit Alger avec des assurances du général Giraud, mais y fut fusillé avec l'approbation du général de Gaulle.

3. L'ancien socialiste **Marcel Déat** (1894-1955) dirigeait sous l'occupation le parti de collaboration RNP. Il fut grièvement blessé au côté de Pierre Laval, lors de l'attentat du 27 août 1942.

4. Marcel Giroux dit **Marcel Gitton** (1903-1941), stalinien bon teint, avait été secrétaire d'organisation du PCF et avait désavoué le pacte Hitler-Staline. Il fut abattu par le groupe Valmy, une formation FTP contrôlée par le PCF. **Fernand** (et non Henri) **Soupé** (1889-1976), maire de Montreuil, déclara lors de son arrestation qu'il avait approuvé le pacte mais désapprouvé l'entrée de l'armée russe en Pologne. Il rejoignit le PPF à sa sortie de prison et échappa de peu à un attentat en décembre 1942.



staliniens qui ont rompu avec le fascisme au temps du pacte Hitler-Staline et qui sont passés plus tard au fascisme. Outre les staliniens, il y a dans les pays d'Europe divers groupes patriotiques secrets, issus de la petite bourgeoisie, qui pratiquent systématiquement le terrorisme.

Comme l'indique la lettre citée ci-dessus, les attaques ne se limitent pas aux cas, cités dans la presse, qui se produisent dans les grandes villes. Dès qu'ils quittent les quartiers du centre des grandes villes, les Allemands se sentent moins en sécurité. Une haine élémentaire leur vomit dessus à la première occasion. Dans le Nord de la France et en Belgique, des querelles opposent souvent dans les cafés des soldats allemands et les habitants, généralement d'origine ouvrière. Si un Allemand est tué, la répression suit ; dix jeunes gens, pris dans la rue au moment de l'affaire, paient de leur vie.

Dans les pays d'Europe occidentale, pour ne pas parler de pays comme la Pologne ou la Yougoslavie, les victimes des pelotons d'exécution se comptent déjà en milliers. Les divers totaux publiés dans la presse — le *New York Times* par exemple parlait récemment de deux cents en France — sont les chiffres officiels, d'origine allemande, sans aucun rapport avec la réalité.

Le sabotage est l'une des formes les plus répandues de la résistance. Il revêt les aspects les plus divers et il n'est pas toujours facile de dire où il commence et où il finit.

Il n'y a pas de statistiques générales de production. D'après les divers chiffres rendus publics, il est difficile de mesurer l'étendue du sabotage, puisqu'il faut tenir compte de la pénurie de matières premières, des *ersatz* et surtout de l'affaiblissement des ouvriers dû à la sous-alimentation. Mais les condamnations publiées dans la presse des Allemands ou des collaborationnistes de chaque pays occupé prouvent qu'on découvre tous les jours des actes de sabotage. Ses formes les plus violentes, coupure des fils téléphoniques, déraillement des trains, ont peut-être tendance à diminuer, ou tout au moins à ne pas augmenter à cause du prix aussitôt payé par les otages. En Belgique, par exemple, les nazis mettent dans le train même des otages responsables du succès du déplacement. Les Allemands s'appuient aussi sur la population locale pour monter la garde auprès des dépôts ou des voies, naturellement sous peine de mort en cas d'accident. Les incendies de récoltes et de stocks de grains ont été fréquents à la fin de l'été et, dans leurs tentatives pour y mettre fin, les

Allemands ont souvent interdit aux paysans de quitter leur maison la nuit. Dans les deux ou trois derniers mois, on note d'assez nombreuses explosions dans des stations électriques et des conflagrations dans des usines, surtout en Belgique. Les centres les plus actifs de sabotage sont le Nord de la France, la Belgique, la Norvège, la Tchécoslovaquie.

### **Diverses formes de sabotage**

Dans les usines, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a aucun zèle pour le travail. Comme forme primaire de résistance, les ouvriers font les imbéciles. Tout absolument est utilisé pour retarder la production sans enfreindre apparemment la discipline. Cet état d'esprit s'est répandu dans tous les pays occupés, indépendamment de la propagande de quelque parti que ce soit. Les ouvriers tchèques font circuler ce mot d'ordre : « *Notre production doit être la plus pauvre au monde* ». Leur emblème — qu'ils collent sur les murs, sur leurs produits, etc. — est une tortue avec un P., initiale du mot « *Pomalu* » (lentement).

Qui organise le sabotage et sous quelles formes ? C'est naturellement assez difficile à déterminer exactement, surtout du dehors. Si on laisse de côté les actions strictement individuelles, les explosions spontanées de colère et de haine, il est probable qu'une grande partie du sabotage est exécutée par des groupes régionaux ou locaux de dimension plutôt réduites. Il ne semble pas qu'il y ait actuellement des organisations bourgeoises nationales réellement organisées pour entreprendre et diriger le sabotage sur une échelle nationale dans chaque pays. Les seules organisations travaillant à grande échelle sont les partis staliniens et même là, les initiatives locales peuvent être extrêmement importantes.

Qui sont les saboteurs ? On peut dire que de larges couches de la population sont représentées chez eux. Voici par exemple les professions de onze Norvégiens récemment fusillés comme saboteurs dans la petite ville de Stavanger : un médecin, un comptable, un fonctionnaire des douanes, un surveillant, un employé, un vendeur, un administrateur, un forgeron. Dans les usines ce sont naturellement les ouvriers eux-mêmes. Mais ils participent aussi à des actes de sabotage comme des vols, des déraillements, etc., surtout en Belgique et dans le Nord de la France.

Dans quelle mesure ces ouvriers agissent-ils de leur propre initiative ou sous l'influence du parti stalinien ? C'est difficile à déterminer. Mais il n'y a pas de doute qu'une partie des actes de sabotage, violents, à l'extérieur des usines, sont organisés par des groupes indépendants d'ouvriers, sans aucune influence directe d'un quelconque parti.

Avec la suppression des droits démocratiques les plus élémentaires sont apparues toutes les formes de l'expression clandestine. On se répète l'un à l'autre, de bouche à oreille, les innombrables et virulentes anecdotes contre les Allemands. Les lettres « *en chaîne* » sont aussi très répandues, mais naturellement c'est la presse illégale qui compte le plus. Dans chaque pays d'Europe circulent maintenant quantité de petits journaux illégaux. Même en Hongrie, alliée à Hitler, un journal illégal paraît maintenant régulièrement. Ces journaux sont fabriqués par les méthodes les plus invraisemblables, mais leur technique s'améliore avec le temps. A présent, beaucoup sont imprimés et certains même très bien. Les pays où il y en a le plus sont la France, la Belgique, la Norvège et la Pologne.

### **La presse illégale**

En France, l'organe stalinien, *l'Humanité*, paraît toutes les semaines imprimé et reproduit localement miméographié si nécessaire. *La Vérité*, éditée par les trotskystes, paraît à Paris, imprimée, toutes les deux semaines. Ce sont là les deux seuls journaux ouvriers connus ; il n'existe pas de journal socialiste ou syndicaliste. Tous les autres ont un caractère national-bourgeois. Voici des titres : *La Voix de Paris*, *Le Feu*, *Pantagruel*, *Liberté*, *Le Peuple de France*, *Les Petites Ailes*, *La France continue*, *Valmy*. Il semble que ce dernier soit édité par des syndicalistes de droite de l'ancienne CGT, mais il se dit purement national. Il s'intitule « *organe de résistance à l'oppression* » et déclare : « *notre refrain : un seul ennemi - l'envahisseur* ».

L'attitude générale des journaux nationaux-bourgeois est de se déclarer au-dessus des anciennes divisions politiques et de vouloir unir tous les hommes de bonne volonté venant des anciens partis. Ils sont extrêmement réticents à parler de ce qui suivra la « *libération* ». Tous publient des faits abondants sur le pillage des Allemands, attaquent violemment Darlan et les collaborationnistes de Paris. En ce qui concerne Pétain, leur opinion est quelque peu divisée. La majorité

l'attaquent tout en conservant pour lui, semble-t-il, une certaine sympathie. Certains articles ne manquent pas de perspicacité politique comme on peut en juger d'après cette citation de *La France continue* de juin 1941 : « *De même que le régime de Blum devait tôt ou tard engendrer une dictature, de même celui de Vichy engendrera une révolution* ». Ce journal s'oppose à Pétain précisément parce qu'il nourrit une révolution.

Certains journaux, comme *Liberté* par exemple, posent à l'organe d'un groupe organisé. Ils parlent de leurs « *cellules* » et appellent leurs membres à être prêts pour le jour où leurs « *dirigeants* » donneront le signal de « *l'action* ».

Pendant les premiers mois de l'invasion, c'est-à-dire bien avant l'attaque contre l'URSS, l'organe stalinien *l'Humanité* maintint l'attitude la plus ambiguë à l'égard des Allemands, se déclarant contre Vichy et dénonçant les démocrates de la veille — les Daladier, Blum, etc. — comme les agents de l'impérialisme anglais. Naturellement tout est changé aujourd'hui. *L'Humanité* annonçait récemment qu'une conférence illégale s'était tenue en France occupée, de « *Françaises et de Français de différentes idées et croyances, unis par la volonté de lutter implacablement et sans pitié pour la libération de la France du joug hitlérien* ».

Cette conférence s'est déclarée assemblée constituante du « *Front national pour l'Indépendance de la France* » et s'est adressé à toutes les organisations pour qu'elles y adhèrent.

Une vive polémique se mène dans la presse bourgeoise-nationale sur la collaboration avec les staliniens. A cet égard nous citons quelques lignes du journal national intitulé *Vérités* :

« Chez nous, il n'y a pas de sectaires politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite. Quand il s'agissait de défendre notre sol, *Thorez*<sup>1</sup> a déserté et sa propagande était liée à celle de Goebbels dans une tentative pour démoraliser la France. Nous ne l'oublions pas. Aujourd'hui ils exploitent le plus pur patriotisme pour le plus grand bien des Soviets. Bien entendu, nous admirons la magnifique résistance des soldats russes, mais seulement dans la mesure où il tue le Boche. Il défend son pays contre l'étranger. Il nous revient de défendre notre pays, contre l'étranger, qu'il soit allemand ou russe.

---

1. **Maurice Thorez** (1900-1964), secrétaire général du PCF, avait reçu de la Comintern l'ordre de désertir et s'était rendu en Belgique d'où il gagna l'URSS où il passa la guerre.

Que tous les Français anti-allemands veillent ! Ils sont en danger d'être odieusement abusés. Ne rejoignons jamais le "Front national pour l'indépendance de la France !"

Français nous sommes, Français nous resterons ».

D'autres groupes nationaux se déclarent partisans de la collaboration avec les staliniens afin d'utiliser leur grande expérience dans l'illégalité. Un journal écrit : « *L'organisation communiste apporte aujourd'hui l'aide d'une expérience unique d'action illégale* ».

En Belgique, on note plus de quarante journaux illégaux paraissant régulièrement. Le plus connu est *La Libre Belgique* qui a paru également pendant la Première Guerre mondiale. Il a maintenant plusieurs éditions locales. Il y a aussi plusieurs journaux socialistes et pas moins de cinq publications staliniennes régulières.

Voici les titres qui paraissent régulièrement en Norvège : *Nous Voulons Notre Propre Pays*, *Le Courrier Royal*, *le Courrier de V.*, *Le Signe des Temps*. Paraissant miméographié, ce dernier (*Tidens Tegn*) est la continuation du plus ancien des journaux d'Oslo, qui, après avoir paru plus d'un an sous l'occupation allemande, cessa volontairement sa publication en 1941, ses éditeurs refusant de se plier à la censure allemande de plus en plus rigoureuse. Tous les journaux publient souvent des listes noires d'individus associés avec le parti de Quisling.

En Pologne, la presse illégale fleurit. La lutte pour l'indépendance polonaise est menée surtout par le mouvement ouvrier et il y a de nombreux journaux publiés par des socialistes de gauche, les Bundistes juifs, etc., souvent anti-staliniens. Il y a pas mal de brochures et de manifestes publiés.

La sympathie pour l'Angleterre et tout ce qui est anglais est très répandue et elle est la réaction immédiate à l'oppression. Des aviateurs anglais obligés de quitter leur avion en parachute sont souvent cachés par la population locale. Leur avion et leurs parachutes sont aussitôt brûlés, et, par petites étapes, ils parviennent après de longs mois à se trouver en sécurité. La peine de mort est de règle pour quiconque est mêlé à ces affaires, mais la fréquence des exécutions pour ce motif montre que le risque est volontiers accepté.

Les funérailles des aviateurs anglais tués dans l'action sont souvent l'occasion de longues processions et quelquefois, comme en Belgique, se transforment en manifestations anti-allemandes.

Le grand nombre de condamnations pour espionnage — la plupart du temps suivies d'exécutions — montrent que l'espionnage au profit de l'Angleterre est répandu dans toutes les couches de la population. Naturellement les nazis justifient bien des exécutions sous le prétexte d'espionnage, il est néanmoins clair que les agents anglais reçoivent une aide très importante.

### **Les Eglises**

En Belgique et en Hollande, les cardinaux catholiques ont refusé la collaboration et pris une attitude d'opposition. En France, l'Eglise catholique est divisée. Il semble que l'opposition est plus vigoureuse là où l'Eglise a quelque base dans les masses. C'est le cas en Belgique. C'est aussi le cas dans le Nord de la France et en Bretagne et nous avons là des exemples de curés fusillés par les nazis. A Paris, où il y a une longue tradition d'athéisme dans la population, l'Eglise et surtout ses têtes sont « *collaborationnistes* ». En Norvège, la grande majorité de l'Eglise protestante est passée dans l'opposition. Elle se manifeste dans des lettres pastorales, des sermons, le refus des sacrements aux fascistes locaux et, par exemple en Belgique, par le chant de l'hymne national et le déploiement du drapeau national dans l'église.

Le caractère général de la haine contre les Allemands se traduit dans l'attitude des enfants : on voit dans toute l'Europe des manifestations d'enfants contre les oppresseurs, en Tchécoslovaquie, Norvège, Hollande, Belgique, Luxembourg. Ils rossent les enfants des fascistes et se moquent des officiers allemands dans les rues, refusent de participer aux collectes, etc.

### **Les groupes fascistes du pays**

Hitler a trouvé dans tous les pays envahis, à son arrivée, des partis fascistes dont le programme était la subordination à l'Allemagne. L'histoire de ces groupes depuis lors est celle de leur stagnation et désintégration. La population les entoure de haine et de mépris, parfois plus forts encore que leurs sentiments à l'égard des Allemands. En fait, les fascistes sont traités comme des lépreux : le peuple évite tout contact avec eux, boycotte leurs magasins s'ils sont dans le commerce, fait circuler des listes noires avec leurs noms, et leurs parents et amis rompent avec eux.

Les journaux des groupes fascistes se plaignent de façon aussi ridicule que puérile de ces persécutions. De nombreuses manifestations de la population contre eux sont rapportées par des canaux clandestins. Partant pour le front russe, un détachement de fascistes belges a paradé à Bruxelles il y a quelques semaines. Ils marchaient entre deux rangs de soldats allemands derrière lesquels la population huait et insultait les fascistes pâles et silencieux. En Belgique aussi un groupe de fascistes flamands a été attaqué dans une banlieue ouvrière ; on leur a jeté bouteilles, chaises, objets de verre et il a fallu en hospitaliser plusieurs. De tels incidents ne sont pas rares, non seulement en Belgique mais aussi en Hollande et en Norvège.

De façon générale, les nazis ont peu de confiance dans ces groupes, surtout du fait de leur division et de leurs conflits internes très violents. Les Allemands préfèrent les utiliser pour de petites tâches de police comme la fouille des voitures à la recherche de ravitaillement.

Avec la guerre contre l'URSS, les nazis ont fait de gros efforts pour envoyer sur le front russe des contingents norvégiens, danois, hollandais, belges et français recrutés parmi les fascistes de ces pays. Ce n'a pas été un grand succès : quelques milliers d'hommes au total, malgré une paie très élevée. Dès leur arrivée sur le front russe, il y a eu des difficultés entre le commandement allemand et eux.

En général, pour les tâches administratives, les Allemands préfèrent employer de vieux fonctionnaires qui acceptent de remplir leurs fonctions « *techniques* » pour le maintien de l'ordre. Ainsi ils utilisent des secrétaires de ministres, des juges, des policiers, des maires, etc. qui forment une grosse partie de l'appareil d'Etat des « *démocraties* ». Sans leur collaboration, les Allemands se heurteraient à d'énormes difficultés dans les pays occupés et c'est plus dans ce milieu que dans les groupes fascistes qu'ils trouvent leur appui principal.

### **Les troupes d'occupation**

La principale préoccupation de l'Etat Major général allemand est d'éviter un contact trop étroit entre les soldats allemands et les populations locales. Naturellement les officiers sont logés chez l'habitant. Mais les simples soldats vivent collectivement dans des casernes, des camps, etc.

Les personnes qui ont été en contact avec l'armée allemande rapportent le manque d'enthousiasme des soldats allemands, après la dissipation de l'excitation due aux victoires de mai-juin 1940. Les soldats manifestent généralement un vif désir de retourner à la vie civile, de revoir leurs femmes et leurs enfants. Ils manifestent une grande peur des bombardements britanniques sur ceux qui leur sont chers. Depuis le début de la guerre avec l'URSS, les troupes d'occupation ont été fortement réduites en nombre et leur composition a profondément changé. Les Allemands utilisent maintenant les soldats les plus âgés et même des blessés.

On a rapporté des actes d'insubordination mais il est très difficile de vérifier l'authenticité de tels rapports. Les incidents sont généralement du type suivant : un soldat allemand qui rentre de permission décrit à ses camarades les conditions de l'arrière. Les officiers interviennent pour arrêter la discussion, les soldats protestent et expriment leur lassitude de la guerre. On en fusille un ou deux. Récemment est arrivée une information très détaillée sur une mutinerie en France où une centaine de soldats ont été fusillés ainsi que quatre officiers de la garnison de Paris. Mais il faut accueillir avec beaucoup de prudence de tels rapports.

Ceux qui ont vu en France ou en Belgique des soldats allemands de retour du front de Russie rapportent qu'ils sont revenus totalement terrorisés par la sauvagerie et le caractère sanglant des combats. Ils décrivent ce front comme un enfer.

## **La situation économique**

Nous n'indiquerons ici que les aspects les plus évidents de la situation. Les Allemands sont guidés par une règle unique : tirer le plus possible des pays occupés pour continuer la guerre. Ce facteur détermine la vie économique des pays envahis et lui donne un caractère extrêmement inégal. Les industries qui peuvent répondre aux besoins de la machine de guerre allemande travaillent au maximum. Celles qui doivent subvenir aux besoins de la population locale sont en complète décadence. Cette division correspond en gros à celle entre l'industrie lourde et l'industrie des biens de consommation. Ce fait est particulièrement apparent en France et en Belgique où les dirigeants de l'industrie lourde sont partisans de la collaboration. En France au moins, deux



ministres de Pétain sont des représentants du grand capital : Pucheu, ancien PDG des grandes usines de métallurgie Japy et Lehideux <sup>1</sup>, gendre du grand industriel de l'auto Renault.

A l'arrivée des Allemands, le taux d'échange entre le mark et les différentes monnaies nationales a provoqué une sorte d'inflation : les soldats allemands se sentaient riches avec les marks et achetaient tout ce qu'ils pouvaient envoyer en Allemagne, chaussures, parfums, etc. Pendant un certain temps une sorte de prospérité a animé certaines professions. Mais elle rapidement pris fin. Quand leurs stocks ont été épuisés, il n'a pas été possible de les renouveler et l'ère des profits a pris fin.

En dépit de la désorganisation de l'économie, le chômage, bien qu'il existe, demeure limité. L'Allemagne garde encore de nombreux prisonniers de guerre, les adultes les plus solides : il y a encore 1400 000 prisonniers de guerre français récents dans les camps allemands. De nombreux ouvriers sont allés travailler en Allemagne, plus de deux millions. Parmi eux se trouvent 250 000 ouvriers belges, soit un cinquième des travailleurs belges en période ordinaire ; 150 000 ouvriers hollandais, etc. Le recrutement de ces travailleurs revêt toutes les formes, de la pure violence au « libre » contrat. En Pologne, les Allemands ont recours à la chasse à l'homme pour trouver des ouvriers qu'on envoie en Allemagne où ils vivent dans des casernes. En Europe occidentale, les chômeurs sont menacés de perdre leur allocation s'ils refusent de signer des contrats de travail pour l'Allemagne. Si un ouvrier est réellement hautement qualifié, il peut obtenir un niveau de vie semblable à celui de l'ouvrier allemand. Mais pour la grande masse, le niveau est nettement inférieur et peut tomber à celui du travail forcé. Une raison supplémentaire de la faiblesse apparente du chômage est la fuite des ouvriers vers les campagnes. Un chômeur ne peut pas vivre en ville au bout de quelques mois. Il part alors pour un village où il a des parents ou des amis. Pétain favorise cette décomposition de la société et l'appelle « *le retour à la terre* ».

Dans la condition primitive de l'Europe actuelle, la vie à la campagne est relativement plus facile que dans les villes. La famille du paysan peut toujours cacher quelque nourriture au contrôle administratif. Il peut utiliser le bois quand

---

1. **François Lehideux** ne connut pas le même sort que Pucheu.

le charbon manque. Il peut toujours vendre une partie de ses produits au marché noir. Bien entendu cette situation a aussi son aspect négatif. Avec l'argent qu'il gagne, il ne peut acheter des cordes ou des clous en ville. Les réquisitions sont fréquentes. Les Allemands prennent son cheval et lui donnent en échange des marks fraîchement imprimés qu'il conserve parce qu'il ne peut rien acheter avec. Dans certains cas, le paysan résiste aux réquisitions et la fusillade commence. On rapporte des faits semblables en Belgique et en Hollande. Finalement les profits du marché noir vont essentiellement aux gros paysans qui peuvent traiter directement avec les profiteurs. Le petit paysan n'y gagne guère.

Le marché noir qui règne sur l'Europe est maintenant une institution reconnue. Les autorités allemandes connaissent bien entendu tous les détails de son fonctionnement mais le tolèrent et même l'utilisent beaucoup. Dans la plupart des pays, les rations alimentaires légales sont insuffisantes et, pour la masse de la population, ne représentent guère que le quart ou le tiers de la nourriture dont elles ont besoin. Chacun doit donc avoir recours au marché illégal, le marché noir. C'est une entreprise très centralisée aux mains de grands profiteurs. Une nouvelle caste de nouveaux riches monte. Contrebande du beurre, stockage de l'huile comestible pour la revendre, fabrication de faux tickets rapportent beaucoup d'argent. Citons ici une lettre de Paris qui date de juillet 1941 :

« Du grossiste au détaillant il y a toute une série de vendeurs clandestins. Jour après jour les journaux parlent de la lutte contre leurs activités, la montée en flèche des prix. Mais rien à faire, collusion et favoritisme continuent. "Le règne de l'or est fini", assurent les nazis. Mais l'argent coule à flots. Quelques-uns ont beaucoup de bon temps. Jamais auparavant il n'y avait eu à Paris autant de night clubs, de bars, de bars clandestins, de tavernes et autres lieux où l'on dépense pour s'amuser. Beaucoup, qui avaient été mis en liquidation, sont rouverts et décorés de façon plus luxueuse que jamais. Et il en apparaît sans cesse dans toute la ville. Le menu maximum de 50 francs n'est pas obligatoire et les tickets de rationnement sont inconnus. Des orchestres, tsiganes ou russes, des chanteurs et des acteurs internationaux contribuent à l'excitation dans une atmosphère qui ne rappelle pas aux Français leur malheur national ou aux nazis leur esprit spartiate, tant exalté par Hitler. Bien après minuit, quand le reste de Paris est endormi, le nouveau Paris, fait d'Allemands et de ceux des Français des deux sexes qui fréquentent les Allemands commence à vivre et à "prendre du bon temps". En quittant les night clubs, les

noceurs voient les premières queues se former devant les boutiques, où la vente des pommes de terre a commencé depuis plusieurs heures ».

Dans la plupart des grandes villes comme Bruxelles, Amsterdam, Anvers et Oslo, les Allemands ont insisté pour l'ouverture de nouveaux cabarets et night clubs. Partout la prostitution a considérablement augmenté. La petite minorité de la population nationale qui a de l'argent peut trouver partout en Europe tout ce qu'elle veut et des plats délicieux.

Pour la grande masse de la population, la situation est tout à fait différente : en France, qui n'est pas le pire de ces pays, on ne cesse jamais d'avoir faim. Les queues pour le public rationné commencent au petit matin et durent jusqu'à 23 heures. Beaucoup de femmes s'évanouissent. Quelquefois on baisse les rideaux avant la fin parce que les stocks ont été épuisés. La recherche de nourriture est une tension permanente et prend une grande partie du temps de chacun.

Les prix au marché noir sont en moyenne quatre, cinq ou six fois plus élevés que ceux des produits rationnés. En France une oie se vend 1200 francs. Le salaire hebdomadaire d'un ouvrier bien payé est de 300 francs et l'allocation d'un chômeur de 12 francs. Cela signifie qu'un ouvrier bien payé aura besoin de son salaire du mois pour acheter une oie, et le chômeur devra y consacrer toute son allocation pour cent jours. Les œufs sont vendus 9 francs pièce. Cela signifie qu'un ouvrier peut en acheter environ cinq avec sa paie du jour. Le sucre est à 50 francs et le beurre à 1120 francs le kilo. Un paquet de 20 cigarettes, si médiocres qu'un Américain ne voudrait pas les fumer, peut être acheté aux vendeurs de rue pour 120 francs. Et n'oublions pas que la France est l'endroit le plus privilégié dans tout le territoire occupé. On a beaucoup parlé d'émeutes de la faim, généralement commencées par des femmes dans les grandes villes de Belgique comme Anvers et Liège. Partout la tuberculose fait de fantastiques progrès. Récemment, des autorités médicales suisses ont pu examiner des prisonniers de guerre français. Ils ont rapporté que les quatre cinquièmes de ces hommes, la fraction la plus forte de la population, étaient tuberculeux.

Dans le sud de la France, une partie relativement privilégiée, le taux de mortalité infantile a triplé depuis l'avant-guerre. Le nombre de naissances prématurées a doublé. Plus de la moitié des mères sont incapables de nourrir

elles-mêmes leurs bébés. 40 % des enfants en moyenne ne peuvent fréquenter l'école à cause de la maladie, de la faiblesse ou du manque de vêtements.

### **Les courants récents**

Les nouvelles qui permettent de se faire une idée générale prennent un certain temps pour atteindre New York. Mais toutes les indications venues d'Europe dans les dernières semaines, c'est-à-dire depuis le 15 décembre, montrent une aggravation de la situation. Les raisons en sont claires : continuation de la guerre, victoires russes et aussi l'hiver, toujours plus dur pour les masses que l'été. Le journal des fascistes norvégiens écrivait à la mi-janvier qu'il y avait en Norvège une véritable « guerre civile ». Presque partout, les exécutions pour sabotage sont en forte augmentation. En janvier on a parlé d'émeutes de la faim dans plusieurs villes de France. Selon des rumeurs, les Allemands envisageraient de trouver de nouvelles méthodes pour administrer les pays occupés. On peut être certains que les nouvelles méthodes n'auront pas plus de succès que les précédentes pour créer l'« *Ordre Nouveau* ».

Marc Loris

## **Le procès de Riom : la vérité sur la « démocratie » française<sup>1</sup>**

**(8 avril 1942)**

La vie politique de la zone non-occupée en France est une vie de prostration. « *Asseyez-vous et taisez-vous* » semble être la maxime officielle. La presse suit servilement les directives d'une censure qui surveille tout, y compris la taille des caractères pour les titres. Elle fronce les sourcils devant toute polémique et seul le silence répond à la campagne enragée que la presse de Paris d'inspiration nazie déchaîne contre « *la bande de Vichy* ». Il est normal que l'octogénaire Pétain incarne ce paternalisme sénile.

Le procès de Riom a de façon inattendue brisé ce cadre de la mi-février à la mi-avril. Les sessions de la Cour ressemblaient plus à une tribune parlementaire qu'à un tribunal de justice. On a parlé de toutes les questions du passé récent et du présent. Mieux, ce procès affecte en ce moment les rapports franco-allemands.

L'histoire du procès est très longue. Depuis la débâcle militaire, c'est-à-dire depuis bientôt deux ans, sa préparation s'est poursuivie. Tout un jeu de lois

---

1. « The Riom Trial : The Truth about French Democracy, *Fourth International*, février, pp. 108-110.

nouvelles et un tribunal de justice spécial ont été créés par Pétain par des « *Actes constitutionnels* ». Pétain a créé aussi un Conseil de la Justice politique qui, en octobre 1941, sans session publique, a rendu ce qui équivalait à un verdict contre les accusés de Riom, les déclarant coupables et les condamnant à « *la détention dans une enceinte fortifiée* ». Beaucoup ont vraiment cru que c'était là le procès et que l'affaire était close. Mais il apparut bien vite que ce n'était qu'une préparation au procès.

Les raisons pour ce procès sont simples. La revanche de la bourgeoisie pour sa grande peur de juin 36, la tentative de compromettre définitivement les idées « *démocratiques* » de ceux qu'on accuse de la défaite militaire. Cette haine aveugle de la révolution a conduit l'accusation à l'imbécilité pure. Ainsi l'acte d'accusation accuse Daladier<sup>1</sup> d'avoir « *accordé des facilités à l'invasion étrangère en temps de paix, particulièrement avec l'entrée sur le territoire français de dangereux Espagnols et de leurs dirigeants* ». Comment cette « *invasion en temps de paix de dangereux Espagnols* » pouvait-elle amener la très réelle invasion des troupes allemandes, c'est un mystère que le procureur aurait quelque peine à expliquer.

Une raison également importante pour le procès est de donner une apparence bien nécessaire d'autorité au gouvernement Pétain. Immédiatement après la débâcle, l'équipe Pétain-Laval-Weygand<sup>2</sup> balaya tout l'appareil démocrate et républicain et prit le pouvoir entre ses propres mains avec un total mépris de la constitutionnalité. Le procès doit servir de justification et être une sorte de consécration *post factum* de ce coup d'Etat, en établissant juridiquement l'incapacité des prédécesseurs de Pétain.

### **Le silence de Gamelin<sup>3</sup>**

Le silence de Gamelin, Commandant en chef des Armées françaises, a immédiatement révélé le caractère purement politique du procès : c'était celui de

---

1. **Edouard Daladier** (1884-1970), politicien radical, ministre de la Défense en 1936-37, président du conseil en 1940, instaura en France au début de la guerre un régime policier.

2. **Maxime Weygand** (1867-1965), chef d'état-major de Foch, ultra-réactionnaire, commandant en chef en 1940.

3. **Maurice Gamelin** (1872-1958), commandant en chef, avait été remplacé par Weygand en 1940.

la démocratie, pas celui de l'Armée. A la toute première session, Gamelin, qui devrait connaître quelque chose des causes de la défaite, déclara qu'il garderait le silence pendant tous les débats. Sa raison : il ne pouvait permettre que l'Armée soit jugée. Et pendant les débats, jusqu'à présent, Gamelin a gardé le silence, sauf une ou deux déclarations épisodiques sur des questions secondaires. Le Commandant en chef a obstinément refusé de participer à une discussion sur les causes de la défaite militaire.

Mais le complot s'épaissit quand nous apprenons que le décret créant la Cour spéciale a été légèrement modifié peu avant le procès, afin de permettre à la Cour d'empêcher la discussion des opérations militaires. En d'autres termes, le gouvernement de Vichy a directement autorisé Gamelin, s'il ne lui en a pas donné l'ordre, à garder bouche close.

### **Les vérités dites par Léon Blum**

La défense de Léon Blum<sup>1</sup> est aussi simple qu'explicite : « *M. Blum revendique le crédit d'avoir sauvé la France de la guerre civile dont il dit qu'à l'époque elle était une menace plus imminente que la guerre avec l'Allemagne* ». Ce qui est vrai est vrai. Blum ne fait rien d'autre maintenant que répéter les accusations lancées par les trotskystes dès 1936. On dit aussi que Blum aurait dit que, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, la situation n'était « *pas pré-révolutionnaire* » mais « *pratiquement révolutionnaire* ». Cette phrase semble prise mot pour mot dans les documents de 1936 de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la France. Les déclarations de Blum confirment aussi l'évaluation que les trotskystes donnaient de lui à ceux qui voyaient en lui un homme de bonne volonté comprenant mal les besoins de la révolution, et s'efforçaient de l'éclairer et de le convaincre<sup>2</sup> : Blum était un perfide agent de l'ennemi, parfaitement conscient de son rôle, et doit être dénoncé comme tel. C'est Blum lui-même qui a justement réglé cette controverse. À Riom, Blum a dénoncé l'hypocrisie de la bourgeoisie française. Il a rappelé qu'en juin 36 « *il avait été considéré par les patrons français et la bourgeoisie en général comme un sauveur* » et a nié que quiconque ait jamais fait appel à lui pour réprimer les grèves sur le tas. En

---

1. **Léon Blum** (1872-1950), socialiste, chef du gouvernement de Front populaire.

2. L'auteur vise ici les amis de Marceau Pivert et Pivert lui-même qui travailla même en 1936 auprès du président du conseil, avec la charge de l'information.

juin 36, la bourgeoisie française, au même titre que Blum, jugeait que la situation n'était pas « *prérévolutionnaire mais pratiquement révolutionnaire* ». Les patrons s'empressèrent de signer les conventions collectives, en fait sans même une invitation du gouvernement, l'invitation des ouvriers étant suffisante. Les lois sociales furent adoptées à la hâte par les députés et les sénateurs les approuvèrent avec une célérité inhabituelle. La moindre résistance de leur part aurait provoqué une explosion. Mais au lieu de cela, le mouvement fut vaincu par la politique conciliatrice de Blum. Sans conciliation, on allait à une lutte armée ouverte. La bourgeoisie avait raison de considérer Blum comme un sauveur. Et Blum a raison quand il dénonce aujourd'hui l'hypocrisie de cette bourgeoisie qui prétend aujourd'hui le condamner.

Il y a cependant quelqu'un dont Blum oublie de dénoncer l'hypocrisie : c'est Blum. Blum a-t-il dit en 1936 aux ouvriers que la situation était « *pratiquement révolutionnaire* » mais que lui, Blum, entreprenait le travail d'empêcher la révolution et de devenir le sauveur de la bourgeoisie ? Non, ces vérités sont dites maintenant seulement et seulement aux juges bourgeois. Pour se défendre devant les juges de Riom, Blum a été obligé de révéler en pleine lumière le sale rôle qu'il a joué. Nous espérons que les ouvriers se souviendront des confessions d'un traître.

## **La préparation militaire de la France**

C'est incontestablement Daladier qui a transformé le procès et, d'accusé, s'est fait accusateur du Haut Commandement. Pourtant, bien plus que les efforts personnels de Daladier, pareille transformation était due à la responsabilité énorme des chefs militaires pour la défaite de 1940. Cette responsabilité est si directe qu'il suffit d'un coup d'œil sur cette période pour en être frappé.

Pétain cependant ne négligea pas de prendre des précautions. La première avait été son accord avec Gamelin pour que ce dernier garde le silence. Une autre fut, semble-t-il, le choix des témoins. Pendant six semaines, la Cour en a vu défiler pas mal. C'étaient tous des militaires, colonels ou généraux. Il serait difficile d'expliquer pourquoi on les avait choisis eux — pourquoi eux et pas d'autres. Car bien que certains soient importants, ils n'étaient pas des figures éminentes de l'Armée française. C'est clair. Pétain souhaitait laisser les vrais chefs de l'Armée en-dehors du procès. C'est ce qui explique que ne soit pas



venu à la barre Weygand, longtemps chef de l'armée et commandant-en-chef au moment de la débâcle.

Les témoins vinrent à la barre pour raconter leurs petites expériences personnelles dans leur secteur. Il semble que Pétain ait choisi ceux qui pouvaient rejeter la responsabilité de leurs difficultés particulières sur un bouc émissaire. Cependant, après quelques questions, le tableau se fait très clair : l'accusation était absolument incapable de démontrer que le manque de préparation était dû à l'insuffisance des crédits, à la mauvaise volonté du gouvernement, au temps perdu en grèves.

Le fait évident et immédiat, c'est l'incapacité du Haut-Commandement et pas seulement de Gamelin, mais de ses professeurs Weygand et Pétain. Le second, en particulier, président de la Commission de Défense nationale de 1934 à 1939, a fait en ces années des déclarations précises et bien connues, contre une excessive motorisation de l'armée, une trop grande utilisation de l'aviation, contre l'usage des tanks comme principale force offensive, contre la fortification de la brèche de Sedan. Quelques déclarations prises au hasard montrent l'état de l'armée française. « *Le général Requin dit que les manœuvres des tanks avaient été longuement étudiées mais qu'elles étaient théoriques, sans matériel sur le terrain. Le général Hering déclara qu'il avait toujours été en faveur de la formation d'unités motorisées et, à un moment de son témoignage, s'exclama : "Je n'ai réussi qu'à convaincre un seul disciple, c'est le général von Brauchitsch" »*<sup>1</sup>. Le 24 mars, plusieurs généraux professent leur totale ignorance des préparatifs allemands et leurs progrès dans la science militaire. Le général Huret déclare (...) qu'il ignorait que les Allemands utilisaient des bateaux de caoutchouc. « *Leur usage nous a énormément surpris* », dit-il à la Cour. Si l'usage de ces bateaux était une surprise, que dire alors de l'emploi combiné des chars et des avions ?

Après l'expérience de la Pologne, le Haut-Commandement a commencé à s'éveiller un peu. Daladier déclare : « *Des divisions blindées ne furent constituées qu'en 1940, mais on aurait pu en organiser avec le matériel déjà fabriqué bien avant la guerre* ». L'obstacle était la singulière timidité du Haut-Commandement à aborder la question des tanks. Les communications entre les

---

1. **Walther von Brauchitsch** (1881-1948), commandant de l'armée allemande, il dirigea la campagne de France.

différentes parties de l'armée étaient assurées par des pigeons ou des messagers comme en 1870. Le Haut Commandement français n'avait pas encore fait la connaissance de l'utilisation de la radio. Ce n'est certainement pas la faute de la semaine de 40 heures.

### **Une image aux rayons X de l'Etat bourgeois**

Indépendamment de la volonté des organisateurs, un nouvel accusé apparut au procès : le capitalisme français. Nous apprenons tout d'un coup (en 1942) le rôle que la grande bourgeoisie a eu en empêchant la production. Il ne manque pas de témoignages là-dessus. Le général Bernard assure : « *Le cartel des transporteurs fit tout ce qu'il put pour détruire la diffusion des commandes aux manufacturiers dans l'ensemble du pays* ». Voilà quelque chose que nos lecteurs américains comprennent bien ! Un des accusés, Pierre Jacomet, ancien secrétaire général du ministère de la Guerre « *avance comme raison pour le retard dans les contrats d'urgence le fait que les fabricants d'armes, comme Renault, jouissaient d'un véritable monopole et réclamaient des prix très élevés* ». Un autre accusé, l'ancien ministre de l'Air Guy La Chambre, avoue que, bien que ministre, il « *dépendait complètement des usines d'aviation qu'on ne pouvait pas toujours obliger à tenir leurs promesses* ». Daladier lui-même expliqua ce qu'il entendait par nationalisation de l'industrie : « *M. Daladier déclara que la mesure avait été limitée à dix des principales usines, qui avaient travaillé avec des méthodes antiques (...) La nationalisation les avait équipées de machines modernes et leur avait permis de tripler leur production (...). Il dit que le gouvernement avait généreusement payé des compensations aux munitionnaires dont les biens avaient été expropriés* ».

On peut croire Daladier qui dit que les capitalistes n'ont pas perdu au change !

Qu'est-il arrivé pourtant ? « *M. Daladier dit que l'usine Schneider a construit un mur à travers ses locaux pour empêcher le passage de la partie nationalisée aux ateliers privés. Il a accusé M. Brandt (autre fabricant de munitions) d'avoir enlevé d'une des usines les rapports officiels de sorte qu'il a fallu recourir à la police pour les récupérer* ». Bien entendu, la police a repris les documents mais s'est bien gardée de toucher à M. Brandt. Imaginez ce qui serait arrivé si un ouvrier avait fait comme M. Brandt. Combien lumineux sont

ces rapports. Il y a là une image vraie du patron français, pas seulement dans sa soif égoïste du profit mais aussi dans sa mesquinerie et sa ladrerie. Schneider, un des plus grands capitalistes français, construit un mur au milieu de son usine ; Brandt, un autre grand patron, a volé des documents. On ne pourrait inventer de traits plus caustiques pour caractériser une classe qui se survit. Et que penser des Daladier et des Blum, pour ne pas parler de Thorez, qui ont empêché les ouvriers de balayer cette pourriture ?

Le gouvernement était impuissant non seulement devant les trusts, mais aussi devant le Haut Commandement. Daladier a longuement expliqué comment en réalité son poste de Ministre de la Guerre ne lui donnait pas le moindre pouvoir sur les chefs militaires, mais qu'au contraire son action se limitait à être le cachet qu'on appose sur les décisions. L'ancien ministre de l'Air Guy La Chambre explique que « *les ministres n'ont pas eu le plein contrôle du fonctionnement de leurs propres départements* ». D'un côté, il a dû se soumettre au Haut Commandement, et, de l'autre, « *il dépendait des industriels fabricants d'avions* ».

Pour compléter ce tableau de l'Etat bourgeois, il faut aussi parler de l'attitude du gouvernement à l'égard des fascistes dans l'armée. Le général Gerodias est apparu comme témoin devant la Cour de Riom. Il a témoigné qu'un document lui était parvenu, concernant la guerre civile espagnole, qui décrivait des mutineries contre les officiers. « *Ce document m'a paru intéressant, dit le général Gérodias, et je l'ai mis en circulation parmi les officiers de l'Armée française pour leur information* ». En réalité ce document émanait de la propagande fasciste et le général a activement diffusé cette propagande dans l'armée. Qu'est-il arrivé à ce général fasciste ? Lisons attentivement : « *J'ai été relevé de mon commandement sur l'ordre du général Gamelin. Six mois plus tard, il me donnait un autre commandement de même importance* ». Imaginez un simple soldat faisant circuler un tract révolutionnaire parmi les soldats « *pour leur information* ». Cinq ans de prison auraient été la peine ordinaire. Pour un général et de la propagande fasciste, c'est six mois de vacances. On apprend plus tard que ce général Gérodias a servi dans l'état-major de Pétain.

« *Un autre témoin, le général Montagne, a dit qu'il avait été relevé de son commandement puis était revenu en grâce et avait reçu peu après un autre commandement* » (...). Le général Montagne dit : « *La véritable raison, c'est que*

*j'avais osé dire que, si les choses continuaient, nous pourrions bien abandonner* ». Imaginez un simple soldat allant vers son général en lui disant : « *Nous pourrions bien abandonner* ». On peut douter qu'il serait revenu en grâce en quelques jours !

Le paradoxe du débat qui se déroule devant la Cour de Riom, c'est que les accusés ne peuvent se défendre qu'en révélant certaines vérités sur le passé. Ce faisant, ils condamnent véritablement ce régime de capitalisme décadent et ceux qui le défendaient : eux-mêmes.

### **L'attitude de l'Allemagne**

L'attitude de Berlin à l'égard du procès de Riom reflète la dynamique des relations franco-allemandes depuis la défaite. Au début, le procès était loin de déplaire aux autorités allemandes. Le lendemain même de l'armistice de juin 1940, on disait que les Allemands insistaient sur la « *culpabilité pour la guerre* ». C'est Daladier qui a fait remarquer que le procès n'aurait pas eu lieu s'il n'y avait pas eu cette insistance. A plusieurs reprises pendant la très longue préparation du procès, la presse de Paris, inspirée par les nazis, a entamé une campagne contre le gouvernement de Vichy, l'accusant de vouloir étouffer le procès.

Maintenant la situation est complètement renversée. Les nazis et leurs laquais dénoncent le procès comme une farce et un scandale et exigent qu'il soit suspendu le plus vite possible. L'attaque allemande a commencé début mars, deux semaines après l'ouverture du procès, avec une longue et violente dépêche du correspondant diplomatique de l'agence officielle allemande DNB. Le problème y était clairement posé : « *Il est clair que, pour alléger l'atmosphère, une controverse dans laquelle il s'agit de savoir si c'est tel ou tel politicien ou général qui est responsable de la défaite, ne sert à rien. Ce qui compte, c'est d'avoir une réponse à la question : "Pourquoi la France a-t-elle déclaré la guerre à l'Allemagne, connaissant parfaitement le désir de paix du Führer ?" Cette réponse pourrait bien devenir une nécessité absolue* ».

L'opposition allemande au procès de Riom s'est exprimée le plus clairement dans un discours de Hitler en personne. Le 15 mars, dans un discours pour la Journée du Souvenir, le Führer a déclaré :

« *A présent, une procédure se déroule en France, qui est caractérisée par le fait que ceux qui sont responsables de cette guerre ne sont même pas mentionnés d'un mot* ». La dernière phrase n'est pas très claire dans sa logique, mais ce qui est clair, c'est qu'Hitler veut que les Français reconnaissent leur « *culpabilité pour la guerre* ».

La question de la responsabilité de la guerre a toujours été pour Hitler d'un intérêt brûlant. Dans *Mein Kampf*, son principal grief contre le Traité de Versailles était qu'il proclamait la responsabilité allemande pour la Première Guerre mondiale. Maintenant, le clown sanglant, au milieu du carnage et du naufrage, clame son amour de la paix : « *Je n'ai pas voulu cela* », essayant de se convaincre lui-même. Outre cet intérêt personnel flagrant pour Hitler, la question de la responsabilité pour la guerre a un intérêt politique énorme. Si la culpabilité de la France dans le déclenchement de la guerre était reconnue officiellement, ce serait pour les nazis un atout dans tous les pays occupés et — cela devient important — en Allemagne même. Finalement l'aveu de « *culpabilité pour la guerre* » permettrait à Hitler d'arracher à la France de nombreuses concessions politiques et économiques. Mais c'est aussi pour cela que la bourgeoisie française ne peut pas faire un tel aveu. La pression de Vichy est grande. Après le discours d'Hitler, le représentant de Vichy auprès des autorités de Paris, Fernand de Brinon <sup>1</sup>, est venu le 19 mars rencontrer Pétain spécialement au sujet du procès. Et l'on peut imaginer que cette question était au centre des récents entretiens mystérieux entre Laval et Pétain. Néanmoins, il est actuellement impossible pour Hitler d'obtenir que la bourgeoisie française se dise « *coupable de la guerre* ».

## Les leçons du procès

Il semble cependant impossible que le procès continue comme il a commencé. C'est pour Pétain une défaite trop scandaleuse.

Il est plus important de dresser le bilan de ce que le procès nous a déjà révélé. Blum et Daladier, par leurs déclarations, Gamelin par son silence, nous ont montré la structure réelle de l'Etat bourgeois, l'impuissance des politiciens

---

1. **Fernand de Brinon** (1865-1945), journaliste devenu représentant de Vichy auprès des occupants.

élus devant les cartels et l'Etat-major général. Blum a entièrement confirmé l'analyse du Front populaire donnée par les trotskystes, contre toutes les autres tendances du mouvement ouvrier.

Pour le présent, le procès a montré l'extrême faiblesse du gouvernement de Vichy, la fraude sur laquelle il repose. Il reste à voir quelles en seront les répercussions en France. Qu'est-ce que les Français savent exactement de ce qui se déroule dans la petite ville provinciale de Riom ? Pétain s'en est bien occupé. Des instructions quotidiennes ont été données par le Bureau de la Censure aux journaux français, indiquant même les « *commentaires* » qui doivent accompagner les comptes rendus du procès. Il est certain que, par leur presse quotidienne, les Français en savent moins que les Américains.

Néanmoins, avec le manque de cohésion interne de l'appareil policier de Vichy, les débats sont probablement largement connus à l'extérieur ; les discours vont sans doute être reproduits dans de nombreux journaux illégaux. Le procès de Riom, en révélant le vide et la fraude du gouvernement Pétain, peut, dans les conditions actuelles, contribuer à régénérer la vie politique en France<sup>1</sup>.

---

1. Interrompu le 15 avril, le procès ne fut pas repris.

**Marc Loris**

## **Tâches révolutionnaires sous la botte nazie<sup>1</sup> (novembre 1942)**

L'oppression nazie est passée sur l'Europe comme un rouleau compresseur. Sur tout le continent il ne reste maintenant entre le pouvoir nazi et la population aucune organisation légale dans laquelle les masses puissent trouver asile et se regrouper. Après la destruction des partis politiques et des syndicats, le travail de destruction a été étendu même aux organisations les plus neutres et les plus insignifiantes, car les nazis avaient peur — et à juste titre — que même la plus petite d'entre elles ne devienne un point-cristallisation de résistance. Les nazis ont introduit leurs agents jusque dans les groupes les plus petits, proposant d'adhérer à « *l'Ordre Nouveau* » ; même les collecteurs de timbres des organisations furent *gleichgeschaltet*.

Ce qui subsiste des organisations ouvrières devait passer à l'illégalité et à des méthodes nouvelles. Les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises traditionnelles ont fait place à des groupes clandestins d'un caractère nouveau, qui ne sont pas issus directement des vieux partis. De petits groupes, et quelques-uns d'entre eux seulement, peuvent maintenir des contacts — et encore très irrégulièrement — à l'échelle nationale. D'innombrables petits journaux

---

1. « Revolutionary Tasks under the Iron Heel », *Fourth International*, nov. 1942, pp. 333-338.

surgissent et disparaissent Des liaisons sont établies puis rompues. Dans l'ensemble, on peut observer avec les mois qui passent un certain progrès vers la centralisation, mais très lent, et souvent interrompu du fait des sévères conditions de l'illégalité. Même celui des mouvements politiques qui était le mieux adapté au travail clandestin, le stalinisme, souffre beaucoup. En dépit d'un appareil puissant et de ressources abondantes, les relations entre le centre et les organisations régionales sont souvent rompues, une situation qui ne peut pas ne pas créer des conditions favorables pour la discussion et l'action unie entre les membres du Parti communiste et les trotskystes.

De toutes les organisations ouvrières cependant, les partis staliniens restent les plus puissantes et les plus actives — et de loin. La propagande stalinienne a bien entendu un caractère tout à fait chauvin et prend bien garde de ne pas parler de socialisme. En dehors des staliniens, les deux centres les plus notables de résistance du mouvement ouvrier sont les groupes socialistes de gauche en Pologne (certains proches du trotskysme et hostiles au gouvernement en exil) et les restes du mouvement syndical norvégien que les nazis n'ont pas réussi à éradiquer totalement.

De la Deuxième Internationale, il reste très peu. Dernièrement on a pu noter une certaine reprise d'activité de groupes socialistes officiels en Belgique et dans le Nord de la France mais elle a encore un caractère très fragmentaire.

### **Les mouvements petits-bourgeois**

De larges secteurs de la petite bourgeoisie sont déséquilibrés sur le plan économique et social. L'occupation allemande a provoqué dans l'ensemble une énorme paupérisation et même, dans une certaine mesure, une prolétarianisation de la petite bourgeoisie. Cette crise sociale trouve son expression politique dans la formation d'innombrables groupes et mouvements qui tous reflètent les couleurs de l'arc-en-ciel de la petite bourgeoisie.

A l'extrémité réactionnaire du spectre se trouvent les traditionnels groupes chauvins comme l'organisation gaulliste en France. Il faut distinguer avec soin les sympathies très répandues mais plutôt vagues des masses pour le camp « *démocratique* » y compris de Gaulle et l'organisation gaulliste elle-même. Ce dernier est formé avant tout d'anciens militaires et de fonctionnaires. Ils n'ont aucun penchant pour l'activité dans les masses auxquelles, là-dessus, ils sont



incapables de parler. La plupart d'entre eux sont presque autant terrifiés par un mouvement de masse que par l'occupation allemande. Leur principale activité dans le domaine militaire est l'espionnage au compte de l'Angleterre et, dans le domaine politique, l'attente d'un débarquement anglo-américain.

A l'autre extrémité de cet arc-en-ciel, on peut trouver des organisations qui cherchent honnêtement une issue à la situation faite aux couches inférieures de la petite bourgeoisie. Les éléments les plus aptes à devenir les porte-parole de ces avocats sont la jeunesse et les intellectuels. Aussi trouve-t-on souvent parmi leurs dirigeants des étudiants, des enseignants, des écrivains. violemment repoussées par le fascisme, ces couches sociales se tournent vers le socialisme à la recherche d'une solution à leurs propres malheurs. Elles concèdent volontiers que le système bourgeois touche à sa fin et acceptent un programme de fédération des peuples, mais n'ont pas encore surmonté leur méfiance à l'égard des ouvriers. Leurs chefs cherchent encore un chemin entre les rosiers plutôt que la « *dictature du prolétariat* » et accusent le marxisme d'« *étroitesse* ». Entre ces deux types extrêmes de groupements, on peut naturellement trouver toutes les formes intermédiaires.

Dans les terribles conditions de l'illégalité, il y a inévitablement parmi les différents groupes clandestins des accords pratiques fréquents : pour imprimer les journaux, transporter la littérature et les gens etc. — même trouver du papier est un sérieux problème. Sans ce genre de contacts, il serait simplement impossible d'exister et, inutile de le dire, cela n'implique aucune concession programmatique.

Même maintenant, dans les pays occupés, surtout en Occident, les occasions de manifester ne sont pas rares : manifestations de femmes contre le manque de ravitaillement, manifestations contre les restaurants qui nourrissent les riches sans cartes d'alimentation, manifestations contre les « *collabos* », manifestations lors des fêtes nationales (Prise de la Bastille, etc.).

Ces manifestations sont organisées par des groupes illégaux de tout type et la question de notre participation se pose. Il est difficile de donner une réponse globale. Le point important pour déterminer si on doit ou non participer n'est pas tellement la nature de l'occasion ou les initiateurs de la manifestation, mais la situation politique et les possibilités du moment donné. Si des manifestations se renouvellent régulièrement, mobilisant de plus en plus de manifestants, c'est le

devoir du parti révolutionnaire d'appeler les ouvriers à y participer, même quand elles sont organisées par des groupes nationaux petits bourgeois. Bien entendu, le parti doit y apparaître avec ses propres mots d'ordre. Après l'écrasement de toutes les organisations, la disparition de toute vie politique organisée, tout aussi modestes et confus que soient ses objectifs, est extrêmement progressiste et la tâche du parti révolutionnaire est d'aider, si c'est possible, à l'élargir.

De toute évidence, tout en utilisant tout pas en avant possible, nous ne pouvons limiter notre liberté de critiquer les programmes utopiques et réactionnaires. Maintenant comme toujours, les marxistes continuent leur travail d'explication et de clarification. Ils dénoncent tout particulièrement la fausseté et l'hypocrisie de tous les groupes chauvins qui ne cherchent que la revanche et qui, tout en revendiquant la liberté de leur propre pays, n'hésitent pas et n'hésiteront pas à participer à l'oppression d'autres nations. Aussi il faut caractériser tous les mouvements qui prennent leur inspiration à Londres et à Washington (gouvernements en exil, général de Gaulle, etc.) non comme des mouvements nationaux mais comme des mouvements impérialistes par leurs objectifs comme par leurs méthodes (alliance avec les Anglo-Américains, exploitation des colonies belges, d'une partie des colonies françaises et hollandaises, etc.) Ces groupes essaient d'enchaîner la révolte populaire nationale à l'un des camps impérialistes. Dans de nouvelles circonstances, ils remplissent leur rôle traditionnel de partis bourgeois qui ont leur base dans la petite bourgeoisie. C'était un parti de ce genre que le défunt parti radical-socialiste de France qui reposait sur les aspirations démocratiques du paysan français pour mieux les enchaîner au grand capital. Maintenant le mouvement gaulliste exploite à des fins impérialistes le sentiment national exalté. Son programme et ceux des groupes semblables ne peuvent apporter à l'Europe que des catastrophes.

Quant aux divers groupements petits bourgeois qui se tournent vers le socialisme, il nous faut avoir une attitude bien plus pédagogique et bien plus patiente avec eux. Ces groupes, qui se rebellent contre l'oppression actuelle, vont jusqu'à blâmer le système des trusts impérialistes et des monopoles, mais, comme nous l'avons dit, ils conservent quelque appréhension par rapport au programme ouvrier. Leur programme général, pour en parler vaguement, est la démocratie formelle la plus consistante. Dans les discussions avec ces groupes,

la tâche principale est de leur montrer la réalité derrière les formes de démocratie pure et de leur montrer patiemment qu'il faut choisir et qu'il n'y a pas de « *troisième voie* ».

Dans la situation actuelle, les revendications démocratiques sont chargées d'une potentialité révolutionnaire énorme ; car, à l'époque de la désintégration du régime capitaliste, seule la révolution prolétarienne peut donner réalité aux principes démocratiques. Les partis marxistes doivent donc être les champions les plus résolus de ces revendications tout en sachant bien que leur réalisation conduit la société au seuil du socialisme. Mais c'est aussi la raison pour laquelle les revendications démocratiques deviennent mensongères quand on les sépare du programme socialiste car, en-dehors de lui, elles ne peuvent se matérialiser. Non seulement la démocratie bourgeoise n'est qu'une démocratie formelle cachant la réelle inégalité entre capitalistes et prolétaires, mais, à notre époque même, cette démocratie formelle ne peut exister qu'à de brefs intervalles, sous une forme anémiée et céder rapidement la place au bonapartisme ou à la dictature fasciste ou au socialisme.

Parler de liberté maintenant et se taire sur le seul moyen que nous avons de l'atteindre, la révolution prolétarienne, c'est répéter une phrase creuse, tromper les masses. Action en commun avec la démocratie petite-bourgeoise, souvent inévitable et plus encore désirable, ne peut jamais s'interdire de critiquer leurs programmes devant les masses et d'essayer de gagner le meilleur de leurs organisations. Le programme de presque tous les groupes clandestins, y compris les staliniens, comporte une revendication pour une Assemblée nationale unique élue au suffrage universel. Pour certains, c'est leur unique programme pour le lendemain de la chute de l'empire hitlérien. Dans la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, particulièrement en zone occupée, il s'est déroulé une discussion sur le mot d'ordre d'Assemblée nationale.

Les arguments en faveur de son adoption sont en général réduits à ceci : si nous sommes prêts à combattre pour les libertés démocratiques, comment pourrions-nous ne pas inscrire dans notre programme la revendication qui les couronne toutes, celles d'Assemblée nationale ? Ce raisonnement n'est pas juste. Nous combattons avec les masses, même pour les plus minimes libertés démocratiques, parce que ce combat ouvre la voie à la révolution prolétarienne ;

en même temps, nous expliquons que la révolution est la seule assurance contre le retour de l'oppression, de la dictature, du fascisme.

L'Assemblée nationale n'est nullement un moyen de couronner les revendications démocratiques. La substance de ces revendications ne peut exister qu'avec le développement des comités ouvriers et paysans. Si on la sépare de la question du pouvoir — bourgeois ou prolétarien) —, le mot d'ordre d'Assemblée nationale aujourd'hui en Europe ne signifie qu'une forme vide, une coquille sans contenu révolutionnaire. Dans les conditions actuelles d'illégalité, ce mot d'ordre ne correspond à aucune expérience réelle des masses, alors que chaque groupe dissimule son programme politique différent derrière cette formule. Le mot d'ordre prend donc un caractère rituel et devient un simple élément du charlatanisme politique.

N'allons-nous pas passer par une étape « *démocratique* » après l'effondrement du pouvoir nazi ? C'est très vraisemblable. Mais il est aussi très vraisemblable que, pendant cette période, nous aurons déjà assisté à la formation de comités ouvriers, de soviets embryonnaires, transformant « *l'étape démocratique* » en une dualité de pouvoirs plus ou moins longue. Il est possible qu'alors le mot d'ordre d'assemblée constituante soit chargé d'un certain contenu révolutionnaire.

Le mouvement du général de Gaulle a officiellement déclaré, il y a quelques mois, qu'après la chute du nazisme le pouvoir passerait aux mains d'une assemblée unique élue par tous les Français de la façon la plus démocratique, mais, dans des articles et des conversations, les représentants gaullistes expliquent déjà qu'entre l'effondrement du régime nazi et la convocation de l'Assemblée nationale, il s'écoulera un interrègne nécessaire pour sauver le pays du chaos et pour rétablir l'ordre et que, pendant ce temps, la démocratie sera très limitée. On peut aisément imaginer ce que cela veut dire. Il est possible qu'alors le cri en faveur de la convocation immédiate de l'assemblée, corresponde à l'expérience réelle des masses et qu'il ait du coup un caractère agressif à l'égard du gouvernement provisoire. Cependant, c'est la musique de demain.

## Terrorisme et sabotage

La critique des programmes petit-bourgeois et stalinien devrait être suivie évidemment d'une critique de leurs méthodes. L'oppression nazie a déjà soulevé en Europe de multiples formes de résistance : manifestations passives de tout genre, attentats sur la vie d'officiers allemands, élimination de « *collabos* », explosions, déraillement de trains, incendies, ralentissement de la production dans les usines, sabotage des machines, grèves, manifestations de rue, émeutes de la faim, guérilla — cette dernière devenant presque permanente dans les Balkans. La variété même de ces activités révèle la diversité des couches sociales entraînés dans ce mouvement. Les difficultés du moment présent, la participation de couches petites-bourgeoises et la politique délibérée du stalinisme ont soulevé une vague d'aventurisme.

Le terrorisme individuel est devenu commun sur tout le continent. Les staliniens en particulier ont combiné un opportunisme vulgairement chauvin dans leur programme avec un aventurisme stupide et criminel dans l'action. Le parti révolutionnaire ne peut que répéter les arguments classiques du marxisme contre le terrorisme individuel ; ils conservent toute leur validité aujourd'hui encore. Dans les discussions avec les ouvriers influencés par les staliniens, il nous faut avant tout insister sur le rapport étroit entre terrorisme et bureaucratisme. Le héros terroriste et le bureaucrate veulent l'un et l'autre agir pour les masses, à part d'elles. Le terrorisme et le bureaucratisme reflètent du mépris pour les masses incompetentes, qu'il faut tirer de leurs difficultés par des individus.

Nous le répétons : rien ne peut être gagné par des attentats individuels ; ils ne font que sacrifier inutilement des dévouements précieux et retarder l'action des masses. Bien entendu notre critique n'est inspirée par aucune indignation morale. Il nous faut constamment souligner que nous sommes du côté des terroristes dans leur lutte contre les oppresseurs mais qu'en ce qui concerne le terrorisme, nous préférons des méthodes plus efficaces.

Certaines formes de sabotage qui résultent de l'action d'individus ou de petits groupes isolés ne peuvent qu'à peine se distinguer du terrorisme et ne sont souvent rien que des explosions de rage et de désespoir sans aucune efficacité réelle. Mais depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1939, les ouvriers

tchèques ont entrepris de saboter la production à l'intérieur des usines. Cet exemple est maintenant suivi dans toute l'Europe

Le sabotage était un moyen de lutte dans la jeunesse du mouvement ouvrier, à une époque où le capitalisme devait imposer la discipline de l'usine moderne aux artisans ou aux masses paysannes. C'est alors qu'apparurent le mouvement « *ca'canny* » écossais, l'anarcho-syndicalisme en France, les IWW en Amérique. Ces mouvements ne représentaient qu'une brève tendance de passage dans la lutte de classes. Les travailleurs ont trouvé dans la grève une arme à la fois plus efficace et moins coûteuse.

L'oppression nazie a rendu les grèves extrêmement difficiles dans l'Europe d'aujourd'hui. Les travailleurs ont donc été obligés de recourir au sabotage, qui a avec la grève le même rapport que la guérilla avec la guerre régulière. Il n'est pas douteux que sur tout le continent les ouvriers ont souvent entrepris de ralentir la production et de porter atteinte à sa qualité sans attendre les invitations d'organisations illégales, démontrant ainsi que cette méthode n'a aujourd'hui rien d'artificiel et que son caractère « *anormal* » répond seulement à des conditions « *anormales* ».

Le parti révolutionnaire doit bien entendu travailler à étendre le sabotage dans les usines des pays occupés. Il s'agit avant tout d'y intéresser le gros des ouvriers de l'usine et de ne pas considérer qu'il s'agit d'un travail technique réservé à quelques « *experts* » isolés. C'est également important d'un point de vue pratique autant que politique. La répression est rendue infiniment plus difficile et la nature collective de la lutte aide à surmonter l'atomisation de la classe ouvrière qui a été provoquée par l'écrasement de ses organisations. Les premiers mois de l'occupation allemande ont été en général caractérisés par la disparition de la conscience collective, chacun pensant à son propre salut, par ses propres moyens. Cet état d'esprit a déjà été au moins partiellement surmonté, précisément par le mouvement de résistance nationale. Les révolutionnaires doivent toujours essayer de restituer aux ouvriers la conscience de leur puissance collective.

Les formes collectives que peut prendre le sabotage à l'intérieur des usines sont : le ralentissement de la production, la baisse de la qualité, l'usure rapide des machines. Partout où ils le peuvent, les révolutionnaires doivent provoquer la formation d'un comité à l'intérieur de l'usine — illégal, bien sûr — qui

organise et supervise le travail de sabotage et la protection contre les mouchards. C'est ce sabotage collectif qui regroupe les ouvriers autour d'un but commun et contre lequel la répression est difficile, qui représente le plus grand danger pour Hitler. Le sabotage, quand il est conçu comme une aide directe à l'Union soviétique, n'exclut pas des actes isolés contre des points névralgiques de l'économie et de l'appareil militaire (centrales électriques, tunnels et ponts de chemins de fer, etc.). Mais tout ce qui peut être fait dans ce domaine demeure relativement limité. C'est seulement en revêtant un caractère de masse que le sabotage peut réellement menacer la machine de guerre allemande et il ne peut acquérir ce caractère que dans le centre de la force collective des ouvriers, sur leur lieu de travail.

« Mais, pourrait dire un stalinien, *les intérêts de la défense de l'URSS ne justifient-ils pas le terrorisme individuel ? N'êtes-vous pas vous-mêmes pour la défense de l'URSS ? Les masses européennes sont engagées dans une guerre contre les nazis à l'arrière du front et, à la guerre, tout est bon ! Bien entendu les marxistes ont raison de s'opposer au terrorisme considéré comme un moyen d'“exciter” les masses à la lutte, mais, maintenant, tuer des officiers allemands au revolver ou à la bombe est un simple acte de guerre* ». Ce raisonnement, qui reflète la politique actuelle des staliniens dans les pays occupés, trahit une ignorance de l'art militaire aussi bien que de la politique révolutionnaire. C'est précisément dans une lutte sérieuse que toutes les méthodes ne sont pas bonnes. La tâche du chef militaire ou du militant révolutionnaire consiste à choisir les moyens qui mènent à la fin et à laisser de côté ceux qui sont stériles, voire nuisibles.

Le terrorisme, par sa nature même, garde toujours un caractère individuel. « *Le terrorisme de masse* », ce serait... la révolution. L'ensemble du terrorisme aujourd'hui est, tout compte fait, à peine une piqûre d'épingle pour Hitler mais de l'autre côté, dans le grand livre des comptes, le passif est énorme. Le sang des meilleurs de la classe ouvrière est versé sans compter. La disproportion entre les sacrifices et les résultats obtenus ne peut engendrer que passivité et désarroi. Il n'est pas facile de juger de loin, mais il semble que le mouvement de résistance ait subi un grave recul en Tchécoslovaquie après l'assassinat d'Heydrich <sup>1</sup>.

---

1. Le 27 mai 1942, **Jan Bubis**, un jeune Tchèque parachuté de Londres avec un compatriote, réussit à jeter une bombe sous l'auto du « *Protecteur de Bohême-Moravie* »,

Nous avons toujours maintenu que la défense de l'URSS est indissolublement liée à la lutte de classes du prolétariat international. Ce principe a des conséquences directes pour la défense de l'Etat ouvrier. Staline a sacrifié les intérêts révolutionnaires du prolétariat international pour des alliances avec les bourgeoisies impérialistes. Après les défaites successives du prolétariat européen provoquées par le stalinisme, la catastrophe était inévitable. Aujourd'hui Staline essaie de sauter par-dessus les conséquences de sa fatale politique en précipitant les ouvriers de l'Europe occupée dans l'aventure du terrorisme. Ainsi, non seulement il bloque l'avenir révolutionnaire mais il rend un mauvais service aux intérêts militaires de l'URSS.

La sabotage de la production dans les usines peut produire des résultats infiniment plus importants que l'assassinat de quelques centaines ou même de quelques milliers d'officiers allemands ou de collabos. Eveillant l'initiative collective des ouvriers au lieu de la paralyser, le sabotage de la production peut atteindre des dimensions inaccessibles au terrorisme. En même temps, il accélère le regroupement de la classe ouvrière, reconstitue sa conscience collective et le prépare à entrer dans son avenir révolutionnaire. Les tout derniers mois ont révélé qu'Hitler lutte désespérément pour maintenir sa production d'armements. Le sabotage dans les usines constitue pour lui un danger mortel. Mais l'une des conditions les plus importantes pour sa diffusion est de tourner le dos au terrorisme individuel et à toutes les formes d'aventurisme. Même dans l'Europe d'aujourd'hui les exigences militaires immédiates et l'avenir révolutionnaire du prolétariat européen coïncident tout à fait. Il faut noter en outre que le terrorisme individuel constitue un obstacle à la fraternisation avec les soldats allemands. Il resserre les liens entre les soldats et les officiers au lieu de les briser. Les autorités militaires allemandes prennent les plus grandes précautions pour empêcher le contact entre les troupes et les habitants. Toute tentative de répandre de la propagande parmi les soldats allemands est punie avec une extrême sévérité, car elle constitue pour les généraux nazis un danger mortel. C'est aussi

---

le chef du SD **Reinhard Heydrich** (1904-1942), qui fut tué. La répression fut féroce : massacre de tous les habitants du village de Lidice, 860 exécutions à Prague, 365 à Brno, exécution des communistes détenus, destruction de la direction clandestine et de la direction de rechange du PCT, etc.



pourquoi les révolutionnaires ne peuvent jamais abandonner la tâche de fraternisation.

## **Les guérillas**

En Europe centrale et orientale, les conditions géographiques et sociales ont permis l'apparition de guérillas. Elle sont apparues surtout dans les régions où la population est dispersée, où les voies ferrées sont rares, où les communications sont difficiles. Ce sont principalement des mouvements paysans. Mais pas entièrement. Chaque fois qu'ils le peuvent, des groupes ouvriers rejoignent ces bandes. On a déjà relevé qu'en Tchécoslovaquie, des unités de guérillas ont été formées directement par les ouvriers. On rapporte que *« les zones fortement boisées fournissent un refuge sûr à des centaines de saboteurs des mines et des usines métallurgiques et sidérurgiques de Kladno, aux organisateurs de la résistance passive et aux leaders des grévistes. Après un heurt récent entre la police nazie et des mineurs tchèques trouvés en possession de dynamite, les Allemands ont entrepris de chasser les réfugiés de ce territoire, mais les fugitifs, pleinement soutenus par la population, ont réussi à échapper aux gens de la Gestapo »*. Dans diverses régions de la Pologne, les paysans ont formé des groupes de guérillas, qui bénéficient maintenant de l'aide des partisans soviétiques qui ont réussi à s'infiltrer dans les lignes nazies. Des groupes semblables agissent également en Ruthénie.

Mais c'est dans les Balkans que le mouvement a pris les plus importantes proportions et particulièrement dans la Yougoslavie d'hier. La Yougoslavie était un produit de Versailles, financièrement soutenue par la France en tant que bastion de son hégémonie en Europe. Le fait que le gouvernement de Belgrade régnait sur cinq nationalités différentes fut l'une des raisons de la rapidité de la victoire allemande. Le pays fut occupé par les Allemands et les Italiens. L'Etat yougoslave fut détruit. Sous le poids d'une répression sans précédent, les paysans ont commencé à se rassembler dans les montagnes pour résister. La guerre impérialiste a été suivie d'une lutte nationale, mi-révolte, mi-guerre contre les oppresseurs allemands et italiens aussi bien que contre les gouvernements mis sur pied à Belgrade et Zagreb. Cette lutte continue à travers bien des vicissitudes. Des groupes se dispersent mais pour se regrouper plus tard.

Les villages qui se révoltent trop tôt sont écrasés. Officiellement, on rapporte que plusieurs centaines de villages ont été rasés par les Allemands et les Italiens.

En outre, le mouvement est profondément divisé. On a peu d'informations et plutôt douteuses, néanmoins il est clair que des groupes différents opèrent séparément. Ils sont séparés par des différences nationales : Serbes, Slovènes, Bosniaques, Monténégrins, etc. Ils le sont aussi politiquement et socialement. Les Tchetsniks, une organisation serbe sous le contrôle direct de Mihailovic <sup>1</sup>, semblent être les plus réactionnaires. Ils s'opposent à tout changement social et ne pensent qu'à restaurer l'ancien régime. D'autres groupes ont mis sur pied des régimes « soviétiques » ou « communistes ». Quelle réalité derrière ces mots ? C'est bien difficile à dire. Il semble qu'ils soient composés de paysans ; des mineurs les ont rejoints et en constituent une proportion importante. En tout cas, les différences sont suffisamment grandes pour avoir provoqué des conflits armés et Mihkhalovic a entrepris de réprimer ces « communistes ».

Ainsi, dès que le poids de la répression s'allège quelque peu, la lutte nationale pose immédiatement la question sociale. L'exemple de la Yougoslavie montre, bien qu'à une échelle limitée, le caractère très instable du mouvement de résistance nationale en Europe aujourd'hui et comment il conduit directement à la lutte de classes. Bien entendu nous sommes entièrement du côté des groupes de paysans pauvres et d'ouvriers dans leurs conflits avec les groupes réactionnaires. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut abandonner le terrain de l'indépendance nationale. La critique de Mikhailovic et autres groupes conservateurs doit être faite sur la base de la libération du pays : la répression de Mikhailovic est un sabotage de la résistance ; pour soulever les paysans, il faut leur ouvrir une perspective sociale, etc. Cependant, des accords militaires temporaires entre les groupes révolutionnaires et Mikhailovic sont encore tout à fait possibles dans l'avenir.

Le mouvement de résistance ne peut-il fusionner complètement avec la guerre impérialiste ? C'est possible et ce ne serait pas nouveau. Bien des guerres nationalistes se sont terminées en guerres impérialistes. Si le camp Anglo-

---

1. Les Tchetsniks obéissaient au colonel **Draja Mihailovic** (1893-1946), ancien colonel de l'Armée royale qui se déclara chef de l'Armée de libération et dont le roi en exil fit son ministre de la Guerre. Il était généralement considéré à l'époque comme l'unique chef partisan, aidé notamment par les Soviétiques.

Américain ouvrait un second front dans les Balkans, le caractère national de la lutte disparaîtrait immédiatement. Mais c'est une possibilité de demain, pas la réalité d'aujourd'hui. A l'heure actuelle, la lutte dans les Balkans est un maillon dans l'ensemble du mouvement de résistance des peuples d'Europe au nazisme et revêt ainsi une grande importance. Les guérillas, par essence un mouvement surtout paysan, créent le très grand danger pour les Etats où des rapports semi-féodaux prévalent encore dans les campagnes (la Hongrie surtout, mais aussi la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie). La révolution dans l'Europe du centre et du Nord-est où le problème paysan n'a jamais été résolu, même à la manière bourgeoise, va engendrer de grandes révoltes paysannes et l'actuel mouvement de résistance est leur préparation directe.

Il y a quatre mois, le gouvernement hongrois a officiellement annoncé l'arrestation d'une centaine d'officiers de l'armée hongroise accusés d'avoir aidé les guerillas de Yougoslavie, de Pologne et d'URSS en leur faisant passer des armes et des informations. On peut mesurer l'importance de cet incident si on se souvient que la Hongrie est l'un des pays où le règne des seigneurs terriens sur les paysans est le plus brutal. La résistance en Yougoslavie a été un appel à la lutte dans les pays voisins. Les guérillas sont apparues en Grèce, Macédoine, Roumanie et Bulgarie. Même en Croatie, à laquelle Hitler a accordé formellement son indépendance, les paysans commencent à former des groupes pour la guérilla contre les Italiens. Il serait imprudent d'exagérer la conscience politique actuelle de ces mouvements ou de fonder des espoirs excessifs sur eux tant qu'ils n'ont pas trouvé une direction dans le prolétariat des villes. Mais nier leur importance pour la révolution et rester indifférent à leur égard serait une aveugle passivité.

### **De la résistance nationale à la révolution prolétarienne**

Quel rôle exactement la revendication de libération nationale jouera-t-elle dans la préparation et le développement de la révolution européenne ? Seul l'historien futur pourra répondre avec précision à cette question et c'est à lui qu'il reviendra de mesurer définitivement la place occupée par la révolte nationale dans le grand torrent de haine, de colère, de désespoir et d'espoir qui entraîne les peuples d'Europe occupée vers la révolution. A nous il revient de donner une réponse pour l'action. Cette réponse est la suivante : le mot d'ordre

de libération nationale a joué jusqu'à présent et continuera à jouer pendant quelque temps un rôle important dans le regroupement des masses, la fin de leur atomisation et leur rentrée dans la lutte politique. C'est plus que suffisant pour qu'il apparaisse sur notre drapeau.

Par quelles formes concrètes de lutte ce mouvement de résistance passera-t-il dans les différents pays européens ? Comment se connectera-t-il à la révolution prolétarienne ? La réponse à ces questions dépend du rapport des forces en conflit en particulier du déroulement de la guerre impérialiste. Si l'Allemagne conservait solidement le continent européen pendant plusieurs années, il serait difficile pour ce mouvement de s'élever au-dessus de son niveau politique actuel, encore primitif et qui menacerait de prendre un caractère national de plus en plus étroit. Mais la perspective d'une longue domination allemande sur l'Europe doit désormais apparaître de plus en plus illusoire même à Hitler lui-même.

La résistance des ouvriers et des kolkhoziens soviétiques montre de plus en plus clairement les limites de la machine militaire allemande. L'affaiblissement progressif de l'impérialisme allemand entraînera avec lui non seulement une multiplication quantitative des actions révolutionnaires à travers le continent, mais donnera à la lutte un caractère nouveau. Les attentats terroristes seront supplantés par l'action des masses

Au cours des dernières semaines, les premiers signes sont apparus d'une transformation. Athènes a vu une grève des travailleurs des transports qui a duré plusieurs jours. Les ouvriers des usines Renault à Paris, le cœur du prolétariat parisien, ont menacé à plusieurs reprises de se mettre en grève. Les mineurs belges du Borinage ont récemment lancé plusieurs mouvements de grève, rapporte-t-on, obtenu des autorités allemandes des libérations d'otages en menaçant d'une grève générale des mineurs. Surtout le grand mouvement des travailleurs français en zone non-occupée a soulevé de larges masses.

Ce sont les premiers signes de profonds changements dans la situation. Ses principales causes sont l'affaiblissement de l'opresseur allemand et la renaissance d'une conscience collective des masses. Le renouveau de l'activité des masses fera reculer la vague de terrorisme individuel en donnant chaque jour plus de réalité à la perspective de la révolution. Des mutineries auraient éclaté dans les troupes allemandes de Norvège et dans l'armée italienne. Il est difficile

de mesurer la part de vérité dans cette information. Elle est cependant au moins plausible et, si elle est prématurée, c'est l'avenir qui lui confèrera la vérité. Les mutineries conduiront directement à la fraternisation des soldats allemands avec les peuples opprimés. La lutte contre l'oppression commune unira les masses autour du programme des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

La revendication de libération nationale et la participation au mouvement actuel de résistance n'impliquent nullement que nous devrions attendre de nouvelles révolutions bourgeoises ou quelque révolution de type spécial qui ne serait ni bourgeoise ni prolétarienne mais « nationale », « populaire » ou « démocratique ». Toute grande révolution est « nationale » au sens où elle entraîne avec elle la grande majorité de la population et le caractère « démocratique » et « populaire » de toute révolution digne de ce nom est visible au premier coup d'œil. Mais on ne peut transformer cette description sociologique essentiellement superficielle, en un programme politique sans abandonner le terrain du marxisme. Toutes deux, la révolution française de 1789 et la révolution russe de 1917 étaient nationales, populaires et démocratiques, mais la première consolida le règne de la propriété privée et l'autre y a mis fin. C'est pourquoi, l'une était bourgeoise et l'autre prolétarienne. Quant à la révolution européenne qui vient, son caractère prolétarien sera apparent dès ses premiers pas.

Mais ne va-t'on pas traverser une période de transition après la chute de l'empire hitlérien ? A ceux qui posent la question, nous devons répondre par une autre : une transition de quoi à quoi ? Une transition de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne ? ou une transition entre la dictature nazie et la dictature du prolétariat ? Ce sont deux choses très différentes. Naturellement la révolution prolétarienne traversera bien des vicissitudes et des pauses et même des retraites temporaires. Mais la première chose à comprendre, c'est qu'elle sera une révolution prolétarienne luttant avec la contre-révolution bourgeoise.

Une étape « démocratique », c'est-à-dire un renouveau de parlementarisme bourgeois est-elle possible après l'effondrement du nazisme ? Ce n'est pas exclu. Mais un tel régime ne serait pas alors le fruit d'une révolution bourgeoise et d'une « révolution démocratique sans classe » ; ce serait un produit temporaire et instable d'une révolution prolétarienne inachevée et ayant encore à régler ses

comptes avec la contre-révolution bourgeoise. Celui qui ne comprend pas cette dialectique n'a rien à offrir aux masses européennes.

La situation actuelle des pays occupés est encore profondément réactionnaire. La tâche des socialistes révolutionnaires est encore le travail de propagande, le rassemblement, la formation des cadres. C'est notre devoir de montrer partout et toujours la nécessité de l'action organisée des masses.

A toutes les formes d'aventurisme qui fleurissent aujourd'hui, nous devons opposer l'organisation de la violence révolutionnaire. Face à toute action soigneusement organisée, à grande ou petite échelle, les nazis seront déconcertés. Ils n'ont contre la révolution « *aucune arme secrète* ». Ils n'ont vaincu en Allemagne qu'à cause de l'incapacité des dirigeants ouvriers et n'ont jamais su affronter de réelles actions des masses. Quand celles-ci se multiplieront, les nazis ne sauront répondre que par ce mélange de violence et d'imbécilité qui caractérise tous les régimes condamnés par l'histoire.

Marc Loris

## L'Afrique du Nord : une leçon de démocratie <sup>1</sup>

(décembre 1942)

Se basant sur un examen du système économique et la structure sociale des grandes nations modernes, les marxistes désignent la guerre actuelle comme une guerre impérialiste. La civilisation capitaliste a dépassé son apogée et les deux grandes guerres mondiales représentent des tentatives désespérées de l'impérialisme pour émerger d'une situation sans issue. La tâche de ceux qui veulent œuvrer à un développement supérieur de l'humanité n'est pas de collaborer à cette entreprise sans espoir mais d'ouvrir une issue en posant les fondements d'un ordre social nouveau.

Cette vérité fondamentale est obscurcie pour un temps par des considérations superficielles comme « *la défense nationale* », « *la lutte pour la démocratie* », « *la lutte contre la ploutocratie* », etc. Cela correspond dans les masses à des sentiments plutôt vagues, dont la propagande gouvernementale s'empare, qu'elle pervertit et utilise pour dissimuler les objectifs réels de la guerre.

---

1. « North Africa : « A Lesson in Democracy », *Fourth International*, décembre 1942, pp. 359-362.

L'explication socialiste ne doit cependant pas demeurer ensevelie dans les têtes de quelques révolutionnaires. En dépit de tous les développements de la guerre, chaque développement important de la guerre, qu'il se situe sur le plan militaire ou celui de la politique intérieure ou extérieure, confirme l'analyse socialiste.

Le plus récent de ces développements est l'invasion de l'Afrique du Nord. C'est important parce que c'est la première grande offensive entreprise par le plus puissant des belligérants. Précisément du fait de cette importance, cet événement ne peut pas ne pas nous aider à voir le caractère réel de cette guerre.

Interrompant les informations au public américain le 7 novembre, Roosevelt a annoncé que les forces américaines avaient débarqué en Afrique « afin de prévenir une invasion de l'Afrique par l'Allemagne et l'Italie ». Ni Roosevelt ni aucune autre source n'a donné de détails sur les préparatifs d'invasion qu'on aurait pu observer. Apparemment, même le conservateur *New York Times* s'est senti obligé de donner à cette histoire le titre de « *Les Etats-Unis font face à la menace* » en mettant entre guillemets le mot de « menace ».

Roosevelt devait répéter la formule d'Hitler, qui envahit de même la Norvège pour « *prévenir une invasion par l'Angleterre* ». Mais qu'est-ce donc qui justifie les retentissantes accusations contre le « mensonge » des nazis ? Examinons d'un peu plus près les préparatifs de l'opération militaire en Afrique du Nord. L'attitude conciliatrice du gouvernement américain à l'égard de la clique de Vichy a été longtemps l'objet de critique des libéraux qui étaient étonnés de « *l'énigme du Département d'Etat* ». Le lendemain de l'invasion de l'Afrique du Nord, le secrétaire d'Etat Hull <sup>1</sup> s'est empressé de donner la clé du mystère. Il a indiqué les divers objectifs de la politique américaine à l'égard de Vichy, et surtout de maintenir des relations diplomatiques. Le premier objectif était :

« Possibilité pour le gouvernement américain d'obtenir de semaine en semaine des informations hautement importantes virtuellement de l'intérieur du territoire contrôlé par l'Allemagne et d'Afrique du Nord, concernant les activités subversives de l'Axe et autres phases importantes de la situation internationale ».

Et le dernier objectif était :

---

1. **Cordell Hull** (1871-1955) fut secrétaire d'Etat de Roosevelt, de 1933 à 1944.



« Enfin, le plus important, de paver la voie et préparer le terrain de la façon la plus efficace possible à la planification et à l'envoi d'une expédition militaire dans la Méditerranée occidentale, et d'aider les mouvements qui soutiennent les opérations britanniques plus à l'Est ».

Ainsi le secrétaire d'Etat Hull se vantait-il allègrement de ce que les représentants diplomatiques américains dans le territoire de Vichy faisaient un travail de Cinquième Colonne. Il était également révélé à Londres que les groupes d'espions du Maroc avaient pendant longtemps été « *en contact avec les Britanniques à Gibraltar par l'intermédiaire des fonctionnaires américains en Afrique* ».

Bien entendu, nous ne songeons pas à nous indigner de tout cela. Les moyens utilisés par Washington sont imposés par la sévère lutte qu'il mène contre Berlin : l'objectif de la lutte n'est rien moins que la domination du monde. Mais c'est précisément pourquoi ces moyens sont exactement les mêmes que ceux d'Hitler. Cette idée très simple et très claire nous oblige à dire : toutes les considérations « morales » au moyen desquelles l'un ou l'autre camp essaie de dissimuler ses objectifs ne sont que des mensonges. La similitude des méthodes découle bien évidemment de la similitude des objectifs impérialistes.

Tout de suite après l'invasion de l'Afrique du Nord, un porte-parole du Département d'Etat déclarait :

« Les envois américains de ravitaillement aux indigènes d'Afrique du Nord nous ont donné la possibilité de placer dans cette zone, outre nos consuls et fonctionnaires déjà en poste, une vingtaine d'Américains qui connaissaient parfaitement le français et ont été formés pour développer les bons sentiments à l'égard des Etats-Unis ».

Pendant plus de trois ans, la presse et la radio américaines ont usé des pages et des kilowatts d'indignation à propos des méthodes d'infiltration nazies. Leur indignation morale doit maintenant chercher d'autres cibles. Si les Allemands savaient comment utiliser le « *tourisme* », les Américains ne l'étaient pas moins à pratiquer la « *philanthropie* ». Un peu plus de cynisme d'un côté, un peu plus d'hypocrisie de l'autre : telle est la seule différence entre les « *méthodes fascistes* » et les « *méthodes démocratiques* ».

Quelques jours avant le débarquement en Afrique du Nord, le *New York Times* rappelait encore le caractère « *infâme* » de la mission Kurusu<sup>1</sup> qui avait couvert les plans du Japon pour son attaque dans le Pacifique. Désormais le *Times* et ses confrères devront observer plus de réserve dans leur indignation morale, à moins qu'ils ne suggèrent une intéressante comparaison avec les actes récents du service diplomatique américain en Afrique du Nord.

### **Fascistes démocrates ou démocrates fascistes ?**

Quand le secrétaire d'Etat Cordell Hull a révélé le secret de la politique américaine avec Vichy, il a souligné qu'il était maintenant évident que Washington n'avait aucun penchant pour la clique de Vichy et a manifesté un certain dédain à l'égard d'Américains moins intelligents qui n'ont pas été capables de le comprendre depuis le début. Le journaliste présent a noté qu'

« il était clair que le Secrétaire prenait un vif plaisir à répliquer aux nombreux critiques de la politique de l'administration dans ce domaine au cours des deux dernières années ».

Le Département d'Etat a également révélé que :

« Les relations avec Vichy n'ont pas été maintenues à cause de quelque sympathie pour les dirigeants de Vichy et les Etats-Unis n'ont cessé de manifester leur mépris pour les Français qui jouaient le jeu allemand ».

Mais le « *vif plaisir* » de M. Hull, à répondre aux critiques de l'Administration, devait être de courte durée, car, tandis que M. Hull parlait à Washington, les représentants des Etats-Unis à Alger ne montraient guère leur « *mépris* » à quelques-uns des Français qui avaient joué le jeu allemand, à savoir l'amiral Darlan et sa clique. Au « *scandale de Vichy* » succédait le « *scandale Darlan* », d'une infiniment plus grande dimension.

Darlan, comme le lecteur s'en souvient, était le chef de la Marine nommé par Daladier. Lors de la débâcle de 1940, ce « *démocrate* » ne pensa qu'à un accord avec Hitler, se rallia à Pétain, devint ultérieurement « *chef du gouvernement* » à Vichy et « *héritier* » de Pétain. Pour trouver plus aisément un langage commun avec Hitler, il soumit la France à un règne de terreur.

---

1 **Samuro Kuruzu** (1888-1954), diplomate japonais qui rendit visite aux Etats-Unis pour les rassurer sur les intentions pacifiques de son pays à la veille de l'attaque de Pearl Harbour.

Maintenant, cet ancien démocrate devenu fasciste est devenu un démocrate ex-fasciste et s'emploie, comme nous l'a assuré le 18 novembre le major Akers, un des chefs militaires américains en Afrique du Nord, à « libérer » la France

Bien qu'obligés d'omettre d'instructifs épisodes, nous allons essayer de suivre la métamorphose de Darlan, de geôlier en libérateur. C'est une histoire vraiment fantastique pour ceux qui conservent des illusions sur la démocratie bourgeoise. Mais les faits sont les faits.

Pendant les trois premiers jours, les informations étaient confuses et rares. Le lundi 9 novembre, le lendemain du débarquement, tandis que les combats continuaient à Oran et au Maroc, on rapportait qu'un armistice avait été signé à Alger et « approuvé » par Darlan qui se trouvait en Algérie lors de l'arrivée des troupes américaines.

Le mardi 10 novembre, des sources américaines assurèrent que « *l'amiral Darlan, chef des forces armées de Vichy, est maintenant aux mains des Alliés à Alger, hébergé par un général américain qui le traite conformément à sa position* ». En réalité, le même jour, Berlin avait déjà annoncé que « *Darlan a donné son allégeance à la cause des Nations unies* ». L'annonce officielle par le commandement américain en Afrique ne vint pas avant quatre jours. Le 11 novembre, la radio de Vichy sous contrôle allemand fit connaître le texte d'un appel lancé par « *le prisonnier* » Darlan, disant : « *J'assume l'autorité sur l'Afrique du Nord au nom du maréchal... Les organismes politiques et administratifs demeurent* ». Le côté américain ne confirma pas cette information qui se révéla finalement authentique.

Le vendredi 13 novembre, Darlan radio-diffusa une nouvelle proclamation annonçant qu'il exerçait le commandement en Afrique du Nord et se terminant ainsi :

« Tous les gouverneurs et résidents doivent rester à leurs postes et continuer leur administration en se conformant aux lois existantes, comme par le passé... Vive le Maréchal ! »

Cette nouvelle provenait de nouveau de Vichy, sans aucun commentaire américain. En fait, interrogé sur Darlan le 10 novembre, le général Eisenhower, commandant américain en Afrique du Nord, « *laissa entendre que les développements politiques n'avaient aucune place aujourd'hui dans les importants développements militaires* ».

Berlin et Vichy, comme on voit, étaient très bien informés de chacune des initiatives de Darlan et le secret conservé par le commandement américain n'œuvrait que pour priver d'informations le peuple américain. Nous admettons que la nouvelle concernant Darlan était assez difficile à lancer. Le 14 novembre arriva finalement l'annonce officielle par le commandement américain que « *Darlan et Eisenhower agiraient en coopération pour la défense de l'Afrique du Nord* ». Ce n'est pas pour rien que le *New York Times*, qui décidément sait utiliser les guillemets, appelait Eisenhower le commandant en chef de l'« *armée de libération* ». Entretemps, Darlan assumait de plus en plus de fonctions gouvernementales. Il avait changé de maître mais pas de méthodes : un de ses collaborateurs annonça qu'il était disposé à « *mettre fin à toutes les manifestations* ».

Le 16 novembre, on apprenait que Darlan avait « *créé un corps législatif pour l'assister* ». Hourra pour la démocratie ! On indiquait que Gaston Bergery<sup>1</sup>, ambassadeur de Vichy en Turquie, se ralliait à Darlan, ainsi que Flandin et Pucheu<sup>2</sup>. Flandin était un politicien réactionnaire qui avait été pendant peu de temps le ministre des affaires étrangères de Pétain. Pucheu, en tant que ministre de l'intérieur de Darlan, avait arrêté et emprisonné des milliers de Français opposés au nazisme et avait aidé les Allemands à dresser les listes de ceux qui devaient faire face aux pelotons d'exécution nazis.

A ce moment, le scandale atteignit des proportions vraiment dangereuses pour le camp anglo-américain. Le mythe démocratique, si nécessaire aux impérialistes, était sérieusement discrédité. Roosevelt devait intervenir et, le 17 novembre, il fit une déclaration qui ne changeait rien, mais consola ceux qui avaient envie de l'être. Le cœur de cette déclaration était que les Etats-Unis faisaient « *un arrangement temporaire* » avec Darlan, mais la déclaration laissait prudemment planer le doute sur ce que signifiait « *temporaire* » : ou bien seulement pour la brève durée des combats réels en Afrique du nord ou jusqu'à

---

1. **Gaston Bergery** (1892-1974), député radical, gendre du bolchevik Krassine, initiateur du Front commun, ambassadeur sous Vichy.

2. **Pierre-Etienne Flandin** (1889-1958), homme politique de droite, ancien président du conseil en 1934-1935, avait été ministre des affaires étrangères de Pétain après le renvoi de Laval.

la conclusion finale et la paix mondiale. En tout cas, le régime Darlan était celui de l'Afrique du Nord pour une période indéfinie.

Partout, les libéraux, effrayés de l'abîme ouvert par le scandale Darlan sautaient sur la déclaration de Roosevelt, ne pensant qu'à une chose : fermer les yeux, car la réalité apporte des surprises trop désagréables.

Le commentaire final sur la déclaration de Roosevelt vint dans une dépêche d'Afrique du nord en date du 18 novembre annonçant que « *partout où c'était possible, l'administration locale serait confiée aux mêmes personnes qui en étaient chargées avant la campagne* ». Comme la tête de l'administration d'Afrique centrale est aussi la même qu'auparavant, à savoir Darlan, chacun peut voir le grand changement produit par le passage du fasciste au camp démocratique.

Notons encore comment les chefs militaires américains expliquent leur accord avec Darlan. Le 15 novembre, le général Clark<sup>1</sup>, adjoint d'Eisenhower, exprimait son « *plaisir* » de traiter avec Darlan, et « *démentait tout projet d'ingérence dans les affaires françaises* ». Eisenhower lui-même avait préalablement déclaré, pour expliquer ses arrangements avec Darlan que « *le développement politique n'est pas de mise à présent* ». Garder Darlan en fonction était donc expliqué par « *une abstention de la politique* » et surtout de l'ingérence dans les affaires françaises. Quelle hypocrisie !

## Une bourgeoisie sans perspective

L'invasion de l'Afrique du Nord et la politique américaine ont provoqué une nouvelle division de la bourgeoisie française. Elle était déjà divisée en deux factions : les collabos — eux-mêmes divisés entre Paris et Vichy — et les gaullistes. Une troisième vient d'apparaître : les darlanistes. La question des perspectives de la bourgeoisie française a été posée une fois de plus. Pour essayer de l'analyser, il nous faut revenir en arrière.

Il est impossible de comprendre quelque chose à l'histoire de France de ces dernières années sans partir du fait fondamental qu'en juin 1936, ce pays a été sur le seuil de la révolution prolétarienne. L'offensive révolutionnaire a été

---

1. **Mark W. Clark** (1896-1984), adjoint d'Eisenhower, en mission secrète en AFN, y commanda d'abord, puis en Italie en 42-43. Pour Eisenhower cf. p. 81.

trahie par les dirigeants traîtres des ouvriers, les Jouhaux<sup>1</sup>, Blum, Thorez, grâce à cet instrument de perfidie, le Front populaire. Mais si la bourgeoisie française est sortie momentanément sauvée de cette épreuve, elle est restée infirme, sans perspective d'avenir, comme un bateau qui a échappé à la tempête mais qui a perdu son gouvernail

C'est ainsi qu'elle est entrée dans une guerre où elle n'avait rien à gagner et tout à perdre. La débâcle militaire n'a fait qu'aggraver sa confusion. Terrorisée par la rapide victoire d'Hitler, il lui fallait abandonner sa traditionnelle attitude d'opposition à l'Allemagne. Le gouvernement de Vichy s'est engagé dans la « collaboration ». Dans l'ensemble, la bourgeoisie l'a suivi, mais sans enthousiasme. D'un côté, une minorité souhaitait une collaboration plus active avec l'Allemagne. De l'autre, une minorité moins bruyante, qui a grandi assez vite, avait les yeux fixés sur l'Angleterre et l'Amérique. La majorité ne pensait qu'à survivre d'un jour à l'autre, se compromettant le moins possible et s'efforçant de sauver ce qui pouvait l'être. Economiquement, la majorité de la bourgeoisie s'est mise à travailler pour l'Allemagne ; mais la pauvreté économique et les incertitudes quant à la victoire finale de l'Allemagne ont empêché les pétainistes d'ouvrir dans cette direction une perspective à long terme, de créer une politique consistante, capable d'unir toute la classe et de lui ouvrir un avenir.

Dans une telle situation de crise et de désintégration, avec toutes les valeurs traditionnelles détruites, alors que la classe n'a aucune perspective générale unificatrice mais dérive, des considérations momentanées l'emportent. Chacun interprète l'intérêt national à sa façon et tout changement de la situation militaire provoque des sauts d'un camp dans l'autre — des « *trahisons* ». Après la disparition de la dynastie impériale en 1911, les généraux chinois ont été célébrés dans le monde entier pour la façon dont ils ont su changer de camp. Aussi allons-nous prendre les généraux ou plutôt les amiraux français pour illustrer ce phénomène

La « *crise de conscience* » de Darlan semble n'avoir pas duré plus de douze heures. Samedi 8 novembre, au matin, il envoie des soldats et marins français se faire tuer par les Américains et dans la soirée, il fait « un

---

1. **Léon Jouhaux** (1879-1954), secrétaire général de la CGT de 1909 à 1940.

arrangement » avec les Américains comme il avait auparavant « collaboré » avec les Allemands. Pro-allemand et pro-fasciste au petit déjeuner, il est allé au lit dans la soirée pro-américain et démocrate.

Trois ou quatre factions se disputent maintenant le droit de parler au nom de « *l'intérêt national* ». Mais c'est un jeu dangereux car il révèle aux masses françaises, dans leurs couches les plus profondes, la désintégration de la conscience politique de la bourgeoisie française, son incapacité à jouer un rôle dirigeant, et prépare ainsi la conscience des masses à un renversement total de la société capitaliste.

Selon les normes des « *démocrates* » bourgeois, le régime d'Afrique du Nord aurait dû être un gouvernement gaulliste. Il y a quelque temps un politicien amateur écrivait sur « *la clique monarchiste française libre de de Gaulle, qui sent si mauvais que Washington redoute de la reconnaître pleinement de crainte d'aliéner la sympathie française à la cause alliée* ».

Tout le monde est maintenant témoin du souci de décence de Washington et de son respect pour les sentiments du peuple français ! En fait, à l'étape actuelle de la conscience des masses françaises, le régime de Gaulle répondrait beaucoup plus aux besoins de la démocratie bourgeoise qu'un régime Darlan. Mais l'installation d'un gouvernement de Gaulle ne pourrait se faire en Afrique du Nord que par une lutte politique contre les dirigeants de Vichy, couplée avec une action militaire. Cela aurait pu constituer une invite à l'insubordination des troupes françaises contre leurs chefs pro-fascistes. Même si cette révolte avait eu lieu au nom du patriotisme et de la démocratie, cela aurait créé un précédent dangereux. De plus, le patriotisme militant du mouvement de Gaulle risquerait à un moment ou un autre d'entrer en conflit avec les intérêts américains, alors que la servilité cynique de Darlan a déjà fait la preuve de sa docilité dans l'expérience avec les nazis. La conclusion générale est que la démocratie, même bourgeoise, est la dernière chose qui compte dans les « *arrangements* » impérialistes.

*Last but not least*, nous ne devons pas oublier que tout cela s'est produit non pas en France mais en Afrique du Nord, un pays colonial où les Français sont une petite minorité au milieu d'une population de 15 millions d'Arabes féroce­ment exploités par l'impérialisme français. L'idée la plus avancée dans l'esprit de Roosevelt est d'apporter aux peuples d'Afrique du Nord, « *les quatre*

*libertés* ». Une dépêche d'Oran, du 15 novembre nous apprend que « *les troupes françaises qui coopèrent avec les Américains ont fait un raid contre un village près d'Oran pour reprendre des armes dont les Arabes s'étaient emparés dans la confusion et sur les récents champs de bataille* ». On peut aisément comprendre que le commandement américain n'avait rien de plus urgent que d'arriver à s'entendre avec les grands proconsuls impérialistes qu'il trouvait là en fonction : Noguès, Esteva, Chatel <sup>1</sup>. Mieux, il est possible qu'après que Darlan ait donné ce qu'il peut donner, les Américains le laissent tomber. Les libéraux écriront qu'enfin la démocratie a triomphé. Il est à peine utile d'ajouter que, si Darlan s'en va, toute l'administration impérialiste française restera en fonction, l'accord avec Darlan ne faisant que couronner cette opération.

### **Tout se met en place**

La collaboration des Américains avec Darlan doit avoir de profondes répercussions non seulement en France, mais dans toute l'Europe. Pendant des années, des millions d'hommes ont connu des souffrances intolérables sous le talon de fer des nazis. Nombre d'entre eux ont imaginé que leur libération se ferait par les troupes anglo-américaines. Le premier acte du commandant de ces troupes après le premier débarquement a été de collaborer avec un laquais des bourreaux nazis, qui a découvert que quelques heures suffisaient pour passer d'un camp dans l'autre. Le peuple, qui souffre encore et qui lutte sous ses propres Darlan, apprendra vite et bien — on peut en être sûrs — la leçon politique à tirer de cet événement ignoble.

Un syndicaliste français<sup>2</sup>, qui venait de s'évader de France et est arrivé à Londres, a dit le 19 novembre qu'« *en quelques jours le président Roosevelt a perdu 75 % de son prestige dans les masses françaises* » du fait de son accord avec Darlan et que « *le peuple français est consterné et indigné* ». On peut le croire.

L'impérialisme anglo-saxon est dans un sens pris à son propre piège. Pour dissimuler ses buts de guerre, il se présente en champion de la liberté contre les

---

1. Le général **Paul Noguès** (1876-1971) était résident général au Maroc depuis 1936, l'amiral **Jean-Paul Esteva** (1880-1951), en Tunisie depuis 1940 et **Yves Chatel**, nommé par Pétain, créature de Darlan, Gouverneur général de l'Algérie.

2. **Yvon Morandat** (1913-1972) était de la CFTC.



nazis. Les crimes hitlériens ont donné un semblant de réalité à cette affirmation aux yeux des masses. Mais tôt ou tard, puisque la guerre n'est pas menée pour la libération mais pour la domination, le mythe démocratique doit craquer et les masses voir la réalité impérialiste. Le « *libérateur* » vient offrir aux peuples le geôlier d'hier.

Le caractère réel de cette guerre va ainsi être révélé petit à petit aux larges masses. Les espoirs se changent en consternation et indignation. Les promesses des deux camps se révèlent des mensonges. Tout va se mettre en place. Quant à nous, nous laissons aux autres la tâche de s'étonner ou de se scandaliser. Notre seule arme contre des adversaires puissamment armés, c'est la vérité. Notre force, c'est que nous nous appuyons sur la réalité sociale. Et ainsi nous pourrons nous féliciter quand les choses apparaîtront dans leur vraie lumière.

L'indignation contre les « démocraties » se tournera inévitablement contre les mouvements qui ont scellé leur destinée politique à l'impérialisme anglo-américain. Cela inclut tous les groupes démocrates pro-alliés, staliniens compris. Dans tous les pays d'Europe, la collaboration avec Darlan, qu'elle soit longue ou courte, est un coup contre ces tendances et facilite grandement le travail des révolutionnaires conséquents, qui n'ont jamais enseigné aux masses à se tourner pour leur salut vers un camp impérialiste ou l'autre. Les avertissements des révolutionnaires sont confirmés, leur autorité ne peut que grandir dans les masses.

En dépit de tous les incidents initiaux, les deux camps prennent des positions de plus en plus symétriques sur la scène historique. Darlan, utilisé à son tour par Hitler et Roosevelt, symbolise cette symétrie. L'« *Ordre nouveau* » d'Hitler a déjà révélé son vide. Des deux côtés de la scène, les masques tombent. Cela veut dire que nous approchons du dernier acte, celui où entrera en scène un nouveau personnage, le prolétariat révolutionnaire.



Marc Loris

## Darlan et les libéraux<sup>1</sup> (décembre 1942)

L'accord de Washington avec l'amiral Darlan en Afrique du Nord <sup>2</sup> a porté un rude coup au mythe de la démocratie qui dissimulait les objectifs réels de cette guerre. Maintenant Darlan le géôlier œuvre avec Eisenhower <sup>3</sup> et Roosevelt à « libérer » la France. Chacun peut voir combien ils ont les mains sales, ceux qui apportent la liberté aux peuples d'Europe. Tous les idéaux démocratiques se sont soudain prostitués à un degré qui semblait impossible à beaucoup il y a seulement quelques semaines.

Et c'est ainsi que l'affaire Darlan a provoqué une grande anxiété dans la caste des grands prêtres qui sont les gardiens professionnels du mythe démocratique : les libéraux américains. Jusqu'à récemment, c'était pour eux le bon temps. Les Nations Unies étaient sur la défensive. Les crimes et conquêtes

---

1. « Darlan and the Liberals », *Fourth International*, janvier 1943, pp. 4-6.

2. Les Alliés avaient débarqué en Afrique du Nord le 8 septembre 1942. Le 13, les Etats-Unis avaient reconnu l'autorité de Darlan, qui lui-même se posait en héritier autorisé de Pétain.

3. **Dwight D. Eisenhower** (1890-1969) était le commandant en chef et il semble que Roosevelt, qui avait eu des réticences, n'ait pas été capable d'argumenter contre lui sur le terrain de l'efficacité militaire où il se plaçait : selon le commandant en chef, seul Darlan pouvait assurer la soumission sans vrais combats de l'Afrique du Nord.

d'Hitler leur permettaient de concocter la légende de la guerre « *antifasciste* ». Qui aurait osé parler de lutte impérialiste devant la croisade de l'« humanité contre la barbarie fasciste » ? Non, c'était clairement une « *guerre du peuple* ». Et même une « *guerre civile internationale* », une « *révolution* ». Il y a moins d'un an, en février dernier, George Soule<sup>1</sup>, un des rédacteurs de *New Republic* nous assurait : « *La Deuxième Guerre mondiale est déjà une révolution* ».

Curieuse révolution dont le premier acte offensif a été de porter au pouvoir Darlan-le-Geôlier ! L'ignoble accord d'Alger a déchiré et fait un grand trou dans le voile sacré de la démocratie avec lequel les grands prêtres du libéralisme essayaient d'habiller les peu agréables réalités de l'impérialisme. Ils ont été surpris. Le 16 novembre, *New Republic* commentait le débarquement qui venait juste de se faire sous le titre « *Nous commençons* » :

« La clique Pétain-Laval-Darlan fera de son mieux pour jouer le jeu de ses maîtres nazis (...) Ce qui est essentiel aujourd'hui, c'est (...) de prouver au peuple français dans son ensemble que le monde pour lequel nous nous battons comporte leur libération ».

Malheureusement pour ce conseil non sollicité, Eisenhower et Roosevelt avaient une autre idée de ce qui était « *essentiel* ».

La semaine suivante, réclamant encore une bonne attitude démocratique en Afrique du Nord, la *New Republic* avertissait : « *Nous sommes en train de dessiner l'image de l'avenir sur le tableau noir de l'histoire* ». Bien. Washington est en train de dessiner l'image de l'avenir selon ses vœux, mais cette image diffère sensiblement du rêve bleu de démocratie peint par *New Republic*. Le tableau de l'avenir peint par Washington comprend aussi des silhouettes comme celles de Darlan, Otto de Habsbourg, Franco, Mannerheim<sup>2</sup> et quelque « *bon* » général ou prince italien.

Devant une telle différence entre le mythe qu'ils ont construit avec zèle et la réalité telle qu'elle est révélée dans la personne de Darlan, les libéraux se sont mis à la recherche d'une explication. Hélas, l'arsenal du libéralisme est plutôt

---

1. **George H. Soule Jr** (1887-1970) était rédacteur en chef de *The New Republic* depuis 1924.

2. **Otto de Habsbourg** (né en 1912), descendant des empereurs austro-hongrois, qui avait offert ses services aux Alliés, le caudillo **Francisco Franco** (1892-1975), l'homme de la guerre civile et **Carl von Mannerheim**, (1857-1951) le bourreau des ouvriers finnois en 1918 étaient tous ménagés par Washington.

vide quand il s'agit d'expliquer les mécanismes de l'impérialisme. La seule bribe d'explication qu'ils ont pu trouver est qu'il s'agit d'une « *erreur* ».

Dès le 14 novembre, *Nation* déclare : « *L'exclusion de la France combattante de l'expédition d'Afrique du Nord était une erreur* ». La semaine suivante, Freda Kirchwey<sup>1</sup> qualifie toute l'affaire d'« *erreur politique coûteuse* » et ne découvre pas moins de trois « *erreurs* » successives. Le 14 décembre, un édito dans *New Republic* nous donne l'explication finale de l'accord avec Darlan, en révélant qu'il « *arrive parfois à Roosevelt de commettre des erreurs* ». Sans doute. Un jour, il se trompe de chaussettes, le lendemain il ne met pas le bon au pouvoir à Alger.

Pourtant l'explication est encore trop creuse pour la *Nation*. Aussi, pour expliquer l'erreur, l'oracle du libéralisme révèle que « *les partisans de l'apaisement n'ont jamais été en majorité au Département d'Etat de 1935 à présent, ils ont pu arracher une série de concessions et de combines qui ont peu à peu affaibli les forces de la résistance démocratique* ». Qui sont ces mystérieux partisans de l'apaisement ? Pourquoi ont-ils été capables d'ankyloser leur volonté ? Que font les grands démocrates de notre gouvernement ? Pourquoi — mais pourquoi poser des questions quand la *Nation* n'a pas de réponse ?

Essayant d'approfondir leur explication superficielle, les libéraux vont avoir à séparer le militaire du politique : « *Ce qui sans doute est apparu comme un expédient militaire raisonnable se révèle une erreur politique coûteuse* », déclare Freda Kirchwey dans *Nation* du 21 novembre. La même distinction est faite et refaite par les libéraux dans leur critique du compromis Darlan. Pourtant la répéter ne la rend pas plus intelligente. Si la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, la politique faite pendant une guerre répond au caractère de la lutte militaire, la classe qui mène le combat, ses buts de guerre, etc. L'accord de Washington avec Darlan n'est pas une « *erreur* », c'est-à-dire un accident, mais correspond au caractère impérialiste de la guerre actuelle.

---

1. **Freda Kirchwey** (1873-1976), dirigeait *The Nation* et avait penché pour la thèse stalinienne des Procès de Moscou.

Puisqu'on ne fait pas la guerre pour la démocratie, il est facile à Washington de prendre Darlan en qualité de premier Quisling<sup>1</sup> et il n'y a pas d'erreur là-dedans.

Dans une polémique contre *New Republic* sur l'accord avec Darlan, le *PM*, dans un langage un peu cru mais très clair, a démontré le vide de la théorie de l'« *erreur politique* ». Dans un langage un peu cru mais très clair, il a démontré le vide de la théorie de l'« *erreur politique* ».

Il écrivait le 3 décembre :

« Hitler et Hirohito<sup>2</sup> sont les grands ennemis de la nation. Nous devons les détruire d'abord. Et en les combattant nous n'avons pas le droit d'être tâtilons avec la politique des autres Nations Unies (ils ne doivent pas l'être non plus avec la nôtre). Nous ne pouvons pas tourner le dos aux Polonais parce que leur gouvernement est tyrannique, brutal, virtuellement aussi antisémite que les Allemands et a participé au dépècement de la Tchécoslovaquie. Nous ne pouvons pas refuser de marcher avec les soldats néerlandais à cause de la manière dont leur nation exploite les Indes orientales et les Indonésiens. Nous soupçons à la même table que Staline, bien que nous désapprouvions le communisme et ses agressions dans la Baltique, nous nous serrons les coudes avec Churchill quoique nous détestions son attitude à l'égard de l'Inde ».

L'accord Darlan est une partie authentique de la guerre telle qu'elle est et pas du tout une « *erreur* ».

## Un avenir sombre — pour les libéraux

Avec une distinction aussi artificielle et creuse entre la bonne mesure militaire et l'« *erreur* » politique, les libéraux ne peuvent rassurer personne, même pas eux-mêmes, quant à la force du mythe démocratique.

Chacune des lignes qu'ils ont tracées au cours des dernières semaines trahit leur inquiétude.

Michael Straight, dans la *New Republic* du 30 novembre, interroge : « *Dans quel esprit le souvenir de 1919 ne souffle-t-il pas comme un vent sec qui souffle le malaise de la peur ?* ». Le 14 décembre, il se plaint une fois de plus : « *Notre ligne est durement attaquée* ». Le 28 novembre, Freda Kirchwey

---

1. Rappelons que Vidkun Quisling était le nazi norvégien placé à la tête du pays par l'occupant allemand. Le mot de « *Quisling* » était devenu un nom commun pour tous les gouvernants fantoches des occupants.

2. **Hirohito** (1901-1989) était l'empereur du Japon.

découvre que l'époque actuelle ne manque pas de « *mauvais présages pour l'avenir de la démocratie* ». Et tous ensemble ils se lamentent : « *quel genre de paix aurions-nous ?* »

Le 30 novembre, dans *New Republic*, sous le titre « L'avertissement », Michael Straight rappelle l'expérience de la dernière guerre. Une expérience bien instructive en vérité et qui vaut d'être rappelée ! Il nous parle des promesses de Woodrow Wilson <sup>1</sup> d'éliminer « *les causes même* » de la guerre, de la façon dont (oui, la même) a salué la nationalisation des chemins de fer en 1917 comme le début d'un ordre social nouveau. Il cite des libéraux anglais et américains, surtout Sidney Webb <sup>2</sup>, qui assuraient aux masses que le vieux monde ne reviendrait jamais, que la paix apporterait à tous abondance et sécurité.

On pourrait penser à les lire qu'on lit les promesses de leurs successeurs d'aujourd'hui. La seule différence est que cette vision démocratique de l'avenir était plus audacieuse, plus fraîche, plus claire en 1917-18 qu'aujourd'hui. C'est facile à comprendre. L'époque de l'entre-deux guerres nous a apporté des réalités plutôt dures et les libéraux d'aujourd'hui ont la tâche ingrate de faire réchauffer un poisson depuis longtemps refroidi. Après avoir fait la tâche utile de rappeler ce morceau d'histoire, Michael Straight n'a rien de plus à dire. Comme un animal effrayé, il voit le danger mais ne peut pas agir, il se tait. Pas un seul libéral pour proposer un meilleur remède.

Freda Kirchwey nous dit dans *Nation* du 28 novembre que, pour éviter l'« *erreur Darlan* », il aurait dû y avoir un « *Conseil politique inter-alliés* ». Si un tel conseil avait existé maintenant, on n'aurait pas fait l'« *erreur Darlan* ». Qui aurait nommé ce conseil ? Apparemment les hommes d'Etat qui ont fait l'accord avec Darlan, et les moindres hommes d'Etat qui ont subi passivement leur volonté. Tout le monde peut voir la valeur du remède.

La même Freda Kirchwey essaie de remettre Roosevelt dans le droit chemin de la démocratie. « *M. Roosevelt est dans la nécessité de récupérer ce qu'il a perdu. Il doit prendre les risques d'une contre-offensive contre les réactionnaires qui l'ont obligé à reculer* » Mais que faire si M. Roosevelt n'a rien à faire d'être tellement « *forcé à reculer* » par les réactionnaires ?

---

1. **Woodrow Wilson** (1856-1924), président démocrate des EU, assure l'entrée des EU en guerre et présente les 14 points pour une « *paix démocratique* ».

2. **Sydney Webb** (1859-1947), théoricien réformiste, « *fabien* ».

Non, il doit y avoir une solution plus radicale. C'est la *New Republic* qui nous la propose. Le 30 novembre, un édito a lancé ce cri de guerre : « *Libéraux, soyez forts !* ». Deux semaines plus tard : « *Libéraux, unissez-vous et agissez* ». Hélas, qui ne sait aujourd'hui qu'un libéral fort, c'est une *contradictio in adjecto*, quelque chose comme un cercle carré ? La *New Republic* dit aux libéraux d'agir, mais elle se garde bien de leur dire ce que pourrait être cette action.

### **Le contenu réel de la querelle**

L'embarras des libéraux est facile à comprendre si on se souvient de leur position sur la guerre. Ils étaient pour la guerre mais ils voulaient une guerre « *propre* », suivie d'une « *bonne* » paix. Mais si la guerre n'est pas si « *propre* » et que la future paix même, aujourd'hui ne paraît pas si « *bonne* », il leur faut, qu'ils le veuillent ou non, avaler tout ce qui va avec elle, parce qu'ils ne peuvent pas arrêter de la soutenir.

L'impuissance des libéraux découle de leur acceptation de la guerre et ils se retrouvent dans l'impasse chaque fois qu'ils essaient de critiquer une action anti-démocratique. C'est particulièrement clair dans l'affaire Darlan.

Dans *Nation* du 21 novembre, Freda Kirchwey écrit : « *Il y avait des raisons d'utiliser Darlan. Aucun officiel français n'en sait autant sur les installations militaires et navales en Afrique de Bizerte à Tunis et ce sont des services qui valent cher* ». Dans le même sens, un édito de *New Republic* affirme le 30 novembre : « *Accepter temporairement l'amiral Darlan était sans doute sage* ». Cette dernière phrase résonne comme la déclaration de Roosevelt selon laquelle l'accord avec Darlan « *est temporaire* ». Mais alors quelle est la divergence entre les libéraux et le gouvernement ? Et de quoi ont-ils peur ?

Leurs écrits au cours des dernières semaines répondent avec précision à cette question. Michael Straight écrit dans *PM* du 3 décembre :

« Notre gouvernement libéral est de nouveau en danger de tant sacrifier de son esprit essentiel qu'il perd la base de ses plus chauds partisans : les ouvriers, les farmers progressistes, les Nègres et autres groupes ».

Et il continue :



« Si le mouvement libéral perd son cœur du fait d'un trop grand découragement, alors la base, bien qu'elle préfère le Président, ne lui accordera pas le soutien enthousiaste qui seul peut sauver le New Deal ».

On peut douter de ce qui reste du New Deal, mais le raisonnement de Michael Straight est clair : si Roosevelt conclut encore beaucoup d'accords Darlan, « *la base* » cherchera d'autres moyens. Mais puisque cet accord était sans doute « *un geste sage* », que pouvons « *nous* » faire, sinon demander au Président de respecter un petit peu plus à l'avenir les formes démocratiques, pour ne pas trop « *décourager la base* » ?

Le 30 novembre, *New Republic* révèle la vraie raison de son malaise en écrivant :

« On nous dit maintenant que nous pouvons vaincre sans avoir recours à toutes les sensibleries sur « *la guerre du peuple* ». Comme la véritable raison d'être des libéraux, ce sont les sensibleries, on peut facilement comprendre leur anxiété. Dans la distribution des rôles de guerre, on leur a donné le département du camouflage et ils se sont vaillamment appliqués à peindre des canevas intitulé « *guerre pour la démocratie* », « *guerre du peuple* », etc. Mais si une armée se camoufle pendant les préparatifs, elle doit inévitablement apparaître sans camouflage quand elle attaque. Ainsi, dans la première offensive de grande envergure de la part des Etats-Unis, il fallait rejeter une partie du camouflage démocratique pour installer Darlan. Les spécialistes du camouflage sont troublés ; se pourrait-il qu'on n'ait plus besoin de nous qui avons travaillé si dur ? »

L'un de ces spécialistes du camouflage a même donné un avertissement à ses patrons. Voyons, c'est très utile, le camouflage, et il est dangereux de l'abandonner entièrement si tôt. Son nom est Alvarez del Vayo<sup>1</sup>, ancien dirigeant républicain espagnol, qui écrit dans *Nation* du 5 décembre :

« Cette guerre n'est pas encore terminée. Les troupes alliées ne sont pas encore en train d'approcher des frontières allemandes. Le moment n'est pas encore arrivé où les techniciens de la diplomatie et les professionnels de la politique peuvent hausser cyniquement les épaules comme unique réponse à la déception populaire. Il y a devant nous de graves crises dans lesquelles on aura besoin du peuple aussi bien que de tout le matériel que peuvent produire les Nations Unies. Quant au peuple, il n'existe aucun Darlan, même hôte occasionnel des démocraties, qui puisse garder vivant son enthousiasme et lui rendre la confiance ».

---

1. **Julio Alvarez del Vayo** (1892-1971), journaliste espagnol, d'abord socialiste, puis secrètement communiste.

Telle est la position des libéraux dans leur hideuse servilité : attention au matériel humain qu'on appelle le peuple, MM. les hommes d'Etat, et ne nous rendez pas plus difficile notre tâche qui est de le conserver prêt à servir pour vous servir. Le moment n'est pas encore venu où vous pouvez le décevoir trop.



Washington est en train de nous démontrer — non, bien sûr par les discours du Vice-Président Henry Wallace <sup>1</sup>, mais par des faits patents, simples et évidents — que cette guerre est une guerre impérialiste. Pas seulement la guerre, mais la paix qui la suivra sera une paix impérialiste — si Washington se fraie sa route.

Les libéraux ont essayé de présenter cette guerre comme « *une guerre pour la liberté et la démocratie* », et même comme une « *guerre civile internationale* » contre le nazisme. En fait, selon eux, elle continue et développe la lutte contre le fascisme, qui a commencé avec la Guerre civile espagnole. Nous, marxistes, nous répondons très simplement à ce sophisme. La guerre d'Espagne était essentiellement la guerre de plusieurs classes dans le cadre d'une nation, tandis que les belligérants dans la guerre actuelle appartiennent à la bourgeoisie impérialiste. Ils ne luttent pas pour la liberté dans le monde. Avec le développement de la guerre, cette simple vérité apparaît de plus en plus clairement. Les sensibleries libérales ne peuvent plus le cacher désormais. C'est la raison de leur désespoir. C'est la raison de notre espoir.

---

1. **Henry Wallace** (1888-1965), secrétaire à l'agriculture, puis vice-président de Roosevelt, fut le leader « *progressiste* » ami de l'URSS pendant la Guerre froide.

**Marc Loris**

## **Le conflit entre de Gaulle et Giraud <sup>1</sup>** **(juillet 1943)**

Il faut suivre de très près les événements d'Alger. Nous assistons là à un regroupement politique de la bourgeoisie française. Les difficultés qui apparaissent dans ce processus nous enseignent beaucoup sur l'avenir de l'Europe.

Ecrasée militairement en juin 1940, la bourgeoisie française, sous la direction du gouvernement Pétain, s'est engagée dans la voie de la « *collaboration* ». mais avec les difficultés militaires allemandes, cette voie l'a conduite dans une impasse et le gouvernement de Vichy n'a aucune perspective d'avenir à offrir. La bourgeoisie française atomisée doit se regrouper autour d'un nouveau centre politique.

Un pas important dans cette renaissance politique de la bourgeoisie française a été la formation à Alger, le 8 juin, après de longues négociations entre Giraud et de Gaulle du Comité français de Libération nationale (CFLN). Il est vrai que ce nouveau régime n'est pas apparu dans la France proprement dite, mais dans les conditions très particulières du milieu colonial. L'histoire de sa formation donne néanmoins, dans une certaine mesure, des indications

---

1. « The Giraud-de Gaulle Dispute », *Fourth International*, juillet 1943, pp. 199-202. Sur Giraud, cf. 105.

importantes pour prévoir ce qui va arriver dans les pays d'Europe après l'effondrement de la domination nazie. Bien que déformé par les conditions coloniales, ce tableau, si nous savons le déchiffrer, sera d'une grande utilité pour la détermination de nos perspectives politiques.

En décembre, Giraud a succédé à Darlan assassiné, à qui Washington avait confié le travail de « libérer » la France. Darlan avait tout fait pour rester fidèle à la légalité de Vichy. Sous son régime, toute l'administration installée par Vichy est restée en place. Il n'y a eu aucun changement quand Giraud l'a remplacé.

### **La faiblesse de Giraud**

Le programme de Giraud n'avait ostensiblement qu'un caractère militaire : collaborer avec les Alliés pour la défaite de l'Allemagne. Son unique mot d'ordre politique était négatif : « *fin des luttes de clans* ». Les raisons en étaient évidentes. Outre Washington, le principal soutien de Giraud était et reste encore les cadres supérieurs et moyens de l'armée française en Afrique du Nord. Ces cadres ont soutenu activement ou toléré passivement le gouvernement de Vichy. Ils n'avaient rien à offrir au peuple de France pour l'avenir, sauf un gouvernement aussi réactionnaire que celui de Darlan. Ils ne pouvaient guère faire de bruit autour de ce programme. En outre, leur plus grand désir était que tout un chacun oublie le passé récent de la « *collaboration* » dans lequel ils ont tous été plus ou moins impliqués. D'où le soin avec lequel ils ont évité la plus anodine discussion politique. Giraud a exprimé sa tardive modestie dans le mot d'ordre : « *Un seul but : la victoire* ».

Jusqu'où a subsisté l'influence de Vichy dans l'administration Giraud, on peut en juger par ces quelques lignes enfouies sans commentaire dans les pages du *New York Times* du 7 juin rapportant de Casablanca que la Banque du Maroc avait essayé d'envoyer en France occupée presque 7 millions et demi de dollars d'or en février dernier, cela quatre mois avant le débarquement américain. Et n'oublions pas que la Banque du Maroc est une institution officielle aux mains de l'administration française.

L'accord de Washington avec Darlan lui a valu de perdre beaucoup de la sympathie qui existait pour les Alliés : la population nord-africaine est tombée dans l'apathie, la méfiance et le cynisme. A la recherche du soutien populaire, Giraud a été obligé de sacrifier quelques-uns des administrateurs les plus

compromis et de faire quelques discours sur « *la démocratie* » et « *la République* ». Cela n'a pas changé grand chose comme on l'a vu dans le cas des Juifs d'Algérie que Giraud a privé de leurs droits de citoyens français. Cependant ces gestes ont donné à Washington une sorte de réponse à ceux qui critiquaient la politique américaine vis-à-vis de Darlan. Giraud était en fait présenté comme un grand démocrate.

Cependant Giraud, nouveau venu en politique, ne pouvait pas faire cela bien. Son masque « *démocratique* » ne put dissimuler qu'il aspirait à jouer les Bonaparte. Dans un discours à Constantine le 15 avril, il déclara :

« A cette époque (quand l'Allemagne sera vaincue), 40 millions de Français diront ce qu'ils veulent, mais je ne veux pas revivre les folies qui nous ont conduits à la catastrophe de 1940 ».

Les « *folies* », c'est le soulèvement révolutionnaire des travailleurs français. La construction même de cette phrase sent son bonapartisme : « *mais je ne veux pas...* ».

Le régime Giraud en Afrique du Nord restait très précaire. Ses partisans solides étaient compromis par leur passé ; leur seul programme était de se tenir tranquilles. Le timide renouveau de la vie politique amena la croissance d'un mouvement gaulliste. L'information qui nous vient d'Afrique du Nord, en-dehors des comptes rendus officiels, reste encore peu abondante. Néanmoins le cas de la Tunisie nous permet de juger assez bien de l'état des choses. Quand les troupes alliées ont pénétré dans les villes tunisiennes, les dépêches de presse étaient unanimes à dire que le sentiment populaire était beaucoup plus favorable à de Gaulle alors que le prestige de Giraud était nul. Quand de Gaulle arriva à Alger le 30 mai, tous les emblèmes gaullistes étaient déployés en abondance par la foule, alors même que Giraud les avait par décret interdits quelques jours auparavant. « *Même les soldats et les policiers arboraient l'emblème de la France combattante* », rapporte l'American Press.

Le gaullisme représente des aspirations très diverses et vagues. Commencant comme une opposition purement nationale-militaire à Vichy, il s'est développé, spécialement à travers ses liens avec le mouvement clandestin, vers un programme démocrate de gauche. Car Washington et Londres ont insisté aussi longtemps que possible sur un contrôle exclusif de l'Algérie par Giraud. Mais, pour éviter un clivage politique qui ne cessait de s'aggraver, Giraud et,

derrière lui, Washington et Londres, ont estimé qu'il convenait d'inclure de Gaulle dans le gouvernement d'Afrique du Nord.

### **Les questions en discussion**

Les discussions entre les deux généraux ont commencé avec la question de la nature réelle du nouveau pouvoir. Giraud avait nommé son régime « *Haut Commandement civil et militaire* », révélant ainsi son caractère essentiellement militaire. De Gaulle exigea la création d'un pouvoir politique indépendant du commandement militaire. Dans la situation de la bourgeoisie française, le poids spécifique d'un tel pouvoir politique ne pouvait être que faible. Mais, même ainsi, cela ennuyait beaucoup Giraud. Il rejeta toute idée d'un pouvoir politique distinct du commandement militaire et s'empressa d'annoncer que de Gaulle voulait imposer au peuple de France un gouvernement tout fait. Washington et la presse américaine firent écho à cette accusation. Que les objectifs de de Gaulle dans la France de demain soient très éloignés de la démocratie véritable, c'est très vraisemblable. Mais il était comique de voir que la démocratie devenait soudain le souci principal de l'apprenti-Bonaparte Giraud.

Les discussions entre Giraud et de Gaulle, de mars à la fin mai, furent centrées autour de la question de savoir si le nouveau régime serait simplement un « haut commandement » ou bien un organisme politique. Au programme de de Gaulle de restauration de la légalité républicaine, Giraud ne pouvait opposer qu'un programme négatif, garder le silence sur un passé trop compromettant pour la majorité de ses partisans. C'est pourquoi il se trouva dans une situation très difficile dans ces discussions et dut entreprendre de lutter sur des points où il était pourtant battu d'avance.

Un petit épisode illumine ainsi toutes les négociations. Fin avril, Giraud proposa à de Gaulle une rencontre dans un lieu isolé, loin d'Alger, de toute évidence par crainte de manifestations populaires. De Gaulle insista sur Alger et, à la mi-mai, dans une réponse insultante à Giraud, assura que de Gaulle était tout à fait capable d'assurer l'ordre dans la capitale de Giraud. Fin mai, sous les ovations des masses, de Gaulle fit son entrée dans Alger.

Le résultat des négociations fut une grave défaite pour Giraud. Un pouvoir politique central fut constitué le 3 juin concordant pour l'essentiel avec le plan originel de de Gaulle. La situation des partisans les plus compromis de Giraud

devenait intenable. Peyrouton, ancien ministre de Pétain, persécuteur en France de l'opposition, amené par les Alliés de son ambassade en Argentine, sur le conseil de Darlan, pour gouverner l'Algérie, dûit démissionner. Bergeret, ancien ministre de Vichy<sup>1</sup>, adjoint très proche de Giraud, fut renvoyé. Noguès, gouverneur du Maroc, fidèle de Pétain, que Washington insistait pour garder car « administrateur capable », dûit finalement démissionner fin juin.

Giraud restait dans un isolement tel que les Britanniques, cherchant des figures pour rehausser le prestige de sa fraction, sortirent de France le vieux et décrépît réactionnaire, le général Georges<sup>2</sup>. Les autres adjoints de Giraud dans le nouveau Comité étaient des représentants directs du monde des affaires : le magnat des chemins de fer René Mayer, et les financiers Couve de Murville et Jean Monnet<sup>3</sup>.

La victoire de de Gaulle, bien qu'importante, révéla bientôt ses limites quand la question se posa du contrôle sur l'armée. De Gaulle avait insisté avec succès pour la formation d'un pouvoir politique, mais il se posa alors la question de la subordination du pouvoir militaire au pouvoir politique

Il n'est pas douteux que Giraud n'avait pas abandonné Peyrouton et Noguès d'un cœur léger, mais c'était après tout une concession inévitable. La question du contrôle de l'armée était d'une tout autre envergure. Là, il s'agissait de la source même du pouvoir de Giraud. Aussi y eut-il une crise dès que de Gaulle posa la question.

Des rumeurs d'un coup de force gaulliste coururent Alger. Une dépêche dans le *New York Times* du 3 juin nous informe que :

---

1. **Raoul (ou Jean-Pierre ?) Bergeret**, général d'aviation, réputé d'Action française, créature de Darlan, qui en fit un secrétaire d'Etat, puis ministre de l'Air à Vichy, ministre de l'Intérieur à Alger.

2. Le général **Joseph Georges** (1875-1951) fut un proche collaborateur de Pétain, de Gamelin, puis de Giraud.

3. **René Mayer** (1875-1972) avait été un des promoteurs de la SNCF en 1937. Sous la IVe République, député radical, il fut ministre des Finances, de la Justice, et président du conseil en 1953. **Maurice Couve de Murville** (né en 1906), inspecteur des finances et directeur des échanges économiques au ministère des affaires étrangères à Vichy, fit une belle carrière politique comme... gaulliste. **Jean Monnet** (1888-1979), fabricant de cognac et père de l'Europe, avait travaillé à Washington au Victory Program de Roosevelt.

« La lutte fractionnelle au cours des 24 heures qui ont précédé la réunion d'aujourd'hui du comité, a été suffisamment vigoureuse pour que le général Giraud fasse doubler la garde autour de sa station de radio. Tard dans la nuit dernière, un tank français roula avec fracas sur le terrain de sa résidence ».

Le 4 juin, l'OWI (Office of War Information) publia une déclaration au nom de son chef Elmer Davies, dénonçant les « *médiocres manœuvres politiciennes* » des gaullistes et allant jusqu'à dire qu'ils ne valaient pas mieux que les gens de Vichy, les Noguès, Peyrouton, etc. Cette déclaration officielle ne fut indubitablement qu'un petit signe public d'actions plus substantielles des représentants de Washington à Alger. Pendant des semaines, la crise se poursuivit au Comité avec des menaces de démission de de Gaulle. Il n'avait pas assez de forces militaires pour tenter un coup d'Etat et se serait en outre immédiatement heurté à l'opposition des Anglo-Saxons. Par ailleurs, Giraud ne pouvait pas rompre avec le mouvement gaulliste sans discréditer sérieusement son régime et sans porter un grand coup au prestige des Alliés dans le mouvement clandestin en France. Ainsi le nouveau régime mène-t-il et mènera-t-il sans doute pour quelque temps une existence chaotique de compromis instables.

Le premier de ces compromis a été la division du commandement des armées françaises décidée par le Comité national du 22 juin. Giraud a gardé le commandement des troupes dans la zone stratégiquement importante de l'Afrique du Nord et de la région de Dakar. Les forces bien moins nombreuses et très dispersées dans les autres colonies sont sous le contrôle de de Gaulle. On ne cache pas que Washington ne permettrait pas d'interférence avec le commandement par Giraud des forces françaises en Afrique du Nord. Et à Dakar.

### **Les Alliés et le problème français**

On a souvent dit que le conflit entre de Gaulle et Giraud reflétait la friction anglo-américaine. Il n'y a qu'un petit grain de vérité dans cette interprétation. Avant le débarquement en Afrique du Nord, Londres, à la différence de Washington, était entrée directement en conflit militaire avec Vichy (Mers-el-Kébir, Madagascar, Syrie) et avait été ainsi amenée à soutenir directement de Gaulle. Mais après l'occupation de l'Afrique du Nord par les Anglo-Américains,



et une fois Darlan éliminé, il apparut qu'il y avait un accord étroit entre Washington et Londres pour utiliser Giraud. Ainsi, à la conférence de Casablanca entre Roosevelt et Churchill à la fin de janvier, il devint clair qu'ils avaient décidé de mettre de Gaulle au placard pour une période indéfinie et que le soutien de Londres et de Washington allait entièrement à Giraud. Peyrouton<sup>1</sup> fut amené en Algérie, alors que Roosevelt et Churchill y étaient encore.

Ainsi la défaite de Giraud, quand il dû finalement recevoir de Gaulle à Alger et accepter la formation d'un organisme politique commun, fut aussi une défaite pour la diplomatie anglo-américaine. Un signe particulièrement clair en est le ridicule rancunier que l'administration et la presse américaines ont essayé de jeter tout au long sur les négociations. Le ton fut donné par un officiel anonyme à Washington qui fut cité dans la presse comme ayant caractérisé toute l'affaire comme « *une farce* ».

Il y a dans cette situation une leçon importante. Les Etats-Unis, maintenant, dominent militairement l'Afrique du Nord plus qu'ils ne peuvent espérer dominer un jour l'Europe. Néanmoins leur incapacité à stabiliser cette domination a été rendue évidente par les événements d'Alger. La faiblesse de Giraud devant de Gaulle, c'est celle de Washington, et les événements d'Alger, à une échelle réduite, nous aident à prévoir à quel degré d'instabilité serait une *pax americana* mondiale, même soutenue par des centaines d'avions.

Dans le numéro de *Fourth International* de décembre 1942, j'écrivais : « *Le patriotisme militant du mouvement de Gaulle risquera d'entrer en conflit à un moment ou un autre avec les intérêts américains* ». Ce n'était à l'époque qu'une hypothèse, que les derniers événements ont vérifiée.

Les forces anglo-américaines en Afrique du Nord, même si c'est « *amicalement* », sont des forces d'occupation. Elles disposent, entre autres, du droit de réquisition, du libre usage des ports et des voies de communication. Elles logent leurs soldats chez l'habitant par des « *billets* », et nous pouvons imaginer facilement qu'il en découle bien des incidents quotidiens. Pendant la première période des combats en Tunisie, les troupes françaises ont été précipitamment envoyées contre les Allemands sans équipement militaire moderne. Sur un peu moins de 65 000 hommes, 10 000 ont été tués et 30 000

---

1. Marcel Peyrouton avait été envoyé comme ambassadeur à Buenos-Aires par Vichy. Darlan obtint des Alliés sa venue à Alger où il arriva en janvier 1943.

environ sont prisonniers ou blessés — tels sont les chiffres officiels de Giraud. De tels faits peuvent nourrir la « *colère* » contre des « *amis* ». Finalement, derrière tous ces incidents il y a la question fondamentale de l'avenir de la France, de sa puissance en Europe, de sa place dans les négociations de paix et du destin de son empire colonial.

En contraste avec la docile servilité de Giraud, de Gaulle a fait son capital de cette situation et en tire maintenant des intérêts sous la forme d'une influence grandissante. Dès le 1<sup>er</sup> juin, le lendemain de l'arrivée de de Gaulle à Alger, le correspondant du *New York Times* câblait :

« Le point souligné par le général de Gaulle, c'est la réaffirmation de la souveraineté de la France dans tout son empire, une procédure qui aurait pour résultats bien des difficultés pour les Alliés ».

Le 4 juin, le correspondant de Washington du même journal décrivait l'« *indulgence* » condescendante avec laquelle le milieu officiel de la capitale américaine considérait les événements d'Alger et ajoutait :

« On a noté que le général de Gaulle, selon les dépêches d'Alger, semble désirer affirmer la totale souveraineté française en prenant le contrôle des ports et des communications des mains des Alliés et on indique que cette suggestion ne serait pas prise au sérieux, car elle irait bien au-delà des limites de l'indulgence mentionnée, comme le général de Gaulle le sait bien ».

Le 21 juin, le correspondant du *New York Times* indiquait avec quelque détail les raisons de l'inquiétude de Washington !

« Dans l'intervalle, des rapports de multiples sources disent que, selon de récents voyageurs à Alger, le chef de la France combattante a acquis une influence importante en Afrique du Nord, spécialement dans la jeunesse, dont l'intense nationalisme montre plus d'une trace de xénophobie. Un Français disait que bien des officiers au-dessous du grade de commandant, étaient gaullistes :

“Le général de Gaulle [a gagné] l'ardent soutien de nombreux jeunes. Il fait appel à leur nationalisme, d'autant plus sensible du fait de la défaite et de l'humiliation de la France, dit-on ici. Il leur dit que le général Giraud et ses collaborateurs sont des fantoches des Alliés, que la France est traitée plus mal que le Luxembourg alors que son armée combat avec les Alliés, qu'il n'y a pas de drapeau français parmi ceux des Nations Unies, qu'aucun gouvernement français n'est représenté dans leurs conseils, qu'il n'y a même pas en Afrique du Nord une souveraineté française totale. Ils impliquent ainsi que la France est humiliée par les Alliés comme par les Allemands” ».

Le lendemain, 22 juin, le même correspondant revenait sur le même sujet, extrêmement important non seulement pour la France mais pour toute la politique d'après-guerre des Etats-Unis :

« Il y a six mois, la controverse politique sur la France était dans une large mesure anglo-américaine puisque Londres et Washington soutenaient en effet deux candidats français différents à la direction. On tend aujourd'hui vers un autre alignement : anglo-américains d'un côté et un nationalisme français résurgent de l'autre. Personne ne représente ce nationalisme aussi bien que le général de Gaulle. Il a pris une position très indépendante à l'égard des Britanniques bien qu'ils l'aient largement financé et aidé à équiper ses forces combattantes. Récemment il est apparu dans le rôle du champion des droits français contre aussi bien les Anglais que les Américains. Ce nationalisme ressuscité, selon tous les témoignages d'ici, a pénétré aussi les rangs des partisans du général Giraud, dont quelques-uns ont été très impressionnés par le général de Gaulle après l'avoir rencontré à Alger et l'avoir entendu parler.

Ce nationalisme inspire particulièrement la jeunesse [...] Il constitue une réaction à l'espoir renouvelé de libération de la France et au ressentiment contre les libérateurs pour être apparus comme s'ingérant dans les affaires françaises. Les Alliés doivent tenir compte de ce sentiment en Afrique du Nord et en France, selon l'opinion de certains observateurs connaissant bien la France ».

A la lumière de ces faits, on peut poser la question de savoir dans lequel de ces deux camps on peut trouver la partie de la bourgeoisie française qui a abandonné la perspective de « *collaboration* » avec Hitler. Ne serait-ce pas avec de Gaulle qui représente le plus intransigeant nationalisme bourgeois ? Apparemment non, si on en juge par le caractère des trois principaux assistants de Giraud : René Mayer, Couve de Murville et Jean Monnet, tous trois représentants du Grand Capital. Cela indique que la grande bourgeoisie tend encore à se regrouper politiquement autour de Giraud, c'est-à-dire à s'appuyer totalement sur Londres et Washington. Economiquement affaiblie par la défaite militaire de juin 1940 et politiquement discréditée par sa période de « *collaboration* » avec Hitler, la bourgeoisie française, en tout cas ses porte-parole à Alger, ressent encore son extrême faiblesse. Sa collaboration présente a les mêmes raisons que celle, passée, avec Hitler. Ils n'ont pas confiance dans la restauration par leurs propres moyens de leur domination sur les masses françaises.

Le soutien le plus sûr pour Giraud, ce sont les chefs de cette armée discréditée par son incompétence militaire de vieille école, et compromise par sa période de Vichy. Ils n'ont qu'hostilité pour de Gaulle, qui, lorsqu'il était un jeune colonel, avait osé opposer à leurs idées séniles sa théorie moderne de la guerre mécanisée, qui rompit la discipline de l'armée pour rejoindre Londres et attaquer Vichy. Ces cadres sont les plus sûrs soutiens de Giraud.

Le mouvement gaulliste en Afrique du Nord est beaucoup plus différencié et inclut sans aucun doute diverses tendances qui divergeront rapidement quand la vie politique deviendra plus active. Sur la base d'un patriotisme intransigeant, de Gaulle tient ensemble les cadres inférieurs de l'armée, la jeunesse, les étudiants, la petite bourgeoisie « *de gauche* ». Il est difficile de dire si cette influence s'exerce sur les ouvriers, mais il a le soutien des staliniens.

La querelle entre Giraud et de Gaulle nous montre combien il est difficile pour une classe dirigeante, qui a été militairement écrasée, de recréer son unité politique. La politique de « *collaboration* » a brisé l'axe national traditionnel de la bourgeoisie française et créé des divisions qu'on ne fera pas aisément disparaître. Finalement la nouvelle « *collaboration* » avec Washington a engendré de nouveaux conflits. Le groupe Giraud, le plus servile avec Washington, perd très rapidement du terrain au profit de de Gaulle, qui est ainsi encouragé à se porter en avant au secours des intérêts de la bourgeoisie française menacée par Londres et Washington. C'est là la leçon politique la plus importante des événements d'Alger. Non, la défaite d'Hitler ne semble pas vraiment promettre de ramener cohésion et stabilité aux classes dirigeantes.

**Marc Loris**

## **Mésaventures politiques de la bourgeoisie française <sup>1</sup>**

**(décembre 1943)**

La défaite militaire de la France a été suivie d'un développement politique notablement différent de celui des autres pays envahis par l'impérialisme allemand. Alors que les gouvernements hollandais et norvégiens transportaient simplement leur mobilier de La Haye et Oslo à Londres, le gouvernement français s'effondra, son essai de se rendre en Afrique du Nord pour continuer la guerre échoua et il céda la place à un nouveau régime.

### **Le gouvernement de Vichy**

Dans les autres pays occupés par les Allemands, les places occupées par les gouvernements émigrés à Londres furent prises soit par des satrapes hitlériens ou des aventuriers politiques du pays — les Quisling et Mussert. Autour de ces derniers se rassemblèrent tous ceux qui espéraient tirer profit de la victoire allemande. Cependant les Quisling n'ont jamais pu prétendre à

---

1. «Political Misadventures of the French Bourgeoisie», *Fourth International*, janvier 1943, pp. 83-88.

représenter plus qu'une minorité des classes possédantes et devinrent de simples Gauleiter.

En France, en juillet 1940, les députés et les sénateurs, gardiens sacrés de la IIIe République, remirent le pouvoir aux mains de Pétain-Weygand-Laval, à Vichy. La nouvelle bande était un instrument politique, non d'une minorité mais de la grande majorité des classes possédantes de France. Ayant perdu tout espoir d'une victoire anglaise et ne pensant à rien de plus qu'à sauver ce qu'elle pouvait par la « *collaboration* », la bourgeoisie abandonna la lutte contre l'impérialisme allemand. L'instrument de cette politique fut le gouvernement de Vichy. Les aventuriers fascistes comme Doriot et autres ne reçurent pas le pouvoir, à la différence de Quisling, mais furent réduits à un rôle subalterne : dans les mains des chefs allemands, ils devinrent un moyen de pression auxiliaire sur Vichy.

La cause de ce développement spécial en France doit avant tout être cherchée dans son histoire politique pendant les années d'avant-guerre. Février 1934 avait marqué la rupture de la stabilité politique en France, la polarisation du pays entre deux camps opposés et annoncé la fin du régime démocratique. L'offensive révolutionnaire de 1936 fut incapable d'obtenir une conclusion victorieuse, du fait de l'échec de la direction ouvrière (Blum, Jouhaux, Thorez). Après la défaite du tournant à gauche, le centre de gravité politique commença à se déplacer peu à peu vers la droite. Daladier, la veille encore héros du Front populaire, gouvernait de plus en plus par décrets-lois. On avait évité la crise révolutionnaire, mais aucun problème fondamental n'était résolu. Chaque classe de la société était dressée contre les autres.

Expliquée en grande partie par ces développements politiques, la débâcle militaire ébranla la bourgeoisie française qui était encore toute tremblante de la crise révolutionnaire et ne se préoccupait que de consolider une fois de plus son emprise sur le pays. Il apparaît dès lors clairement que, du point de vue de l'impérialisme français, la décision juste aurait été de continuer la guerre contre l'Allemagne en juillet 1940 d'Alger ou de Londres, avec toutes les ressources de ses colonies et sa Flotte intacte. Cependant l'erreur des gens de Vichy ne fut pas seulement une erreur technique d'appréciation des forces militaires en présence, mais fut déterminée par une nécessité politique bien plus profonde.

Pour pouvoir continuer la lutte, la bourgeoisie française aurait eu besoin de confiance en soi et d'une cohésion politique bien au-delà de ses forces. A peine

sortie de la crise révolutionnaire, politiquement divisée, sans perspectives du lendemain, elle vit dans une entente avec Hitler la décision la plus sûre pour le moment. Ainsi naquit le régime de Vichy, qu'on ne peut attribuer ni à une erreur de calcul ni à une « *trahison* » comme beaucoup voudraient nous le faire croire.

Vichy elle-même comprit ce déterminisme mieux que tous les bavards de gauche, staliniens compris, qui criaient à la trahison. Un appel gouvernemental de juillet 1940 expliquait l'évolution politique du gouvernement Daladier de la démocratie parlementaire au semi-bonapartisme.

« Tout signalait de façon criante l'impuissance du régime qui ne pouvait se maintenir qu'en se reniant à travers ses décrets-lois. Ainsi faisait-il son chemin, à chaque pas, vers une révolution politique que la guerre et la défaite n'ont fait que hâter ».

Après la défaite de l'offensive révolutionnaire, l'impuissance des démocrates menait inéluctablement au bonapartisme. La défaite militaire accéléra le processus et donna, bien entendu, quelques traits spécifiques au nouveau régime.

## **Le gaullisme**

Alors que tout semblait perdu sur le champ de bataille, un jeune général, Charles de Gaulle, jusque là totalement inconnu en dehors des milieux militaires, diffusa de Londres un appel à continuer la guerre. Il n'eut aucun écho dans les milieux dirigeants, à droite comme à gauche et, au début, semble-t-il, ne fit que peu d'impression sur les larges couches de la population. Autour de lui se rassemblèrent quelques militaires de carrière, généralement officiers du rang, et des administrateurs coloniaux, généralement des colonies les plus pauvres et les plus éloignées de la métropole. La médiocre réception qu'eut de Gaulle au début suffit à elle seule à réfuter la thèse selon laquelle Vichy était le résultat du complot de quelques traîtres et non le produit de courants politiques profonds.

Le mouvement gaulliste prétendit au départ être indifférent à la politique, son but unique étant de continuer la guerre du côté anglais. De Gaulle, dit-on, avait des sympathies royalistes, mais ce fait ne joua aucun rôle dans le développement de ce mouvement, d'autant plus à partir du moment où les dirigeants royalistes français se rallièrent à la politique de collaboration avec l'Allemagne. Les chefs gaullistes étaient avant tout des militaires, avec le mépris

de « la politique » habituel chez les gens de leur caste. C'était là l'unique coloration politique à l'origine du mouvement gaulliste.

Mais bientôt survint un changement. Vichy n'était pas seulement un mouvement de collaboration avec l'Allemagne, mais aussi un gouvernement de réaction politique. Les libertés démocratiques furent supprimées. Comme il arrive souvent dans un conflit, la position prise par un des adversaires détermine souvent celle que doit prendre l'autre. Vichy combina le collaborationnisme pro-allemand et la politique dictatoriale. Le mouvement gaulliste, champion de la lutte patriotique anti-allemande eut bientôt à s'opposer à Vichy sur le terrain de la politique intérieure également.

Cette évolution fut grandement accélérée par le mouvement de résistance en France proprement dite, auquel le poids de l'oppression nazie donna naissance, après des mois de découragement et d'apathie. Ce mouvement, du fait de la difficulté des circonstances et aussi d'une politique délibérée des staliniens, resta à un niveau politique plutôt bas, car le fait que l'oppression avait sa source dans une puissance étrangère rendait facile pour les staliniens et les groupes petits-bourgeois de l'orienter dans les canaux du nationalisme. Néanmoins le soutien à ce mouvement provint essentiellement des masses ouvrières et plus de celles des villes. On peut dire que le gros des forces qui soutinrent la résistance est le même qui a soutenu le Front populaire avec en plus certains cercles de jeunes bourgeois et de cadres moyens de l'Armée. A strictement parler, l'organisation gaulliste est plutôt limitée, mais sa popularité s'étend bien au delà de ses frontières. Voici par exemple l'histoire d'une manifestation à Lorient le 24 octobre 1942 lors du départ forcé de travailleurs en Allemagne :

« Le train arriva à l'heure. Les ouvriers se mirent en cortège et marchèrent vers la gare escortés par une foule immense. D'importantes forces françaises et allemandes gardaient les abords de la gare. A l'extérieur, une foule en colère et remuante se pressait de façon si dense que la police elle-même estima son nombre à 15 000. Il y eut des coups de poing sur le quai de la gare où doriotistes et collabos locaux s'étaient rassemblés. Les ouvriers chantaient *La Marseillaise* et *L'Internationale*, et la foule au-dehors se joignait à ce chœur. Ils criaient "*Vive de Gaulle*", "*A bas Pétain*" et "*Laval au poteau*" ».

Il n'y a aucun doute que cette foule, avec quelques-uns de plus, était celle des manifestations de 1934-36. Cette combinaison des aspects national et social du mouvement de résistance, qui est l'un des côtés négatifs mais aussi positifs



pour le développement révolutionnaire à venir, est renforcée par la collaboration économique de la bourgeoisie avec l'Allemagne. On peut en mesurer l'étendue par un tableau publié dans la presse allemande à la fin de 1942. Les commandes des impérialistes allemands aux industriels français atteignaient à cette date plus de 10 milliards de marks soit 200 milliards de francs.

En dernier lieu, mais très important, il ne faut pas oublier la traditionnelle division de la vie politique française entre Droite et Gauche. Les origines en remontent à la grande révolution française qui fut en réalité menée à la victoire par les couches d'artisans les plus pauvres, malgré les hésitations de la craintive bourgeoisie riche. Naturellement l'apparition d'un prolétariat industriel et de partis ouvriers a réduit l'importance de cette division. Elle continue néanmoins comme tradition dans la vie politique française et joue son rôle dans certaines limites. En s'opposant à Vichy, de Gaulle est devenu en un certain sens, indépendamment de sa propre volonté, une figure de la « *Gauche* ». Dans les territoires qu'il contrôle, il maintient en vigueur les lois de la République et accorde à la Syrie et au Liban une indépendance formelle que Blum lui-même a été incapable de réaliser.

### **L'accord de Washington avec Darlan**

Quand les troupes américaines ont débarqué en Afrique du Nord, Washington a placé au pouvoir l'un des représentants de Vichy les plus compromis, l'héritier de Pétain, l'amiral Darlan. Nous avons déjà eu l'occasion de discuter les raisons de cet acte dans cette revue. Il a révélé le creux de toutes les phrases démocratiques avec lesquelles les Anglo-Américains tentent de se couvrir et il a porté un rude coup à ceux dont la fonction consiste à déguiser la guerre actuelle en lutte pour la liberté.

Le lendemain du débarquement en Afrique du Nord, le secrétaire Hull s'est empressé de répondre aux nombreuses critiques de la politique américaine de conciliation avec Vichy. Il a expliqué que cette politique n'était pas inspirée « *par une sympathie quelconque à l'égard des dirigeants de Vichy* », mais seulement comme un moyen d'obtenir des informations et de préparer l'occupation de l'Afrique du Nord. Pour répondre à ces critiques, il a présenté la politique américaine comme plus machiavélique qu'elle n'est en réalité. En fait, le service diplomatique américain ne s'est pas plus abstenu que tout autre de se

procurer toute l'information nécessaire. Néanmoins, si Roosevelt a envoyé à Vichy l'amiral Leahy<sup>1</sup>, ce n'était pas pour espionner mais pour des raisons profondément politiques : il savait que Pétain représentait la bourgeoisie française beaucoup plus que de Gaulle.

L'accord avec Darlan s'est fait selon la même ligne. Darlan assurait la continuité du pouvoir politique de la bourgeoisie mieux que le « *rebelle* » de Gaulle, qui avait rompu la discipline de l'armée. La collaboration des gaullistes avec les staliniens en France ne pouvait qu'ajouter aux appréhensions de Washington.

Toutes les informations d'Europe depuis novembre indiquent que les répercussions de l'accord avec Darlan ont été profondes sur tout le continent et que les illusions sur les Nations unies, et avant tout les Etats-Unis, sont bien atteintes. Une des indications les plus récentes en est une déclaration faite à Londres le 1er février par René Massigli<sup>2</sup>, un ancien haut fonctionnaire de la IIIe République, qui vient juste de s'évader de France pour rejoindre de Gaulle :

« Le peuple français a d'abord considéré l'arrivée au pouvoir de l'amiral comme une farce, puis a manifesté son anxiété quand son influence grandissait et a assisté à sa "disparition" maintenant avec un immense soulagement ».

Cette disparition était son assassinat, que Roosevelt s'était hâté de condamner comme un « *meurtre au premier degré* ». On peut facilement imaginer que le peuple français avait une autre opinion sur la fin d'un de ses bourreaux.

Les circonstances de l'assassinat sont maintenant suffisamment claires, à travers le peu d'information que le censeur a laissé filtrer, et également à travers ce qu'il a dissimulé. Dans le désordre des premières heures qui ont suivi l'assassinat, Washington, comme on pouvait s'y attendre a élaboré une théorie qu'il s'agissait d'un acte commis par les nazis, mais cela s'est révélé si insoutenable qu'elle a dû abandonner

On peut reconstituer le drame avec les informations dont on dispose maintenant. Dans la préparation de leur débarquement en Afrique du Nord, les

---

1. **William D. Leahy** (1875-1959), amiral, ambassadeur en France en 1941, où il avait de bons rapports avec Pétain, puis à l'état-major de Roosevelt.

2. **René Massigli**, diplomate français rappelé d'Ankara par Vichy, se rallia finalement à de Gaulle qu'il rejoignit en 1943.

Américains étaient aidés par quelques Français d'Afrique du Nord. Ils appartenaient en général à la petite bourgeoisie patriote et démocrate : officiers subalternes, étudiants, etc. Il semble qu'il y avait avec eux un groupe qui s'est emparé de l'amiral Darlan à Alger le 8 novembre et l'a livré aux Américains qui venaient juste de débarquer. Les Américains n'ont pas perdu de temps pour le restaurer dans ses pouvoirs anciens, en l'investissant de la mission sacrée de « libérer » la France. On peut imaginer la colère de ces jeunes gens qui avaient risqué leur vie en croyant qu'ils renversaient Darlan. Le petit bourgeois en colère est prêt à prendre un revolver. Darlan a été tué par un de ces jeunes Français<sup>1</sup>, qui, sans perspective révolutionnaire, n'a vu d'autre solution à l'accord Darlan que l'attentat individuel pour sortir de l'impasse.

## Perspectives

La place de Darlan a été prise par Giraud, un général qui se tenait jusqu'alors à l'écart de la politique mais qui est connu pour ses sentiments de droite<sup>2</sup>. Les avis de Darlan ont été suivis même après sa mort. Ainsi Peyrouton<sup>3</sup>, ancien ministre de l'Intérieur de Vichy qui a introduit en France le système policier, vient d'être désigné pour être le nouveau gouverneur de l'Algérie. Comme nous l'a appris le *New York Times* du 31 janvier, tôt « *en décembre, Darlan avait proposé que Peyrouton soit nommé* » et, à Casablanca, Roosevelt approuva le choix de l'amiral défunt. Il est facile d'imaginer les conséquences de cette politique. Les dépêches d'Afrique du Nord nous ont informés de l'apathie politique qui règne dans la population. Un câble daté du 27 janvier disait :

« En ce qui concerne les masses européennes, la lune de miel est terminée avec les Américains. Ceux qui gardent une foi persistante en l'Amérique comme champion des opprimés, disent que les Etats-Unis doivent redresser la situation "avant qu'il

---

1. **Fernand Bonnier de la Chapelle** (1922-1943), jeune des Chantiers de Jeunesse, influencé par les milieux monarchistes d'Alger et l'aumônier Cordier, assassina l'amiral Darlan le 24 décembre 1943 à Alger, fut condamné le 25 et exécuté le 26.

2. En réalité, **Henri Giraud** (1879-1949), général français, prisonnier de guerre évadé, était devenu l'instrument de la tentative de Roosevelt d'écarter de Gaulle. Après son évasion, il était resté quelque temps en France, puis fut transféré en Algérie par les soins des services américains.

3. **Marcel Peyrouton** (1888- ?), politicien français, ministre de l'Intérieur de Pétain, puis ambassadeur en Argentine, rappelé à la demande de Darlan qui en fait le gouverneur général de l'Algérie, a été l'homme de Giraud et des Américains.

soit trop tard”. La méfiance naît surtout de ces “nouveaux collaborateurs”, les officiels de Vichy avec les officiers américains, alors qu’ils étaient il y a peu pro-Vichy et pro-Allemands. »

Le principal argument de Washington pour justifier sa politique était qu’en Algérie la population était à 90 % pour Pétain. C’est sans aucun doute vrai pour le milieu où M. Murphy<sup>1</sup> et le général Eisenhower se déplacent. La réponse à cette prétention impudente est simple : nous proposons de convoquer immédiatement une élection générale. « *Si vous avez raison, vous n’avez rien à perdre* ».

Bien entendu cela exigerait une fermeté politique bien au-delà des forces du mouvement gaulliste. Sa solidarité fondamentale avec Washington et Londres sur la question de la guerre l’empêche absolument d’avoir assez de courage et d’initiative pour entreprendre une telle campagne.

Il est intéressant d’examiner les arguments de de Gaulle dans sa controverse avec Washington. Ils nous permettront de mieux comprendre le caractère de ce mouvement. Dans un appel à la radio du 8 décembre, de Gaulle disait en parlant de Darlan et de ses compères :

« La nation ne permettra pas que ces hommes, ayant perdu une guerre étrangère et se sentant condamnés, se sauvent en créant les conditions d’où sortirait la guerre civile ».

Ainsi, selon le général, l’accord avec Darlan est dangereux parce qu’il révèle les antagonismes de classe. Depuis, plusieurs porte-parole du mouvement gaulliste ont souligné que la politique de Washington en Afrique du Nord accroît le danger du communisme en France, contre lequel le mouvement gaulliste est une bien meilleure garantie que Darlan ou Giraud.

Ces déclarations nous montrent que de Gaulle, hier ignorant en politique, a très rapidement su s’approprier tous les vieux arguments des conciliateurs démocrates qui se présentent toujours comme une meilleure protection que les réactionnaires contre la révolution. Il nous faut reconnaître que, pour le moment, il y a une bonne dose de vérité dans les déclarations de de Gaulle et ses amis. Si de Gaulle avait rejoint Darlan ou même Giraud, le mouvement de résistance en France métropolitaine aurait commencé un grand transfert à gauche. En refusant

---

1. **Robert D. Murphy** (1894-1978), diplomate américain, chargé d’affaires à Vichy puis représentant spécial en AFN, il y prépare le débarquement.

la conciliation, de Gaulle conserve une popularité qui peut se révéler bien plus utile pour l'ordre bourgeois dans l'avenir.

Des estimations politiques concrètes sont d'autant plus difficiles que la France est aujourd'hui muselée. Les Français ne constituent en Afrique du Nord qu'une minorité infime avec une vaste population arabe. Les gaullistes sont quelques milliers d'émigrés. Dans ces circonstances, le rôle des individus peut être particulièrement important. Ainsi la division des deux mouvements reflète incontestablement, dans une certaine mesure, la rivalité entre deux généraux : de Gaulle a pris une décision importante quand la situation était plus grave que maintenant et il a bien l'intention de ne pas en laisser les fruits à des pénitents de la onzième heure. Il serait cependant léger de n'y voir qu'une affaire personnelle.

De Gaulle ne veut pas se couper du mouvement de résistance en France métropolitaine, et, d'une certaine manière, il s'appuie sur lui. Un de ses objectifs, ce faisant, est d'empêcher ce mouvement d'aller plus à gauche. Giraud et derrière lui Washington craignent ce mouvement et préfèrent n'avoir pas de contact avec lui. Il est intéressant de noter que Giraud n'a pas encore adressé un seul appel au peuple de France. Probablement ne sait-il pas s'il doit s'adresser à la bande de Vichy ou à ceux qu'elle persécute ! L'invasion américaine de l'Afrique du Nord marque la fin du régime né à Vichy en 1940. Il pouvait maintenir une existence précaire avec l'Allemagne seulement parce qu'il contrôlait les colonies, hors d'atteinte d'Hitler. Naturellement il manœuvrait dans des limites étroites. Mais le débarquement américain les a réduites à presque rien. Laval n'est plus guère qu'un employé de l'administration allemande.

Les développements militaires conduisent à un rythme plus ou moins rapide à la défaite allemande. Une fois de plus la bourgeoisie française va se tourner vers l'Amérique. Giraud représente, bien plus que de Gaulle, l'axe autour duquel se fera le regroupement politique de la bourgeoisie française. Même sans tenir compte de la déclaration de Roosevelt que le peuple français décidera lui-même de son avenir, Washington ne pouvait manquer de faire donner à Giraud et aux proconsuls qui l'entourent des garanties pour l'avenir. C'est une trouble époque qui arrive et il est sage de conclure d'avance des arrangements !

Si de Gaulle est maintenant mis de côté, cela ne signifie pas que son rôle politique soit terminé. Après l'effondrement de l'empire hitlérien, l'impérialisme anglo-américain trouvera des masses françaises enragées par la pauvreté et l'oppression, et pas du tout disposées à se mettre au travail pour de nouveaux maîtres. Si ça ne marche pas avec Giraud, alors l'impérialisme devra essayer de Gaulle ? Mais la question est de savoir si une ouverture même la plus à gauche peut sauver cet ordre pourri.

**Daniel Logan**

## **Où va la France ? <sup>1</sup>**

**(17 septembre 1944)**

Le fait que les armées allemandes aient été si vite chassées de France n'est pas seulement dû à la supériorité militaire des Anglo-Américains, car la débâcle a été accélérée par le soulèvement du peuple français. A Paris et dans la deuxième ville de France, Marseille, les masses<sup>2</sup> se sont soulevées, ont pris le fusil, dressé des barricades et chassé troupes allemandes et fascistes français avant l'arrivée des troupes alliées. Cette action a été imitée dans plusieurs villes moins peuplées. Dans les campagnes, les bandes de guérillas, le « maquis » ou, ainsi qu'on les a respectablement baptisées, les FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) avaient conquis des villes et des villages, des départements entiers.

### **Le soulèvement des masses françaises**

A Paris (l'information sur les autres villes manque), l'insurrection a été précédée de grèves. Une grève des chemins de fer a commencé dès le 13 août.

---

1. « Whither France ? », *Fourth International*, septembre 1944, pp. 267-270.

2. L'insurrection marseillaise est peu connue. Le livre de Jacqueline Cristofol, *Batailles pour Marseille* a rappelé opportunément qu'elle a été littéralement imposée par le dirigeant ouvrier **Lucien Molino** aux autorités de la Résistance, y compris FTP et parti communiste.

Puis les postiers se sont mis en grève. Le 18, la CGT (Confédération générale du Travail), la centrale des syndicats français, rejointe par la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) a appelé à la grève générale. C'est peu après qu'ont éclaté les combats de rue.

De Gaulle et le commandement allié ont été pris de court par cette intervention indépendante des masses qu'ils n'avaient pas appelée.

Le 26 août, un correspondant du *New York Times* câblait d'Alger :

« Les dirigeants locaux ont précipité le soulèvement et le combat dans la capitale sans attendre l'approbation ni du général de Gaulle ni des Alliés, qui espéraient éviter cette bataille ».

C'est un très bon compte rendu sauf que l'insurrection n'a pas été « précipitée » par quelques dirigeants. Elle est venue d'une pression irrésistible des masses.

Dès que les ouvriers parisiens ont vu qu'avec l'avance des armées alliées, ils avaient quelque chance de se débarrasser des bourreaux allemands, ils se sont levés pour se battre. Ils ne pouvaient attendre les quelques jours qui les séparaient de l'arrivée des armées alliées. Ils devaient régler eux-mêmes leurs comptes avec le régime qui les avait persécutés pendant quatre ans. Quel exemple d'énergie indomptable et d'indépendance !

L'insurrection de Paris fut l'œuvre des ouvriers. C'est confirmé par *Le Populaire*, organe du Parti socialiste publié à Paris. Le 29 août, peu après l'événement, il assure :

« Pour chasser les nazis, les ouvriers ont su magnifiquement arrêter le travail, s'armer et défendre leurs barricades ».

Cette brève description coïncide avec le tableau qu'on peut reconstruire ici à travers les dépêches de presse. Sans aucun doute, les ouvriers parisiens ont entraîné avec eux de larges couches de la petite bourgeoisie, non seulement ses couches inférieures, mais aussi des fonctionnaires, des étudiants, fils et filles de familles bourgeoises. L'insurrection, dont l'objectif immédiat était de briser le joug allemand, a ainsi revêtu un aspect « populaire » et « unanime ». Avec ses illusions démocratiques et patriotiques, l'atmosphère rappelait un peu celle des révolutions du XIXe.

Le pouvoir est donc tombé aux mains des insurgés. Leur organisation militaire, les FFI, qui est formée essentiellement d'ouvriers et de fils d'ouvriers,



a pris en mains l'ordre public dans la ville. Un correspondant câble de Paris au *New York Times* le 31 août :

« Les Forces Françaises de l'Intérieur, qui comptent pas mal de jeunes voyous, se sont emparés de la ville ».

(Seul un journaliste qui se sent plus à l'aise dans les salons réactionnaires que près des barricades peut traiter de « voyous » les Gavroches qui ont combattu et sont morts pour la liberté). Il continue :

« Leurs membres font des rondes armés de mitraillettes, de grenades et de fusils. Ils gardent les entrées et les sorties de Paris, ne permettant qu'aux militaires d'entrer et de sortir. C'est à eux que le peuple dénonce les collabos et c'est d'eux que ceux qui ont enduré quatre ans de souffrance sous l'occupation allemande attendent directives et ordres ».

Le 7 septembre, un autre correspondant câblait au même journal et relatait la façon dont était menée l'épuration des collabos :

« Il y a maintenant 5 000 internés à Drancy. La plupart y ont été conduits par des FFI pendant les excitants premiers jours de la libération de Paris ».

Des nouvelles identiques arrivent de province. Ainsi, un correspondant de l'UP câble de Rouen que les forces policières loyales à la République prennent des ordres des maquis(ards) et les aident ouvertement.

Les masses, écrasées sous les despotismes pendant quatre ans, relèvent la tête et se lancent en avant avec courage et espoir. A Paris, le Président du Tribunal d'Etat, qui avait envoyé à la guillotine tant de combattants anti-nazis, a été arrêté par son concierge.

Les bureaux et la grande imprimerie du *Matin*, un journal de droite devenu collabo, ont été saisis par le Parti socialiste. Dans les jours qui ont suivi l'insurrection, la circulation des journaux ouvriers ou du moins de ceux de ces journaux que les travailleurs considèrent comme tels, *l'Humanité*, organe du Parti communiste et *Le Populaire*, organe du Parti socialiste, a augmenté jusqu'à dix fois plus que celle de la presse bourgeoise, essentiellement gaulliste.

Quelle est la situation dans les usines maintenant que les ouvriers sont retournés au travail ? Le peu d'information sur la France dans la presse américaine est encore plus marqué là-dessus. En fait ce serait un silence total s'il n'y avait pas eu une dépêche de David Anderson au *New York Times* le 9 septembre, qui fournit des informations qui nous illuminent.

## Les ouvriers prennent les usines

M. Anderson écrit :

« Des rumeurs selon lesquelles les ouvriers ont saisi de grands établissements industriels dans la banlieue parisienne, “la ceinture rouge” du nord et de l’ouest, ont circulé pendant des jours. Ce matin j’ai réussi à en voir une quand j’ai visité l’usine Hispano-Suiza de Bois-Colombes pour une question tout à fait différente ».

Bien que des rumeurs sur un fait aussi important que ces saisies aient circulé pendant des jours, ni le correspondant, ni semble-t-il, aucun de ses collègues ne l’a trouvé assez intéressant pour enquêter sur ces rumeurs afin de renseigner le monde extérieur. Cette situation a été révélée aux lecteurs américains seulement à cause d’une visite « *sur une question tout à fait différente* ».

Quel commentaire quant à l’objectivité de la presse bourgeoise ! Des milliers et des milliers de mots sont écrits, câblés, imprimés, sur le charme des boulevards à Paris, mais un fait aussi capital avec des conséquences très importantes pour l’avenir de la France, n’est révélé au public que par hasard. Écoutons cependant M. Anderson, seulement pour cet accident.

Le 9 septembre, plus d’une semaine après l’arrêt des combats de rue, il écrit :

« Des comités gérés par la base de quelque-unes des plus grandes usines parisiennes se renforcent de jour en jour ».

Les comités croissent en même temps ; ainsi ce ne sont de toute évidence pas des organes momentanés de l’insurrection mais plutôt un produit de l’insurrection. En fait, ils examinent leurs tâches à venir :

« Les hommes qui en font partie s’appellent “les responsables” et affirment être les avant-coureurs de groupes permanents qui représenteront les ouvriers à la direction des usines après la guerre ».

Ce que veulent les ouvriers, c’est le contrôle sur la production des usines qu’ils ont maintenues en fonctionnement grâce à leur dur et long labeur. Ils en ont assez de la dictature incontrôlée des patrons. Comment expriment-ils cette volonté ? Ce n’est pas encore clair pour eux.

« Ils envisagent une division du pouvoir en trois, entre les travailleurs, les techniciens et les administrateurs ».

Les patrons ne partageront jamais le pouvoir de façon permanente. Ils peuvent être obligés de le faire pour un bref laps de temps quand ils sont menacés de tout perdre. Mais si cette menace ne se matérialise pas, ils recomposeront leurs forces, reprendront le pouvoir, plus dictatorialement que jamais. Une division permanente du pouvoir dans l'entreprise est impossible. Le pouvoir illimité du patron ne peut être « contrôlé » que d'une seule manière : en socialisant les usines. Qui va le faire ? Le gouvernement actuel ? Bien sûr que non. Seul un authentique gouvernement ouvrier peut le faire. C'est pourquoi il nous faut construire un tel gouvernement. La première condition sur cette voie est déjà là ; une volonté ferme chez les ouvriers de ne pas revenir au passé, un profond mépris pour les classes dirigeantes, une grande confiance dans leurs propres forces. C'est ce que signifie la simple existence des comités ouvriers. Ils vont peu à peu comprendre totalement les implications de leur position et en tirer les conclusions révolutionnaires. Les obstacles ne manqueront pas, les plus dangereux étant ceux de la politique traître du parti stalinien. Mais les ouvriers français sont en marche.

Comment le comité d'Hispano-Suiza étudié par M. Anderson a-t-il vu le jour ? L'usine produisait du matériel de guerre probablement des pièces d'avion pour les Allemands :

« L'administration régulière de la compagnie décampa le 18 août à la veille de la libération de Paris (...) La position de ceux d'Hispano-Suiza peut s'éclairer quand on a souligné que de nombreux dirigeants de firmes française jugèrent sage de se tenir à distance de leurs usines tant que la fièvre d'excitation de la libération ne s'était pas apaisée et pouvait expliquer pourquoi ils avaient si valablement aidé les Allemands pendant l'occupation ».

Quelle histoire parlant d'elle-même ! L'excitation à propos de la libération était exactement trop pour nombre de capitalistes ! L'explication du patron avait été dans le passé que la meilleure façon de saboter la machine de guerre allemande était de produire des armes pour elle. Comme rend compte M. Anderson : « Ce raisonnement n'était pas toujours compris ni accepté par la majorité des employés ».

Il était si peu compris et accepté que, quand les baïonnettes allemandes furent obligées de ne plus soutenir cette « explication », les patrons décampèrent,

probablement à la recherche d'une nouvelle explication. Elle dût être difficile à trouver car, le 9 septembre, ils n'étaient pas encore revenus avec elle. Il n'est pas trop risqué d'affirmer après l'expérience italienne, que quelques fonctionnaires américains vont bientôt aider les malheureux administrateurs à « expliquer ».

La façon dont le comité est apparu indique les sentiments nationalistes qui animaient les ouvriers. C'est confirmé par la déclaration du comité à M. Anderson selon laquelle « *les ouvriers sont intéressés seulement par la production d'armes* », apparemment pour la guerre contre l'Allemagne. Le mot « *seulement* », s'il a bien été rapporté, est probablement une sorte d'excuse que les ouvriers ont cru bon de donner à un journaliste américain. Mais on ne peut douter de l'existence de ce nationalisme. Dans les circonstances présentes, avec la soumission des patrons aux maîtres allemands, ce nationalisme contribuait à aiguïser la lutte de classe qui conduisit à la prise des usines. Dans d'autres circonstances, il peut jouer le rôle de frein à l'initiative révolutionnaire des ouvriers. Il serait dangereux de se fermer les yeux là-dessus.

## Les FFI

La dépêche de M. Anderson est riche en informations. Entre autres, la suivante :

« Le porte-parole de l'usine (...) insista pour recevoir des visiteurs avec une demi-douzaine de ses camarades porteurs de brassards FFI ».

Dans le manque actuel d'informations, voilà de riches nouvelles en quelques lignes. Elles montrent que les ouvriers employés à ce moment-là étaient membres des FFI, ce qui est très important ; encore plus important est le fait que ces ouvriers portent le brassard de FFI dans leur usine où ils sont apparemment l'unique autorité. Cela signifie qu'on y considère leur groupe FFI non comme une organisation étrangère dans laquelle ils seraient mal à l'aise — mais dans ce cas des travailleurs conscients n'auraient sans doute pas conservé leur brassard sur leur lieu de travail — mais comme leur propre organisation. Il apparaît ainsi que certains groupes FFI sont des groupes d'ouvriers en armes ; ce sont, de fait, une milice ouvrière.

Sur le caractère de l'organisation FFI dans son ensemble, il est difficile de dire des choses générales, du fait de la minceur de l'information accessible à l'étranger. Les plus conservateurs les évaluent à 300 000 et ils sont sans doute

plus nombreux. Bien des membres des FFI appartiennent à la génération de ceux qui étaient trop jeunes pour être mobilisés dans l'armée française de 1940. On parle souvent de soldats de 17 ans. Les rangs des FFI sont très loin d'être unis politiquement ou organisationnellement. En fait, ils ressemblent plutôt à un conglomérat de groupes et bandes semi-autonomes. On a peu d'informations sur ce qu'ils pensent de l'avenir. De Londres, un correspondant câble au *New York Times* du 26 août :

« Les FFI ont toutes les forces d'un peuple en armes et toutes les faiblesses d'une ligue de soldats improvisés liés par un désir sacré de libérer la France mais quelque peu divisés par les divers dogmes économiques, politiques et religieux de leurs membres ».

Quels sont ces « *dogmes* » ? Probablement de toutes sortes, de la revanche chauvine au socialisme prolétarien. Quel est le poids relatif des diverses tendances ? Aucune réponse précise n'est possible de loin. La tendance la plus forte est sans aucun doute la tendance stalinienne bien que tout le mouvement soit loin d'être entre les mains du parti stalinien. Dans l'ensemble, un esprit de gauche doit l'emporter — une grande soif de liberté, une profonde méfiance à l'égard des autorités, un mépris total des vieilles classes dirigeantes, avec leurs industriels et leurs banquiers compromis par la collaboration, un puissant désir de quelque chose de nouveau. Mais quoi exactement ? Ces aspirations doivent être restées plutôt vagues, la tâche immédiate étant jusqu'à présent la libération du pays. Mais les questions qui pouvaient attendre jusqu'à hier une réponse devront en recevoir une, rapidement et très précise.

## **Le programme de de Gaulle**

Le programme de de Gaulle, c'est sur le plan national et sur le plan international la restauration de la France bourgeoise. Sur le plan national, son premier objectif est le rétablissement « de la loi et de l'ordre ». L'objectif actuel de de Gaulle est d'étrangler le soulèvement contre les nazis et Vichy dans le nœud coulant de la « légalité républicaine » — ce qui, bien sûr, n'empêchera pas le général, si nécessaire, d'utiliser pour cela à l'avenir le sabre bonapartiste. Il répond maintenant à l'opposition populaire à Vichy par la proclamation bruyante de sa loyauté à la République. Mais il reste à voir si, appelant à ses côtés

Jeanneney<sup>1</sup>, sénile président du sénile Sénat de la sénile IIIe République, il peut satisfaire les aspirations des masses à la liberté.

Aux ouvriers, qui ont tant souffert et si héroïquement combattu, de Gaulle n'a rien à donner, sauf de ridicules hausses de salaires (quand le coût de la vie a quintuplé ou décuplé), qui représentent à peine le minimum de ce qu'il était obligé de faire. Pour couvrir ce vide, il parle d'une « révolution légale » qui apportera « des changements sociaux » (?) dans les années qui viennent » Les travailleurs affamés et exaspérés vont bientôt regarder au-delà de ces creuses promesses.

Le gouvernement parle d'élections — quand la situation sera réglée, « *dans neuf mois ou plus* ». Entretemps de Gaulle place les hommes qu'il a sélectionnés comme préfets dans tous les départements et ils entendent bien gouverner à la bonne vieille manière bureaucratique. Ils vont inévitablement entrer en conflit avec les organisations qui ont jailli des masses, les comités de libération (CDL) départementaux, les groupes FFI, les comités ouvriers qui ont pris les usines.

Le gouvernement de Gaulle a déjà été plusieurs fois remanié au cours des trois dernières semaines. Le sens de ces remaniements n'est pas toujours clair. Des ministres qu'il a amenés d'Alger, une demi-douzaine ont été renvoyés pour faire la place à des hommes du mouvement de résistance en France. De ce mouvement, de Gaulle n'a pas bien entendu pris dans son gouvernement les jeunes « voyous » qui ont combattu le fusil à la main. Il choisit des gens « respectables », juges ou professeurs, qui, sous Vichy, aidaient financièrement ou autrement le mouvement de résistance, tout en conservant une façade bourgeoise et ne pensent maintenant à rien d'autre qu'au retour rapide à « la loi et l'ordre ».

Au total, le gouvernement de Gaulle est formé de personnalités de deuxième rang appartenant au personnel administratif de la IIIe République. Un socialiste, pas un dirigeant du parti et membre, semble-t-il, de son extrême-droite, en fait partie. Il y avait à Alger deux ministres staliniens. Le 9 septembre l'un des deux a été remercié. Aucune raison n'a été donnée. Trois jours plus tard,

---

1. **Jules Jeanneney** (1864-1957), président du Sénat, présida l'Assemblée nationale qui investit Pétain et fut ministre dans le premier gouvernement de Gaulle.

on disait qu'il avait démissionné du gouvernement pour « *retrouver sa liberté d'agitation pour la cause* ».

## Perspectives

Les relations entre les staliniens et de Gaulle demeurent instables. Si une telle supposition est permise, on peut dire que, si le gouvernement était sorti directement de l'insurrection et non venu de l'extérieur, il aurait été bien plus à gauche, probablement avec une majorité stalinienne ou socialiste.

Le parti stalinien essaie de canaliser les premières déceptions des masses dans une attaque contre « *les gens d'Alger* », qui ont conservé trop de postes ministériels et n'en ont pas cédé assez aux leaders de la clandestinité, entendez les staliniens.

L'influence des staliniens sur les ouvriers parisiens est très grande, dépassant de loin celle des socialistes. Le parti a de solides positions dans les FFI. En fait le parti stalinien est la force politique organisée la plus puissante en France. Il a évité la collaboration sans réserves avec de Gaulle et il est actuellement dans une sorte d'opposition, ce qui ne peut pas ne pas augmenter son influence.

Le mouvement de résistance et les FFI marchent vers une rapide polarisation. Les éléments conservateurs dont l'unique objectif était la lutte contre les Allemands, vont rapidement se séparer du cœur prolétarien et plébéien pour lesquels la lutte contre l'oppression allemande a été un tremplin pour une nouvelle lutte contre la société bourgeoise.

Après la première étape « *populaire, unanime* » du soulèvement, un problème se pose : que faire des armes qui ont apporté la victoire ? Aujourd'hui en France, des centaines de milliers, peut-être des millions d'hommes détiennent des armes ; le gouvernement de Gaulle ne peut pas supporter très longtemps cette situation lourde de dangers pour « *la loi et l'ordre bourgeois* ». Il peut et il va probablement essayer de faire deux choses : désarmer brutalement les FFI et les incorporer à l'armée régulière. Dans le second cas se posera la question de la discipline. Les FFI élisaient leurs chefs et ils devront obéir à des officiers imposés d'en-haut. Il y a déjà eu des conflits de ce type, mais les journalistes américains ne sont pas pressés d'en parler.

Le problème du désarmement de la population occupera une grande partie de l'arène politique dans la période qui vient. De Gaulle n'a certainement pas oublié l'histoire de la Commune : Thiers<sup>1</sup> en est venu à la conclusion que le désarmement et l'écrasement de la Garde nationale étaient un préliminaire nécessaire à la restauration de l'ordre. Par une nuit de mars, il envoya un de ses généraux pour s'emparer des canons de la Garde nationale parqués à Montmartre. Les masses parisiennes se soulevèrent.

Il est évident que de Gaulle n'a pas aujourd'hui la force d'imiter Thiers. Sa première tâche est de regrouper la bourgeoisie. Il va éliminer ses représentants les plus discrédités et les plus haïs, apaiser ses divisions, essayer de lui rendre sa force et sa cohésion, renvoyer à plus tard les problèmes urgents... jusqu'à ce que la bourgeoisie se sente assez forte.

A la droite de de Gaulle, les fractions bourgeoises garderont pendant quelque temps un silence prudent, le mettront en avant comme meilleure couverture. Aujourd'hui une aventure Darlan-Giraud est impossible.

Une opposition de plus en plus bruyante contre de Gaulle viendra de sa gauche. Une variante possible est qu'il augmente le nombre de ministres staliniens ou socialistes. On peut même penser à un gouvernement stalinien-socialiste avec de Gaulle relégué à un poste décoratif comme Président de la République.

Derrière de Gaulle, il y a bien entendu la puissance anglo-américaine avec ses diverses armes : la nourriture, l'espoir que les riches Américains aideront à la reconstruction économique et, si nécessaire, leur force militaire. Ce pouvoir est grand et peut pour quelque temps ralentir le rythme des événements politiques, mais seulement pour les rendre plus dramatiques à une étape ultérieure. car les ouvriers français ne sont pas seuls et demain ils auront des alliés dans toute l'Europe. Leur lutte rejoindra celle de millions en lutte pour leur émancipation. La victoire ne sera pas facile. mais les ouvriers français sont bien partis : sortant du primitivisme politique de l'oppression allemande, ils ont immédiatement déchaîné la tempête dans la société capitaliste. A eux les plus grands espoirs.

---

1. **Adolphe Thiers** (1797-1877) écrasa dans le sang la Commune de Paris en 1871.



**Correspondant  
(George Breitman)<sup>1</sup>**

## **La situation réelle en France**

Bien que les groupes bourgeois et particulièrement les staliniens aient réussi à canaliser l'insurrection à Paris du 19 au 24 août sur des lignes nationalistes et à en faire une insurrection « *nationale* », les lignes de classe, bien que superficiellement camouflées, ont tout de même exercé leur influence. Le mot d'ordre général était purement nationaliste « *Dehors les Boches* », et l'idée générale était, dans l'esprit des insurgés qui combattaient et mouraient sur les barricades, que le seul objectif de l'insurrection était de chasser les Allemands de la capitale.

En fait, le Parti communiste français (PCF) ayant sans aucun doute une influence prépondérante dans le Mouvement de Résistance (à Paris les FTP, Francs-Tireurs et Partisans contrôlés par les staliniens formaient le gros des FFI) a délibérément nourri ce sentiment. *L'Humanité* a paru sous le titre « *A chacun son Boche* ». Cependant, alors que les questions de classe demeuraient pour l'instant confuses dans l'esprit des masses, le caractère du mouvement a révélé les questions de classe sous-jacentes.

---

1. **George Breitman** (1916-1986), cadre du SWP, était alors mobilisé et se trouvait à Paris.

Les vrais combats de rue ont été menés essentiellement par les FFI (FTP et autres) dans la ville même avec l'aide, sur les barricades, de commerçants, de fonctionnaires, de ménagères du quartier, et d'ouvriers dans les arrondissements prolétariens, le XIe, le XIVe, etc.

Les travailleurs de banlieue, ceux des grandes usines, Renault, Citroën, SNAC, Gnome-Rhône, etc. ne sont généralement pas descendus sur Paris. Ils sont intervenus de façon très différente. Ils ont occupé les usines, arrêté ou obligé à arrêter les « *collabos* » du personnel dirigeant de l'usine, et, presque toujours, ont préparé l'usine en question à démarrer la production sous leur contrôle.

Dans la plupart des usines, l'initiative est revenue aux militants du Parti communiste dans l'usine, et aux trotskystes. Par exemple, dans une usine de 1 000 ouvriers, 15 environ se sont réunis à l'usine. Parmi eux il y avait 10 membres du PC ou sympathisants et deux ou trois trotskystes. Les quinze occupèrent l'usine désertée et convoquèrent les ouvriers à une assemblée d'usine pour élire un Comité ouvrier. Une Commission d'épuration fut créée pour « *juger* » les « *collabos* » du personnel administratif, directeurs, administrateurs, etc. Des comités de ravitaillement furent également élus pour s'occuper de la cantine de l'usine.

La situation alimentaire devenant aiguë, les cantines d'usine avaient commencé à jouer un rôle important. Elles ne nourrissaient pas seulement les ouvriers mais leurs familles aussi. Une grande partie des conflits et des grèves des semaines précédant la prise de Paris avaient eu trait au ravitaillement et aux arrangements pour la cantine, la quantité et la qualité des produits alimentaires, les prix, etc. Ainsi, pendant l'insurrection, la cantine et le contrôle de la cantine devinrent une question vitale. Pour obtenir des aliments, les ouvriers avaient recours à la réquisition directe. Les stocks du marché noir furent réquisitionnés par des détachements organisés envoyés par les usines pour être remis aux cantines. Dans les arrondissements, des comités de ménagères surgirent pour combattre le marché noir et assurer la distribution des stocks alimentaires pris aux Allemands.

## **Milices d'usine**

Dans nombre d'usines des noyaux de milices ouvrières avaient déjà été organisés clandestinement sous l'occupation allemande. Le PC avait appelé à former dans les usines des Milices ouvrières patriotiques, mais leur construction avait été entravée de deux façons. Premièrement, toutes les armes disponibles étaient distribuées essentiellement aux éléments réactionnaires, Organisation civile et militaire (OCM), Armée secrète (AS), etc.

Les FTP et les ouvriers devaient s'armer eux-mêmes essentiellement avec des armes prises ou volées aux Allemands. Deuxièmement, les staliniens pressaient les ouvriers de quitter les usines et passer au maquis où ils étaient inévitablement intégrés sous la direction et le contrôle de cadres anciens officiers. Par ailleurs, les trotskystes pressaient les travailleurs de rester à l'usine, qui était leur bastion, et de ne pas permettre qu'on les disperse et leur fasse ainsi perdre leur cohérence de classe.

Dans certains cas, les ouvriers qui venaient occuper leurs usines les trouvèrent déjà gardées par des formations FFI, y compris celle des patrons réactionnaires, l'OCM.

Dans de nombreuses usines de la région parisienne, des conditions identiques à celles de l'Italie en 1919 et de l'Espagne en 1936 existaient, où l'ensemble du personnel de l'administration et des techniciens étaient en fuite ou arrêtés. Les comités ouvriers nommèrent de nouveaux directeurs, contremaîtres, techniciens, etc. pour travailler sous leur contrôle et préparer la reprise de la production ; ils envoyèrent des délégués aux ministres de la Production industrielle, du Travail, etc. de de Gaulle, demandant la permission de reprendre la production et envoyant des plans détaillés. Il leur fut répondu qu'il n'était pas possible de reprendre la production parce qu'il n'y avait pas d'énergie pour faire marcher les machines. On leur dit aussi que le gouvernement allait nommer des administrateurs-délégués pour les usines dont les directeurs avaient été chassés. Entretemps, on n'avait rien fait.

Même dans le métro, les cadres, de leur propre initiative, établirent plan et calendrier pour les trains, firent les réparations nécessaires et dirent aux autorités : « *Laissez-nous diriger le métro* ».

## **La production sous contrôle ouvrier**

En même temps, les ouvriers dans les usines établissaient des *Cahiers de revendications* qui variaient d'une usine à l'autre, mais incluaient des demandes en commun d'augmentations de salaires, de contrôle ouvrier, d'inspection des livres de compte, de contrôle ouvrier sur l'emploi, le contrôle de la cantine, etc.

Dans quelques banlieues, diverses usines se réunirent et appellèrent à des assemblées de délégués inter-usines représentant plusieurs usines, démocratiquement élus au scrutin secret.

La CGT illégale et les responsables syndicaux de retour d'Alger essayèrent d'enrayer ces créations spontanées de comités d'usine. Un exemple illustrera l'esprit de l'accueil qui leur fut fait. A une réunion de délégués d'usine d'une banlieue parisienne, un responsable de la CGT intervint et déclara que la réunion n'avait aucune autorité, qu'elle n'était pas régulièrement constituée et ne représentait rien. Et ainsi de suite. Sur quoi un délégué, un sans-parti, bondit et s'exclama :

« Et qui diable représentes-tu, toi ? Moi, je représente l'usine. J'ai été élu par tant d'ouvriers. Qui t'a élu, toi ? J'ai payé pendant quinze ans ma cotisation syndicale et la CGT n'a rien fait pour moi »...

Il fut bruyamment applaudi par les autres présents. Le délégué de la CGT dût se retirer.

Ainsi, bien que l'insurrection de Paris se fût faite sous des mots d'ordre nationalistes et « *sans classe* », et bien que toutes les tendances dans le Mouvement de Résistance, des royalistes ultra-réactionnaires au Parti communiste, essayaient de lui donner un caractère nationaliste et « *sans classe* », depuis le début, la classe ouvrière, prenant appui sur les usines, bâtit « spontanément » ses propres organes de classe — comités d'usine, milices d'usine, etc. — et commença à avancer des revendications de classe, créant ainsi des éléments de dualité de pouvoir.

Dans les arrondissements de Paris, une forme de dualité de pouvoir existe, comme entre les forces de la Résistance principalement les FTP staliniens et les autorités de de Gaulle. Au cours du combat, des détachements de FFI, FTP etc. ont pris d'assaut les mairies et, une fois les Allemands chassés, les ont gardées et assurent les services municipaux. En même temps les comités de ménagères s'empressent pour contrôler le rationnement alimentaire.

Les réactionnaires essaient déjà de liquider cette dualité de pouvoir qui existe entre eux et les staliniens qui contrôlent les FTP et les mairies. Le QG des FTP a été l'objet d'une descente de police et d'une perquisition ! Les formations FFI sont ou bien intégrées dans l'armée régulière ou dissoutes. Dans son discours au Palais de Chaillot, c'est certainement aux FFI et aux FTP que de Gaulle faisait allusion en disant : « *La France doit avoir une armée unie qui appartienne à la France seule* ».

Sans aucun doute, le PCF avait une influence décisive sur Paris et le cours de l'insurrection — dans les usines, les FFI — par les FTP et dans les arrondissements. S'il avait continué une politique de « Les soviets partout », poussé activement les comités ouvriers, et appelé les travailleurs à construire leurs comités comme base du pouvoir ouvrier, alternative au Gouvernement provisoire, l'insurrection se serait rapidement développée en une révolution ouvrière.

En fait, il existait toutes les conditions d'une situation révolutionnaire, sauf la présence d'un parti révolutionnaire assez fort. Le PC, par sa nature même et du fait des intérêts de la bureaucratie soviétique, ne pouvait que jouer un rôle différent, contre-révolutionnaire. En poursuivant une politique d'unité nationale « *front populaire* » et en appelant à une insurrection purement « *nationale* », en excitant le plus possible les sentiments nationalistes et chauvins des masses, il a obscurci les questions de classe dans l'esprit des travailleurs.

Il est aujourd'hui devant un dilemme : il est confronté à une offensive de la réaction pour liquider légalement et pacifiquement la dualité de pouvoir et il a tout aussi peur de s'appuyer sur les masses. L'organisation trotskyste, d'autre part, appelle au renforcement des comités ouvriers dans les usines et leur coordination au niveau d'abord local puis régional et national. Elle souligne que la seule voie pour légaliser le pouvoir des conseils municipaux est de les faire reposer sur la base des comités d'arrondissement, des comités de ménagères et des comités d'usine, au moyen d'élections démocratiques, les confirmant ainsi en tant qu'expressions réelles de la volonté des masses.

C'est parce que ces revendications correspondent aux besoins de la situation et aux intérêts réels des masses qu'elle sont reprises même par des membres de base du PC dans les usines. Dans quelques grandes usines de la région parisienne, l'initiative d'occuper les usines et de former les comités

ouvriers a été prise par les trotskystes avec le soutien de militants du PC. *Dans les conditions de fluidité qui existent à Paris, l'expérience des trotskystes français a montré qu'un petit groupe avec une orientation juste, peut contribuer de façon décisive au développement de la situation.*

## Conclusions

Le problème qui se pose en France, c'est : *qui va l'emporter ?*

Les ouvriers et les paysans, à travers le développement de leurs organes de classe, comités ouvriers, comités paysans, etc. — en un gouvernement soviétique ? La réaction bourgeoise sous la forme d'une dictature militaire bonapartiste ? Il n'y a pas de voie moyenne.

On peut élire une Assemblée constituante, mais les contradictions et antagonismes internes en France sont trop graves pour lui permettre de traverser une période plus ou moins longue de démocratie parlementaire. Il est possible que, même avant la tenue des élections, les contradictions en soient arrivées à un niveau qui rende impossible la tenue d'élections « libres ». Cependant, la lutte pour toutes les libertés démocratiques — liberté d'organisation, liberté de presse et de parole, droit de grève, etc. — ont aujourd'hui en France une immense importance et il faut se battre pour les défendre contre toutes les attaques. A long terme, ces libertés démocratiques ne peuvent être garanties que par l'organisation de classe de la classe ouvrière alliée aux couches inférieures de la petite bourgeoisie ?

Bien entendu, les développements en France ne sont pas séparés mais partie intégrante des développements dans l'Europe elle-même. La classe dirigeante française, s'exprimant à travers de Gaulle, veut sa part dans l'accord de paix, le partage de l'Allemagne et l'apaisement en Europe, comme une grande puissance. En fait cependant, elle n'a plus la force de jouer semblable rôle, compte tenu de sa faiblesse économique, politique et militaire, et de la prépondérance économique et militaire des EU.

Pourtant, dans une tentative pour emporter l'enjeu, de Gaulle prévoit, comme le montre son discours au Palais de Chaillot, de reconstruire l'armée française et de lancer dans l'effort de guerre toute la vie économique de la France. Un tel fardeau se révélera trop lourd. La France sera comme l'âne de Balaam. Imposer pareil fardeau à des masses déjà épuisées par quatre ans

d'occupation et d'exploitation allemande ne peut être réalisé que par des méthodes dictatoriales. Peut-être de Gaulle nourrit-il des espoirs de devenir un nouveau Napoléon.

Le destin de la France ne saurait être séparé de celui de l'Europe. Ou bien elle deviendra un Etat bonapartiste dans une Europe balkanisée, ou sa révolution sociale, portant au pouvoir le gouvernement soviétique, ne sera qu'une partie de la révolution européenne pour les Etats-Unis d'Europe.

P.S. Quand Jacques Duclos<sup>1</sup>, dans un discours à un grand meeting au Vél d'Hiv, a dit : « *Nous savons tous que deux communistes au gouvernement, cela ne représente pas le vrai rapport de forces dans ce pays* », il a été follement acclamé. Si, pour la période qui vient, la question en Grande-Bretagne, c'est « *Le Labour au pouvoir !* », alors, en France, on pourrait dire pareillement : « *Thorez au pouvoir !* » et laisser, dans chaque cas, les masses apprendre de leur expérience.

---

1. **Jacques Duclos** (1896-1975), secrétaire du parti et bras droit de Maurice Thorez, était resté en France pendant la guerre. Homme de Moscou, c'était un grand orateur.





## *Les départs*

### **Fernandez Rodriguez, Jaime, dit J. Costa (1914-1998)**

Jaime Fernandez est mort d'un cancer à Barcelone le 11 juillet 1998. Il était né au Ferrol. Il fut l'un des premiers militants du PCE à La Corogne en 1931. Il entra dans la Izquierda comunista, l'organisation de l'Opposition de gauche espagnole, en 1933, à Madrid où il travaillait dans un grand magasin. Il vota en 1935 pour la fusion avec le BOC et la création du POUM. Il était au service militaire lors du soulèvement des généraux et, encaserné à l'Alcazar de Tolède, réussit à s'en évader et rejoindre les forces qui en faisaient le siège. Il fut alors élu chef de bataillon dans la colonne madrilène du POUM.

C'est dans l'année qui suivit qu'il rallia la Section bolchevique-léniniste d'Espagne (SBLE), tout en restant au POUM. Après les Journées de mai, il fut arrêté, le 2 septembre 1937 et accusé faussement, avec d'autres camarades de la SBLE, de l'assassinat de l'officier des Brigades internationales et agent du NKVD le Polonais Léon Narwicz.

Bien que le procureur ait réclamé pour lui la peine de mort il fut condamné au camp de travail et y fut interné d'avril à septembre 1938, et y subit la persécution de geôliers staliniens. Autorisé en octobre à rejoindre l'armée, il fut blessé au front et s'évada pendant son transfert à un hôpital de l'arrière.

Réfugié en France à la fin de la guerre civile, il reprit le contact avec les trotskystes, et constitua avec eux le Groupe communiste internationaliste d'Espagne, dont les porte-parole furent pendant la guerre, au Mexique, Munis, Natalia Trotsky et Benjamin Péret, et qui rompit ensuite avec la IVe Internationale. Il milita clandestinement en Espagne, fut arrêté en 1951 et purgea quatre années de prison. Sans travail, il revint en France et fonda avec Munis et Péret le Fomento Obrero Revolucionario. En mai 1968, il inspira un Comité ouvrier sur des positions « *antisindicales, antipatronales et antiétatiques* ». Les

trois dernières années de sa vie il ne fut plus actif, ayant presque totalement perdu la vue. Ouvrier resté ouvrier, il avait milité pendant 64 ans de sa vie.

Nos remerciements pour les indications biographiques précises envoyées par son camarade Agustin Guillamón. Et aussi pour avoir signalé qu'une erreur stupide dans l'Histoire de l'Internationale communiste a déformé l'identité de Munis qui s'appelait de son vrai nom Manuel Fernández Grandizo.

## OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11<sup>e</sup>).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

**Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky**